LE CALIFAT

LE HIDJAZ
ET L'ETAT-NATION SAOUDO-WAHHÂBITE

Première édition

(Prochaine à suivre bientôt in cha' Allah)

Suivi de

MEDINE REPREND SA PLACE CENTRALE DANS AKHIROUZZAMĀN

Imran N. Hosein

Traduction**:** Samir Boulhila

MOSQUEE DARUL CORAN, LONG ISLAND, NEW YORK

Tous droits réservés par l'auteur.

Date de première impression 1997
par la Mosquée Daroul Coran,
1514 East Third Avenue,
Bayshore, NY 11760

USA

Email: inhosein@hotmail.com

Web: http://imranhosein.org

Traducteur : samir_boulh@yahoo.fr

Dédié à mon très cher ami

et frère en Islam Abid Siddiqui

du Centre Musulman de New York

en le remerciant pour sa chaleureuse amitié.

SERIE COMMEMORATIVE ANSARI

La série commémorative Ansari est publiée en l'honneur de l'éminent érudit Islamique, cheikh soufi et ancien *cheikh al-Islam* de la communauté Musulmane de Trinidad et Tobago, *Maoulana* le Dr. Mouhammad Fadlour Rahman Ansari (1914 - 1974) et commémore le 25ème anniversaire de sa mort. Elle comprend jusqu'ici les livres suivants :

1. *Les rêves en Islam – une fenêtre ouverte sur la Vérité et sur le Cœur ;*
2. *La Religion d'Abraham et l'Etat d'Israël à la lumière du Coran ;*
3. *L'importance de l'interdiction du Riba en Islam ;*
4. *L'interdiction du Riba dans le Coran et la Sounnah ;*
5. *Le Califat, le Hidjaz et l'Etat-nation Saoudo-Wahhâbite ;*
6. *Une jama'ah, un émir : l'organisation d'une communauté Musulmane à l'ère des Fitan ;*
7. *La portée stratégique du jeûne du Ramadan et de l'Isra' et Mi'raj.*

Ces livres ont tous été écrits par Imran N. Hosein, étudiant de *Maoulana* Ansari, et ont été publiés par la *Masjid Dar al-Qur'an*, Long Island, New York, Etats-Unis, et la *Masjid al-Ansari*, Montrose, Chaguanas, Trinidad et Tobago.

Maoulana Ansari était diplômé de l'Université Musulmane Aligarh, en Inde, où il étudia la Philosophie et la Religion. Sa pensée Islamique spirituelle et philosophique découle du plus grand érudit de son époque, *Allama* le Dr. Mouhammad Iqbal. Iqbal est l'auteur de ce

chef-d'œuvre d'érudition Islamique : *« La Reconstruction de la pensée religieuse en Islam ».* L'œuvre majeure d'érudition Islamique de *Maoulana* Ansari, en deux volumes, « Fondations et structure Coraniques de la société Musulmane », qui constitua sa thèse de doctorat en Philosophie, représente en soi la plus remarquable contribution à l'érudition Islamique de tous les étudiants d'Iqbal.

Maoulana Ansari reçut sa formation spirituelle de *Maoulana* Mouhammad Abdoul Alim Siddiqui, un érudit Islamique renommé, cheikh soufi et missionnaire itinérant de l'Islam. Il reçut l'épistémologie soufie à la fois d'*Allama* Iqbal et de *Maoulana* Siddiqui et la transmit à son tour à ses étudiants. Cette épistémologie soufie insiste sur le fait que l'acquisition de la connaissance commence avec la recherche de la Vérité à travers l'étude des écrits et de l'observation critique du monde extérieur. Allah le Plus-Haut est la Vérité (*al-Haq*) et la Vérité vient d'Allah. La Vérité inaltérée n'existe aujourd'hui dans le monde qu'en Islam. Quand la Vérité est découverte, elle doit être appréhendée avec sincérité et appliquée à la totalité de la vie. Alors la Vérité sera-t-elle internalisée, c'est-à-dire qu'elle pénètrera le cœur. Allah le Plus-Haut la met Lui-même dans le cœur et c'est à cela qu'Il fait référence quand Il dit dans le *hadith al Qoudsi* : *Mes cieux et Ma Terre sont trop étriqués pour Me contenir, mais le cœur de Mon serviteur fervent peut me contenir.*

Quand la Vérité entre dans le cœur, alors le cœur reçoit une lumière divine (*NourOullah*) qui permet aux pouvoirs d'observation et de clairvoyance intuitive du croyant de pénétrer au-delà de l'*apparence extérieure* pour atteindre la *substance interne*. Ce n'est qu'à la lumière intérieure du cœur clairvoyant d'un vrai croyant que *le monde peut être correctement compris.* La série commémorative Ansari est consacrée à cet effort pour comprendre le monde actuel, l'expliquer avec exactitude et relever ses défis sans précédents de façon appropriée. Cet effort est, bien entendu, toujours l'objet d'une évaluation critique.

Allah le Plus-Haut a fourni aux croyants un moyen de transmission à travers lequel ils peuvent recevoir la confirmation qu'ils ont été dotés de cette capacité pour la connaissance intuitive (c'est-à-dire la connaissance que le cœur peut voir). Ce medium, ce sont « les vrais et bons rêves et visions » et cette expérience constitue la dernière

partie de la prophétie restant dans le monde après la mort du Prophète (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*). La série commémorative Ansari comprend une œuvre pionnière dans cette branche oubliée du savoir, à savoir *Les rêves en Islam.* Le savoir intuitif est également indispensable pour percer à jour des sujets d'une pertinence contemporaine stratégique tels que *« L'interdiction du Riba en Islam »* et *« La Religion d'Abraham et l'Etat d'Israël à la lumière du Coran »* ; aussi ces sujets ont-ils reçu une attention particulière dans cette série.

Ce n'est que par le biais de la connaissance intuitive (*firassa*) que l'on peut obtenir la confirmation que nous vivons aujourd'hui dans l'ère des *fitan*, la dernière étape du processus historique. La pensée et le savoir empiriques et déductifs ne peuvent que suggérer, en aucun cas directement percer à jour la nature de l'époque dans laquelle nous vivons. La conséquence de la confirmation (de l'ère des *fitan*) est que, plus que jamais auparavant, il est devenu très urgent d'établir une *jama'ah* authentique avec un imam/émir authentique, de la soutenir, et pour tous les croyants de s'y attacher avec *assam'ou wa ta'atou* (écoute et obéissance) car tel est le commandement du Prophète (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*). *« Une Jama'ah, un Emir : l'organisation d'une communauté Musulmane à l'Ere des Fitan »* attire l'attention vers ce sujet d'importance.

Il est éloquent de noter que *Maoulana* Ansari fut le cheikh *al-Islam* de la communauté Musulmane de Trinidad et Tobago de 1964 jusqu'à sa mort en 1974 – d'ailleurs la direction du mouvement Islamique *Dar al-Islam* parmi les Musulmans africains américains d'Amérique du Nord lui donnèrent la *bay'ah* (serment d'allégeance) en 1969, et il firent de lui également leur commandeur. *Dar al-Islam* fut fondé à Brooklyn, à New York, en 1962, et fut dirigé par l'Imam Yahya Abd al-Karim. Récemment, l'Imam Jamel al-Amin (anciennement H. Rapp Brown) a pris sa direction.

Deux ouvrages restent encore à être écrits dans cette série. Ils seront consacrés, *in cha Allah*, aux thèmes du *Retour de Jésus du point de vue de l'Islam* [ndt : toujours en cours d'écriture] et de *La Sourate al-Kahf et les Temps modernes* [ndt : achevé depuis].

Maoulana le Dr. Ansari rendit hommage à son propre Cheikh, *Maoulana* Abdoul Alim Siddiqui, en fondant l'Institut Alimiyah d'études Islamiques au Pakistan et en publiant la Série commémorative Alimiyah. La Série commémorative Ansari représente un humble effort pour poursuivre cette noble tradition.

A PROPOS DE L'AUTEUR

Imran N. Hosein est né à Trinidad, dans les Indes occidentales, en 1942. Il étudia l'Islam sous l'aile de l'éminent érudit et Cheikh soufi Maoulana le Dr. Mouhammad Fadlour Rahman Ansari (Al-Qadiri) à l'Institut Alimiyah d'études Islamiques à Karachi, au Pakistan. Il suivit également des études de troisième cycle en Philosophie à l'Université de Karachi et en Relations internationales à l'Université des Antilles (Indes occidentales) de Trinidad et à l'Institut de Hautes Etudes Internationales de Genève, en Suisse.

Anciennement employé au Service diplomatique de Trinidad et Tobago, il démissionna de son poste en 1985 pour consacrer sa vie au service de l'Islam. Il fut nommé Proviseur de l'Institut Alimiyah d'études Islamiques, au Pakistan, poste qu'il occupa jusqu'en 1988. En 1989, il migra vers les Etats-Unis et fut nommé Directeur de l'Institut pour la recherche et l'enseignement Islamiques de Miami, en Floride. A partir de 1991, il travailla à New York en tant que Directeur des études Islamiques pour le Comité conjoint des Organisations Musulmanes du Grand New York. Ce dernier comprenait la Communauté Islamique des Nations Unies au quartier général des Nations Unies à Manhattan, à New York, où il dirigea les prières communes du vendredi mensuellement pendant six ans. En 1996, il fut nommé, par le Dr. Israr Ahmad, Directeur de la Da'wah pour Tanzim-i-Islami en Amérique du Nord.

Il a énormément voyagé pour la cause de l'Islam : il a, par exemple, visité l'Asie du Sud Est sept fois depuis 1988 pour des tournées de conférences Islamiques. Dernièrement, il a achevé une

année complète au service de la cause de l'Islam dans les îles caribéennes de Grenade, Tobago et Trinidad.

En tant qu'auteur en religions comparées, il a écrit un ouvrage de référence sur « L'Islam et le Bouddhisme dans le monde moderne », publié au Pakistan en 1972. Ses travaux sur l'Islam et les Relations internationales comprennent « La diplomatie en Islam. Une analyse du traité de Hudaïbiyah ». Un recueil de ses écrits a été publié à Singapour en 1991 sous le titre « L'Islam et l'Ordre Mondial en mouvement ».

Ses travaux les plus récents, publiés en 1997 dans la Série commémorative Ansari (commémorative du 25ème anniversaire de la mort du Dr. Ansari), sont :

- « L'importance de l'interdiction du Riba en Islam. »
- « L'interdiction du Riba dans le Coran et la Sounnah. »
- « La religion d'Abraham et l'Etat d'Israël à la lumière du Coran. »
- « Le Califat, le Hidjaz et l'Etat-nation Saoudo-Wahhâbite. »
- « Une Jama'ah, un Emir : l'organisation d'une communauté Musulmane à l'Ere des Fitan. »
- « La Sourate al-Kahf et les Temps modernes. »

Il espère terminer une livre supplémentaire dans la Série commémorative Ansari : « Un point de vue Islamique sur le retour de Jésus. »

TABLE DES MATIERES

PREFACE....13

INTRODUCTION....17

CHAPITRE 1....25
LA DIPLOMATIE BRITANNIQUE ET L'ATTAQUE DU CALIFAT....25

CHAPITRE 2....37
L'EFFONDREMENT DU CALIFAT OTTOMAN ET LA RÉACTION DE L'UNIVERSITÉ D'AL-AZHAR....37
LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE ET L'ABOLITION DU CALIFAT OTTOMAN....37
LES NATIONALISTES TURCS ET LE CALIFAT....39
LA RÉACTION DE L'UNIVERSITÉ AL-AZHAR À L'ABOLITION DU CALIFAT OTTOMAN....41

CHAPITRE 3....45
LA CONFÉRENCE DU CALIFAT, LE CAIRE - MAI 1926....45
LE PROGRAMME....45
LES CONGRESSISTES....46
LES SÉANCES DU CONGRÈS....47
LE SECOND COMITÉ....47
LE TROISIÈME COMITÉ....55
LES RÉSOLUTIONS DU CONGRÈS....58

CHAPITRE 4....59
LA FRAUDULEUSE ALTERNATIVE SAOUDO-WAHHÂBITE AU CALIFAT....59
LE CONGRÈS MONDIAL DE LA MECQUE. JUIN - JUILLET PROGRAMME 1926....59
LES DÉLÉGATIONS ENVOYÉES AU CONGRÈS....63
LE ROI ET LE CONGRÈS....65

CHAPITRE 5....71
L'ECHEC DU VIEUX MONDE DE L'ISLAM DANS SA DERNIÈRE TENTATIVE DE REVIVISCENCE....71
LE CONGRÈS ISLAMIQUE GENERAL DE JÉRUSALEM. DÉCEMBRE 1931....71
LA DATE ET LE LIEU....73
LES CONGRESSISTES....74
LES TRAVAUX DU CONGRES....75
LES ACTIVITÉS POST-CONGRES....78

CHAPITRE 6....81
L'IMPOSSIBILITÉ DE RESTAURER LE CALIFAT POUR CENT ANS ET PLUS APRÈS 1924....81
UNE ANALYSE DE L'ABOLITION DU CALIFAT OTTOMAN ET DE LA RÉALITÉ D'UNE ÉPOQUE QUI TÉMOIGNE ENCORE DE LA PLUS ATROCE ATTAQUE CONTRE LA OUMMAH....81
A – RÉALITÉ TRANSCENDENTALE....82
B – RÉALITÉ POLITIQUE....88

CHAPITRE 7....91
UNE LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE POUR RESTAURER LE CALIFAT....91
POUR RESTAURER LE CALIFAT, RESTAURER D'ABORD UNE AUTHENTIQUE JAMA'AH RÉVOLUTIONNAIRE....91
LE DR. MOUHAMMAD IQBAL ET LA JAMA'AH AUTHENTIQUE....93

CONCLUSION....97

NOTES....101

Bonus:

Essai: MEDINE REPREND SA PLACE CENTRALE DANS AKHIROUZZAMĀN....113

Médine, 1343 (h): tirée hors de la poêle de Dajjāl et jetée dans le brasier Saoudo-Wahhâbite de Dajjāl....113

Jérusalem se déplace vers le centre de la scène....116

Les Grandes guerres mèneront bientôt à la conquête de Constantinople....117

La conquête de Constantinople a-t-elle déjà eu lieu ?....118

Médine revient sur le devant de la scène....123

Médine éclipsera La Mecque au centre de la scène....126

PREFACE

Ceci est le troisième volet de la Série Commémorative Ansari publiée en l'honneur de mon professeur et *Cheikh* de mémoire bénie Maoulana le Dr. Mouhammad Fadlour Rahman Ansari (1914 – 1974). Les deux précédentes publications étaient intitulées : *« La Religion d'Abraham et l'Etat d'Israël à la lecture du Coran »* et *« L'importance de l'interdiction du Riba en Islam ».*

La majorité du travail de recherche nécessaire à la rédaction de ce petit (mais important) livre a été effectué entre 1975 et 1979 à la bibliothèque des Nations Unies, au *Palais des Nations* à Genève, pendant mes études de doctorat en Relations Internationales à l'Institut de Hautes Etudes Internationales de Genève.

Le monde moderne impie mène une guerre contre l'Islam : il est temps que les Musulmans prennent conscience de ce fait et y réagissent de façon appropriée. Personne ne peut cependant espérer apporter une réponse à ce défi à moins de reconnaître et de comprendre au préalable de quel défi il s'agit. Telle est justement l'ambition de ce livre : apprendre aux Musulmans à reconnaître et à comprendre la nature du défi posé par la destruction du Califat et l'émergence de l'Etat-nation Saoudo-Wahhâbite sur les ruines fumantes du Califat.

Les Musulmans devraient également savoir que le Califat sera un jour rétabli. Le Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) a décrit l'*Imam al-Mahdi* comme Calife (*Khalifa*) d'Allah. A la tête d'une armée Musulmane il détruira l'Etat Saoudien et l'Etat israélien. Cela entraînera dans son sillage la fin précipitée du système actuel des Etats-nations

prétendument Islamiques ainsi que du Modernisme Islamique fallacieux qu'ils imposent aux Musulmans.

Au moment même où j'écris ces lignes, le Monde Musulman connaît une situation critique qui empire rapidement avec des conflits sanglants en Bosnie, au Cachemire, en Algérie, en Palestine, en Tchétchénie infligeant des souffrances inimaginables à d'innocents Musulmans. Hier, cinquante mille Musulmanes étaient violées en Bosnie ; aujourd'hui, l'horreur s'illustre en Bosnie avec le récit de ce fils obligé d'arracher les testicules de son père Musulman avec les dents, ou encore avec la condamnation aux Etats-Unis à la prison à perpétuité d'un innocent cheikh Musulman aveugle, Omar Abdoul Rahman – considéré comme une trop grande menace pour le régime laïc pro-occidental qui dirige l'Egypte – et qui est sexuellement humilié par les gardiens de prison chaque fois qu'il reçoit un visiteur.

J'ai aujourd'hui acquis la conviction qu'il est enfin temps pour ce livre d'atteindre le public Musulman. Les Musulmans devraient, maintenant, être assez secoués pour sincèrement chercher à comprendre les raisons de leur impuissance. Les Musulmans devraient par conséquent prendre ce travail au sérieux et être à même de balayer d'un revers de main les critiques prévisibles des *'Oulama* (oulémas, érudits Islamiques) institutionnalisés et les gouvernements qui leur assurent un train de vie confortable partout à travers le monde Musulman, des Musulmans de l'intelligentsia laïque et des forces vives et toujours florissantes du Modernisme Islamique ! Ils devraient aussi maintenant réussir à démasquer ces versions trompeuses et inauthentiques de l'Islam récemment apparues sous la forme à la fois de gouvernements et de mouvements non gouvernementaux, et qui cherchent par tous les moyens à moderniser et à dépolitiser l'Islam. Ces versions de l'Islam se gardent bien d'attirer la moindre attention sur la lutte pour restaurer le Califat et la *Jama'ah* authentique. Elles ne sont en aucune façon impliquées dans la lutte contre le *Chirk* de l'Etat moderne ou du *Riba* de l'économie moderne. Elles ne s'insurgent pas contre l'oppression ni ne défient l'oppresseur, pas plus qu'elles ne lèvent ne serait-ce que le petit doigt pour chercher à libérer les opprimés ! Elles incarnent l'Islam version autruche qui prétend que le monde moderne impie ne nous fera pas de mal tant que nous l'ignorerons ou que nous entretiendrons des liens amicaux avec lui. Elles ont créé de la *fitnah* en appelant à un *jihad*

absolument odieux et délétère contre des pratiques Musulmanes inoffensives situées à la périphérie du spectre de la croyance, tout en trahissant sans vergogne la véritable substance de la foi. De plus, elles diabolisent et oppriment les authentiques érudits de l'Islam et les serviteurs véridiques d'Allah le Plus-Haut.

J'implore Allah le Plus-Haut de bien vouloir agréer et bénir cet humble effort dans la voie de la Vérité. Puisse ce livre toucher assez profondément les Musulmans pour leur ouvrir les yeux sur le fait que les *Haramayn* et le *Hidjaz* sont actuellement sous le contrôle de forces qui font obstacle à la réapparition du Califat et à la restauration de l'authenticité de la vie collective de la *Oummah*. *Amiin !*

I.N.H
Octobre 1997

INTRODUCTION

Si l'on veut que la Oummah réussisse un jour à rendre à l'Islam sa suprématie sur l'Etat dans le monde de l'Islam, il est impératif d'enseigner aux Musulmans l'histoire de la chute du Califat et de sa substitution – dans le berceau même de l'Islam – par l'Etat-nation Saoudo-Wahhâbite laïc. Ce fut un acte de suprême trahison de l'Islam.

L'une des caractéristiques fondamentales de la religion de l'Islam réside dans son insistance à reconnaître que la souveraineté d'Allah exige que l'Etat et toutes ses institutions se soumettent aux lois d'Allah. Si Allah, le Plus-Haut, est Souverain, alors le Parlement, par exemple, ne peut pas être souverain. La souveraineté d'Allah le Plus-Haut implique la suprématie de la religion de l'Islam et, en particulier de la loi sacrée ou *Chari'ah.* Cette suprématie de l'Islam sur l'Etat, et sur la vie publique, fut symbolisée par l'institution du Califat. Même après la transformation de la fonction de Califat en monarchie dynastique, le Califat continua de remplir ce rôle symbolique mais d'une importance stratégique suprême.

Si l'Etat plutôt qu'Allah est reconnu comme souverain – et c'est l'essence même de la laïcité – l'Islam qualifie cela de *Chirk* (blasphème) et c'est le pire péché possible. A travers le monde

aujourd'hui, l'État laïc moderne est universellement reconnu comme souverain. Son autorité est reconnue comme souveraine, ainsi que sa loi. Et donc, aujourd'hui, partout à travers le monde, l'humanité est sous l'emprise d'un *Chirk* (blasphème) politique universel. Il s'agit, en fait, de l'un des signes majeurs que nous sommes maintenant dans l'ère de *Dajjal*, le faux Messie ou Antéchrist, qui a égaré l'humanité au point de lui faire adorer autre qu'Allah le Plus-Haut. *Dajjal* est le cerveau aux commandes de l'ordre mondial actuel à propos duquel le Hadith annonce que 999 personnes sur 1000 entreront dans le feu de l'Enfer. Mais même les Musulmans ne semblent pas conscients de cela.

Dans la mesure où les Musulmans reconnaissaient Allah comme Souverain, ils ne reconnaissaient aucune Constitution, Parlement, Cour suprême, gouvernement, etc., comme souverains. Le Calife, connu sous le nom de *Amiir* (émir) ou *Imam*, était à la tête de la *Jama'ah* – la communauté des Musulmans. Ces derniers lui prêtaient allégeance à travers l'institution de la *baiy'ah*. Le territoire sur lequel cette *Jama'ah* se trouvait était nommé *Dar al-Islam* car l'Emir avait toute liberté et toute autorité pour faire appliquer la loi sacrée d'Allah sur ce territoire.

La civilisation euro-Chrétienne fut également fondée sur la reconnaissance de la souveraineté divine. Dans cette civilisation, cependant, c'est l'Eglise qui était reconnue comme représentante de Dieu sur terre, et l'État était donc subordonné à l'Eglise. Mais l'Europe fut le théâtre d'un conflit entre l'Eglise et l'Etat qui s'acheva sur la défaite de l'Eglise. L'Europe subit alors, dans les fondations mêmes de sa civilisation, une transformation si révolutionnaire que l'Etat et la politique furent laïcisés. Le dernier chapitre du conflit, qui scella le sort de la religion en Europe et qui permit l'éclosion d'une civilisation essentiellement impie, fut les Révolutions française, bolchevique et américaine. La sphère de la religion fut réduite à une pratique individuelle ou en petits groupes et le Pape ainsi que l'euro-Christianisme furent exclus en tant qu'acteurs de la conduite de l'Etat. Allah le Plus-Haut n'était plus reconnu comme Souverain (*al-Akbar*). A Sa place, c'était maintenant les peuples qui se reconnaissaient eux-mêmes comme souverains, et ils conférèrent cette souveraineté au nouveau modèle d'Etat, l'Etat laïc. L'Etat était devenu *al-Akbar.*

Pour l'Europe, c'était la laïcité en marche. Pour l'Islam, c'était là un acte de *Chirk*, le pire des péchés et le seul qu'Allah, le Plus-Haut, ne pardonnera jamais ! Il est d'ailleurs étrange que le Christianisme non européen n'ait pas opposé plus de grande résistance à cette destruction du modèle sacré d'un Etat créé par les Prophètes David et Salomon (que la Paix soit sur eux).

La civilisation européenne impie s'embarqua dans une croisade qui n'avait rien de sainte pour transformer le monde entier et le remodeler à l'image du nouveau modèle européen d'Etat laïc et de société impie. Le reste du monde fut colonisé ou privé de ses libertés fondamentales. Il fut ensuite laïcisé et sa société finit rapidement sa conversion à l'impiété. Le monde de l'Islam y compris. En fait, le monde de l'Islam était la principale cible de la civilisation européenne impie. Le processus visant à réduire le monde de l'Islam à une société impie débuta avec la laïcisation de la vie publique. L'Empire Islamique Ottoman fut pris pour cible. Il devait être détruit. Or il ne pouvait être détruit tant que le Califat demeurait une puissante institution, symbole d'un modèle de société sacrée qui reconnaissait la Souveraineté d'Allah le Plus-Haut. C'est pourquoi le Califat devait être détruit.

La destruction de l'Empire Ottoman, rendue possible par la Première Guerre Mondiale, conduisit *in fine* à la création de l'Etat laïc de Turquie. Son gouvernement était composé de nationalistes Turcs occidentalisés et laïcisés qui travaillaient de concert avec un mouvement Juif clandestin. Ils commencèrent par cantonner le Califat – désormais impuissant – à une fonction qui ressemblait fort à celle du Pape, puis ils l'abolirent. Mais le processus de sécularisation du monde de l'Islam ne fut complet que lorsque le *Hidjaz*, dirigé par Abdoul Aziz Ibn Saoud, s'allia aussi à Moustafa Kamal (Atatürk) dans son rejet de la suprématie de l'Islam sur l'Etat. Et c'est ainsi que l'Arabie, le berceau de l'Islam, embrassa à son tour le modèle laïc de l'Etat. La naissance de l'Etat d'Arabie Saoudite coïncida donc avec la destruction de la *Dar al-Islam* qui avait été établie par le Prophète Mouhammad (paix et bénédictions d'Allah le Plus-Haut sur lui).

Tant que le *Hidjaz* demeura *Dar al-Islam* [NdT : « Maison de l'Islam » ou Ordre Public Islamique], la *Chari'ah* garantissait à chaque Musulman **le droit d'entrer** sur ce territoire. Il n'avait besoin d'aucun

visa. Il n'existait rien qui ressemblât à une souveraineté Saoudienne. Il n'y avait rien qui ressemblât à une citoyenneté Saoudienne. Le droit d'entrer dans n'importe quelle partie de la *Dar al-Islam* était l'un des nombreux droits que possédaient les Musulmans. Ils avaient aussi **le droit de résider** dans la *Dar al-Islam*, ils n'avaient pas besoin de permis de séjour, **le droit de gagner leur vie** où que ce soit dans la *Dar al-Islam*, ils n'avaient pas besoin de permis de travail, et **le droit de participer au processus politique** (*Choura*), ils n'avaient besoin d'acquérir aucune citoyenneté Saoudienne, etc. La naissance de l'Etat d'Arabie Saoudite conduisit donc à contester puis finalement à éliminer tous ces droits des Musulmans. **L'énorme manne pétrolière d'Arabie appartenait au monde de l'Islam**. A l'instant où naquit l'Etat d'Arabie Saoudite, les Saoudiens privèrent le reste des Musulmans de ce qui appartenait à l'ensemble des Musulmans. Puis les Saoudiens transmirent le contrôle effectif du pétrole aux Américains en échange de la garantie qu'ils assureraient leur sécurité. Cela, aussi, constituait une trahison.

La destruction du Califat et l'avènement de l'Etat d'Arabie Saoudite sont des événements qui ont à ce point changé le visage du monde de l'Islam qu'ils ont relégué la civilisation Islamique à son stade pré-*Hijrah* (pré-hégirien). Nulle part dans le monde aujourd'hui ne subsiste *Dar al-Islam*.

Il serait correct, selon nous, d'affirmer que la différence fondamentale entre l'Islam pré-*Hijri* et l'Islam post-*Hijri* (pré et post-hégirien) est l'établissement par le Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) de *Dar al-Islam* (l'Ordre Public Islamique) à Médine. Mais le monde de l'Islam, comme le reste du monde non européen, a aujourd'hui été intégré à un système matérialiste et laïc d'organisation politique dont l'élément de base est l'Etat-nation moderne et laïc. C'est pourquoi aujourd'hui *Dar al-Islam* n'existe plus, pas même à la Mecque et à Médine. Notre affirmation selon laquelle le monde de l'Islam en tant que *Oummah* collective est effectivement revenu à son stade pré-hégirien est de ce fait justifiée.

La civilisation Islamique existe aujourd'hui dans l'ère post-Califat de son histoire. Et, à l'instar de ce qui se passait à la Mecque il y a mille quatre cent ans, la communauté Musulmane à travers le monde est aujourd'hui la proie d'une *jahiliyah* [NdT : ignorance anté-

Islamique] globalisée qui domine le monde entier. A l'origine de cette *jahiliyah* se trouve, bien sûr, la civilisation occidentale moderne, matérialiste, laïque et post-Chrétienne.

C'est, peut-être, en référence à notre époque qu'il est rapporté que le Prophète de l'Islam (divinement béni soit-il et éternellement en paix) a dit :

> *Quiconque meurt sans avoir (de son vivant) donné la baiy'ah (prêté le serment d'allégeance par lequel le peuple nomme un chef et lui donne sa légitimité pour diriger la jama'ah) est assurément mort dans un état de jahiliyah (Ceci pourrait aussi inclure une mort à une époque marquée par le retour de la jahiliyah pré-hégirienne).*
>
> *(Mouslim)*

Ce *Hadith* du Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) revêt une importance capitale et est investi d'un tel degré d'authenticité qu'il fut utilisé par l'Université d'Al-Azhar pour justifier l'appel lancé pour organiser une Conférence Islamique Internationale du Califat au Caire afin de réagir de façon adéquate à la décision de la Grande Assemblée Nationale Turque en mars 1924 d'abolir le Califat.

La Conférence Islamique du Califat eut lieu en 1926 et elle adopta des résolutions intégrant ce *Hadith Sahih* (cette déclaration authentique) du Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) et elle affirma la nécessité de l'existence de l'institution du Califat, et donc, de l'Ordre Public Islamique, pour le monde de l'Islam.

Le défi que doit relever aujourd'hui la *Oummah* est simple et clair. Elle doit s'efforcer de reproduire le mouvement originel de la *Oummah*, c'est-à-dire de voyager **de la Mecque vers Médine une nouvelle fois**. En réalisant cela, la *Oummah* rétablira *Dar al-Islam* (l'Ordre Public Islamique).

Si l'on veut que la Oummah réussisse un jour à rendre à l'Islam sa suprématie sur l'Etat dans le monde de l'Islam, il est impératif d'enseigner aux Musulmans l'histoire de la chute du Califat et de sa substitution – dans le berceau même de l'Islam – par

l'Etat-nation Saoudo-Wahhâbite laïc. Ce fut là un acte de suprême trahison de l'Islam.

L'objectif premier de ce livre est d'enseigner ce sujet. Ceux qui ne partagent pas le message principal de ce livre sont libres d'y réagir. Et nous et nos lecteurs examinerons leur réponse en y portant un regard aussi critique que celui qui sera porté sur ce livre.

Ces érudits de l'Islam diplômés d'Universités Islamiques renommées et qui cautionnent cette gigantesque *fitnah* [ndt : épreuve, test] qui consiste soit à restaurer un Islam qu'ils proclament avec tant de zèle comme étant salafiste, originel, authentique, vrai, soit à imposer aux Musulmans une version nouvelle et moderniste de l'Islam, devraient faire une pause et s'accorder un instant de réflexion – mais un instant dont dépend leur salut – et faire preuve d'un tant soit peu d'intégrité en dénonçant cette colossale trahison de l'Islam que fut la création de l'Etat-nation Saoudo-Wahhâbite sur les ruines du Califat.

Cette étude est d'une importance encore plus stratégique car l'ennemi qui a détruit le Califat a maintenant les yeux rivés sur le *Hajj*. Le *Hajj* a été accompli de façon ininterrompue depuis son instauration par le Prophète Abraham *('alayhi Salam)* il y a des milliers d'années. Le *Hajj* perdura même quand l'Arabie embrassa l'idolâtrie. Les ennemis de l'Islam ont maintenant pour primordial objectif à long terme la destruction du *Hajj.*

Abou Saïd al-Khoudri a rapporté un Hadith du Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) dans lequel le Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam)* a déclaré :

Les gens continueront à accomplir le Hajj et la 'Oumrah à la Ka'aba même après l'apparition de Ya'jouj (Gog) et Ma'jouj (Magog). Chou'ba rapporte en plus : la (dernière) heure ne viendra pas tant que le Hajj à la Ka'aba n'aura pas été abandonné.

(*Boukhari*)

Le Coran nous a fourni le signe par lequel les croyants peuvent savoir si Ya'jouj et Ma'jouj ont été libérés. Ce signe est la restauration de l'Etat d'Israël. Le Coran parle d'une *qaryah* (cité) qui fut détruite par

Allah le Plus-Haut Qui ensuite décréta interdite la reconstruction de cette *qaryah* (cité). Cependant, quand *Ya'jouj* et *Ma'jouj* auraient été libérés et auraient pris le contrôle du monde, alors cette cité renaîtrait. Notre professeur, *Maoulana Ansari*, est d'avis que cette *qaryah* est Jérusalem. Par conséquent le Coran a déclaré que la restauration de l'Etat d'Israël s'opérerait grâce à l'assistance que les Juifs recevraient de la civilisation créée par *Ya'jouj* et *Ma'jouj*. La restauration de l'Etat d'Israël en 1948 confirma ainsi que *Ya'jouj* et *Ma'jouj* avaient bien été libérés et que l'humanité était entrée dans l'ère des *Fitan.* Elle confirma également que *Dajjal* avait été libéré car c'est lui qui par voie de tromperie incita les Juifs à créer le mouvement Sioniste et à s'enferrer dans une tentative obstinée de restauration de l'Etat d'Israël en Palestine *(cf. notre livre : « La Religion d'Abraham et l'Etat d'Israël à la lecture du Coran »).* Notre étude du sujet nous a menés à la conclusion que détruire le *Hajj* est maintenant un objectif à la portée des ennemis de l'Islam. Pour que se réalise cet objectif, il ne reste plus qu'à détruire *Masjid al-Aqsa*. L'Etat d'Israël peut y procéder à tout moment. Il n'est d'ailleurs question que de choisir le moment opportun. Le régime Saoudien actuel a été très habilement amené à adopter de façon irréversible une position où il ne peut que reconnaître l'Etat Juif d'Israël et s'en accommoder. La destruction de *Masjid al-Aqsa* se traduira donc par une opposition croissante à l'égard de la gouvernance Saoudienne de l'Arabie. Le régime Saoudien ne sera plus à même de contrôler la colère que les Musulmans exprimeront ouvertement à l'occasion du *Hajj*. Or si le régime Saoudien est perçu comme incapable de contrôler le *Hajj*, l'opposition interne en Arabie Saoudite mettra le *Hajj* à profit afin de déstabiliser le régime. C'est vraisemblablement le scénario qui devrait amener les Saoudiens à suspendre le *Hajj* pour préserver leur régime. Toute suspension du *Hajj* par les Saoudiens, suite à des considérations de sécurité, sera bien sûr exploitée par l'Occident pour s'assurer que le *Hajj* ne puisse jamais plus reprendre. Il a les ressources nécessaires pour s'en assurer.

Dans vingt-cinq ans environ, quand le *Hajj* sera abandonné et que la prophétie du Prophète *(sallAllahou 'alayhi wa sallam)* sera réalisée, le Modernisme Islamique échafaudera un nouveau tour de passe-passe pour convaincre les Musulmans qu'ils ne sont pas encore entrés dans l'ère des *Fitan*. Nous prions pour qu'à ce moment-là ce livre soit encore

présent pour dénoncer les revendications frauduleuses du Modernisme Islamique. *Amiin.*

Si, après la perte du Califat, le monde de l'Islam devait perdre le *Hajj*, cela constituerait un énorme retour en arrière, à l'époque pré-*Hijrah* (pré-hégirienne) de La Mecque. Notre situation sécuritaire difficile deviendrait alors aussi précaire qu'elle le fut dans La Mecque d'alors. Seul le plus fort des *Iman* [Ndt : foi] possibles survivra à cette terrible épreuve! Que pouvons-nous y faire ? Le prérequis nécessaire à la mise en œuvre de toute stratégie de contre-attaque doit être l'étude et l'analyse critique de l'histoire de cette période où le Califat a été perdu. Et c'est précisément ce que nous avons tenté de faire dans ce livre. La seconde étape doit être notre réorganisation en tant qu'authentique *jama'ah* dirigée par un Emir à qui sera prêté allégeance et qui instaurera le *Diin* sur les membres de la *jama'ah.* Ce sujet a été abordé dans notre livre *« Une Jama'ah, un Emir : l'organisation de la Communauté Musulmane à l'ère des Fitan ».*

CHAPITRE 1

LA DIPLOMATIE BRITANNIQUE ET L'ATTAQUE DU CALIFAT.

Il était évident pour les Britanniques et les Sionistes qu'un Foyer National Juif – l'Etat Juif d'Israël – ne pouvait voir le jour en Palestine Musulmane, et qu'il n'aurait jamais pu espérer survivre tant que le monde de l'Islam avait un Calife capable de mobiliser ses formidables ressources et sa ferveur religieuse et de les diriger à des fins militaires. Aussi le contrôle du Hidjaz, dont l'importance dans la politique de la péninsule était capitale, devint-il l'objet suprême de toutes les attentions de la diplomatie britannique.

Allah le Plus-Haut et le Tout-Puissant envoya la religion parachevée de l'Islam avec le Prophète Mouhammad (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) afin qu'elle établisse sa suprématie sur toutes ses rivales. Cela supposait comme préalable que la Oummah se soumette à la suprématie de l'Islam tant dans la vie privée que dans la vie publique des Musulmans.

L'office de Califat (*Khilafat*) fonctionnait en tant que symbole ultime de l'Islam comme force dominante dans la vie publique. Sans Califat, le monde de l'Islam n'aurait jamais eu de pouvoir. En outre, il existait un lien indéfectible entre le Califat et le contrôle des *Haramayn*, c'est-à-dire les territoires sacrés de la Mecque et de Médine. Quiconque parviendrait à rompre ce lien paralyserait l'institution du Califat et rendrait finalement le monde de l'Islam impuissant !

Tout au long des 1400 ans de l'histoire de la *Oummah* du Prophète Mouhammad *(sallAllahou 'alayhi wa sallam)*, aucun Calife ne réussit jamais à être nommé et à voir sa nomination légitimée par la *bay'ah*, ou serment d'allégeance des Musulmans, sans que cette personne n'ait le contrôle effectif ou la capacité d'exercer le contrôle sur le *Hidjaz* en général et les *Haramayn* en particulier. Exercer la charge de Calife et avoir la responsabilité des *Haramayn* ont toujours été indissociablement liés dans la conscience politico-religieuse de la *Oummah*.

Ce lien indissociable trouve également son origine dans la *Chari'ah* dans la mesure où le *Hajj* [ndt : le pèlerinage] est une institution à caractère obligatoire pour les membres de la *Oummah* et le *Hajj* implique de se rendre physiquement dans le *Hidjaz*. Personne, par conséquent, ne pouvait être reconnu comme chef suprême des Musulmans sans avoir l'autorité et les moyens de porter la responsabilité de l'organisation et de l'administration du *Hajj*. Cela impliquait bien entendu de garantir la liberté et la sécurité des pèlerins, et donc de contrôler le *Hidjaz*.

De ce fait, même lorsque le siège du Califat fut transféré du *Hidjaz* à Koufa (Iraq), à Damas, à Bagdad, au Caire et même à Istanbul, les *Khoulafa* (les Califes) s'assurèrent toujours avec le plus grand soin de maintenir leur autorité et leur contrôle sur le *Hidjaz*. Dans l'ensemble, cela perdura sans interruption jusqu'à la disparition de l'Empire Islamique Ottoman durant la Première Guerre Mondiale.

Les ennemis de l'Islam prêtèrent la plus minutieuse attention à l'étude et à la compréhension du lien unissant le Califat, la préservation de la foi (*Iman*) chez les Musulmans, le pouvoir de l'Islam en tant que force mondiale et le contrôle des *Haramayn*. Ils élaborèrent alors une

stratégie diabolique pour rendre l'Islam impuissant et pour le réduire à une foi privée et personnelle n'ayant plus aucune autorité sur la vie publique. En d'autres termes, ils échafaudèrent un plan de sécularisation de l'Islam qui confinerait *in fine* les Musulmans au mode de vie européen impie. Et force est de constater qu'ils ont remarquablement réussi dans leur entreprise !

Si la civilisation occidentale devait un jour venir à bout de l'Islam, le contrôler et intégrer le monde de l'Islam dans son ensemble à un nouvel ordre international laïc fondé par l'Occident, la stratégie exigeait que le *Hidjaz* fût soumis à l'influence occidentale afin que le Califat soit affaibli et finalement éliminé. Tant que le Califat vivrait, il resterait une plaie aux yeux de l'Occident, une manifestation de l'autorité de l'Islam sur la vie publique, un puissant symbole de l'Ordre Public Islamique « théo-centré » et de la *Pax Islamica* et un point de ralliement à partir duquel le monde de l'Islam pouvait être mobilisé en une puissante force de combat. « Pouvoir » et Califat étaient indissociables en Islam !

Réalisant l'importance capitale du *Hidjaz* et des *Haramayn* pour la légitimité voire la survie du Califat Ottoman, les Britanniques concentrèrent tous leurs efforts diplomatiques pour arracher le *Hidjaz* des mains du Califat Ottoman durant la Première Guerre Mondiale. Ce fut chose faite lorsque le *Chérif* al-Husseyn, le *Chérif* de la Mecque nommé par les Ottomans, l'arrière-grand-père du présent Roi Husseyn de Jordanie, fut incité par les Britanniques à se rebeller contre le Califat Ottoman et à exercer sa propre autorité sur le *Hidjaz*, sous la bienveillante protection de son alliance avec les Britanniques.

Les Britanniques réussirent aussi à conclure un Traité d'Alliance avec Abd al-Aziz Ibn Saoud en 1916. Ce traité sapa davantage l'autorité Ottomane dans le *Hidjaz*.

En 1916, au cœur de la Première Guerre Mondiale, le Calife Ottoman avait perdu le contrôle de la Mecque et de Jeddah, soit le sud *Hidjaz*. Son contrôle sur Médine fut maintenu tout au long de la guerre mais s'acheva en 1919 quand certaines troupes Ottomanes de la cité furent incitées à se rebeller contre leur leader héroïque, Fakhri Pasha [1].

Après que le Califat Ottoman eut perdu le contrôle du *Hidjaz*, le Califat fut si handicapé qu'il ne survécut que quelques années de plus à Istanbul avant de s'effondrer totalement. Et ce fut une réussite véritablement extraordinaire pour la diplomatie britannique. L'affaiblissement du Califat déstabilisa la structure de l'Empire Islamique Ottoman dans son ensemble. Il s'effondra finalement. En 1919, sous le commandement du Général Allenby, des troupes britanniques s'emparèrent de Jérusalem. Lourdes de sens sont les paroles que le Général Britannique prononça en entrant dans la Ville Sainte : *« les croisades sont enfin terminées »*. S'il persistait le moindre doute concernant l'extrême danger que représentait la diplomatie britannique dans la péninsule arabique, ces propos d'Allenby devaient pouvoir le dissiper.

Ce qu'Allenby voulait dire c'est que l'Islam était désormais un tigre édenté. Son sort était de demeurer définitivement impuissant et donc incapable de réagir à la perte de Jérusalem comme Salahouddin Ayyoubi (Saladin) avait réagi à la prise de Jérusalem par les Croisés.

Des Arabes avaient alors été bernés au point de se battre aux côtés d'Allenby, dans son armée, contre les Turcs, pour arracher Jérusalem à la direction du Calife Ottoman. Ces Arabes étaient désormais prêts à fondre sur la carcasse laissée par la victoire britannique sur Istanbul. Ils convoitaient de régner localement sur le *Hidjaz* mais ils durent attendre pour vérifier si le Calife Ottoman pourrait jamais reprendre suffisamment de force afin de tenter de réimposer sa domination sur le *Hidjaz.* Quand le 3 mars 1924 le Califat Ottoman fut aboli, il apparut clairement que rien de tel n'était à craindre. Et ce fut précisément ce jour-là que les clients de la Grande Bretagne commencèrent à se disputer le cadavre résultant de leur trahison du gouvernement Islamique Ottoman.

Le 7 mars 1924, à titre préventif, le *Chérif* al-Husseyn revendiqua le poste de Calife. Sa meilleure référence pour ce poste était le contrôle local qu'il exerçait *de facto* sur le *Hidjaz.* Il se vanta en outre d'être un Hachémite, c'est-à-dire d'appartenir au même clan – les *Banou Hachim* – de la tribu des Qoreych que le Prophète lui-même (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*). En fait, cela pesa si lourd dans la balance parmi les Oulémas que

le Cadi en Chef de Transjordanie accepta promptement sa revendication et reconnut Husseyn comme Calife.

Autre titre de compétence – d'une valeur douteuse aux yeux des masses Musulmanes mais lourde dans la balance de la politique du pouvoir péninsulaire – le *Chérif* était un allié de la Grande Bretagne, *la* superpuissance du moment, et avait reçu d'elle un appui militaire, diplomatique et financier considérable dans sa rébellion victorieuse contre l'autorité Ottomane dans le *Hidjaz.* Cependant, en revendiquant le Califat, le *Chérif* al-Husseyn commis l'erreur monumentale de ne pas demander au préalable la permission des Britanniques. C'est l'essence même du statut d'Etat-client que de voir sa liberté fortement entravée. Le *Chérif* al-Husseyn avait enfreint la règle de conduite fondamentale des Etats-clients. Comment les Britanniques réagiraient-ils ?

La diplomatie britannique dans la *Jaziratoul'Arab* (la péninsule arabique) était pluri-dimensionnelle et pourtant intégrée. Son tout premier objectif était d'arracher le contrôle des *Haramayn* au Calife. Ceci avait pour but d'affaiblir sa légitimité et donc son influence et son contrôle sur le reste du monde de l'Islam ; la défaite des Ottomans durant la guerre mondiale en fut d'autant facilitée. Deuxièmement, la Grande Bretagne voulait un régime ami aux commandes du *Hidjaz* afin de lui permettre de mieux manipuler la politique de la péninsule et de remplir son objectif final de destruction de l'Islam. Troisièmement, la politique britannique dans la péninsule et la défaite des Ottomans étaient stratégiquement liées aux efforts du Sionisme pour créer un Foyer National Juif en Palestine. Finalement, cette diplomatie intégrée s'afficha au grand jour avec les Accords Sykes-Picot de 1916 et la Déclaration Balfour de 1917.

La « Super-puissance » (du jour) et le « peuple » prétendument « élu » d'Allah le Plus-Haut scellaient ainsi une union aux pouvoirs de mystification énormes et aux conséquences véritablement catastrophiques pour les Musulmans, les Juifs, les Chrétiens et le reste de l'humanité. Pour les Juifs cependant, la destruction totale les attendait au bout du chemin. (Voir mon livre : *La Religion d'Abraham et l'Etat d'Israël à la lumière du Coran*).

L'objectif de la diplomatie intégrée était de démanteler l'Ordre Public Islamique dans son ensemble afin de rendre l'Islam incapable d'empêcher le Sionisme d'atteindre son objectif. D'ores et déjà les institutions Islamiques dépendant intégralement de l'Ordre Public Islamique – *Ahl al-Dhimma* et *al-Jizyah* [2] – avaient été abolies dans l'Empire Ottoman en 1855, conséquence directe de la pression européenne. Mais tant que l'institution du Califat subsistait, l'Ordre Public Islamique pouvait survivre et, finalement, ressusciter. Attaquer l'institution du Califat était donc d'une importance vitale.

Il était bien clair pour les Britanniques et les Sionistes qu'aucun Foyer National Juif – l'Etat Juif d'Israël – ne pouvait être établi en Palestine Musulmane, et qu'il n'avait aucune chance de survie tant que le monde de l'Islam posséderait un Calife capable de mobiliser ses formidables ressources et sa ferveur religieuse pour les orienter à des fins militaires. Aussi le contrôle du Hidjaz, dont l'importance dans la politique de la péninsule était capitale, devint-il l'objet suprême de toutes les attentions de la diplomatie britannique.

L'aspiration au Califat du client britannique hachémite, le *Chérif* al-Husseyn, était incompatible avec les objectifs diplomatiques britanniques. La possibilité que cette aspiration se concrétise avec succès subsistait. Le *Chérif* al-Husseyn aurait alors eu la possibilité de mobiliser le monde de l'Islam au point de rétablir l'Ordre Public Islamique et la *Pax Islamica* dans le berceau symboliquement puissant de l'Islam ; ceci aurait constitué une menace à l'influence et au contrôle de la Grande Bretagne sur de grandes régions de *Dar al-Islam*. Un monde de l'Islam revitalisé aurait aussi rendu le contrôle Juif de la Palestine et de Jérusalem bien impossible.

En réponse à la revendication du Califat par le *Chérif* al-Husseyn, la Grande-Bretagne donna sa bénédiction à un autre client britannique de la péninsule, Abd al-Aziz Ibn Saoud, pour contrer Husseyn et lui arracher le contrôle du Hidjaz. L'art de la traîtrise et de l'hypocrisie était ici porté à son paroxysme : **un client britannique était utilisé pour éliminer un autre client (britannique lui aussi).**

La Grande-Bretagne avait cultivé son alliance et son amitié avec Ibn Saoud durant la guerre, comme à son habitude en ayant recours à la

diplomatie financière (c'est-à-dire en le soudoyant). Ibn Saoud recevait chaque mois la somme de 5000 livres Sterling du Trésor Britannique en échange de sa bienveillante neutralité dans la rébellion de Husseyn contre le Calife, l'instauration d'une administration Hachémite dans le *Hidjaz* et les efforts diplomatiques et militaires déployés par la Grande-Bretagne dans la péninsule et dirigés contre les Ottomans. Il trouva une raison diaboliquement rationnelle à cette violation manifeste du commandement d'Allah le Plus-Haut et de Son Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) en la minimisant et en la faisant passer pour une *jizyah* [3]. *(Coran : al-Maïda, 5 - 51)*

Mais la diplomatie britannique avait pour Ibn Saoud des ambitions d'une importance autrement plus stratégique qu'une simple neutralité complaisante dans la guerre et l'élimination du déraisonnable *Chérif* al Husseyn. Ibn Saoud avait un bien plus grand potentiel – que la Grande Bretagne se faisait fort d'exploiter maintenant que le Califat avait été revendiqué par le *Chérif* al Husseyn. Le pouvoir Saoudien dans le *Nejd,* réapparu avec la prise de Riyad en 1902, était le fruit d'une vieille alliance entre un chef tribal et le leader de la secte religieuse puritaine et fanatique Wahhâbite. Cette alliance assurait aux descendants du chef tribal l'exercice du pouvoir politique sur le territoire administré par l'alliance tandis que les affaires religieuses relèveraient de l'autorité des descendants du chef religieux. Par conséquent, les Saoudiens du *Nejd* devaient inévitablement subir, à terme, la pression des Wahhâbites si désireux de forcer le berceau de l'Islam (le *Hidjaz*) à se plier à la conception Wahhâbite de la véritable religion.

La Grande Bretagne n'était que trop heureuse de donner son feu vert à Ibn Saoud pour envoyer ses forces contre Husseyn quatre jours après que l'Hachémite se fut autoproclamé Calife. Ibn Saoud était impatient d'en découdre car, aussi étrange que cela puisse paraître, le contrôle Juif de Jérusalem et le contrôle Wahhâbite du *Hidjaz* faisaient face à une menace similaire. Aucun des deux ne pouvait devenir effectif ni espérer survivre tant que le monde de l'Islam avait un Calife. (C'est pourquoi la destruction de l'Etat Saoudien aura lieu quand le Califat sera restauré, au moment de l'avènement de l'*Imam al-Mahdi*).

En apportant leur soutien à Ibn Saoud, les Britanniques s'assuraient désormais que **tant que les Saoudo-Wahhâbites gouverneraient le Hidjaz, le Califat ne pourrait jamais être ressuscité.** Les Britanniques poussèrent leurs calculs plus loin encore : sans Califat, l'Ordre Public Islamique ne pourrait pas survivre et le monde de l'Islam serait alors si faible qu'il ne pourrait jamais se mobiliser pour empêcher la création de l'Etat Juif d'Israël. La Grande Bretagne savait également que les Wahhâbites ne pourraient jamais revendiquer le Califat ; tout d'abord parce qu'ils savaient qu'en faisant cela ils subiraient le même sort que le *Chérif* al-Husseyn, et ensuite parce qu'ils avaient assez de bon sens pour savoir qu'un Calife Wahhâbite serait toujours complètement illégitime aux yeux de l'écrasante majorité des Musulmans à travers le monde. Aussi, en retirant son soutien à Husseyn au profit d'Ibn Saoud, la Grande Bretagne ne faisait-elle en fait que poursuivre son attaque incessante contre l'institution du Califat et l'Ordre Public Islamique théocentrique.

Il ne fallut que quelques mois à Ibn Saoud pour conquérir La Mecque et à Husseyn pour fuir à Jeddah. Les Britanniques intervinrent finalement pour débarrasser physiquement la péninsule de ce dernier en lui offrant un confortable exil à Chypre. Et Médine et Jeddah furent bientôt sous domination Saoudo-Wahhâbite.

Pourtant, plus d'un siècle auparavant, l'alliance Saoudo-Wahhâbite était venue à bout des défenses de Taïf et de La Mecque ce qui avait donné lieu à un bain de sang d'une ampleur véritablement effrayante. Les Wahhâbites, avec le zèle fanatique qui est le leur, considéraient que les Musulmans résidant dans le *Hidjaz* étaient engagés dans le *Chirk* et ils soutenaient qu'il était donc permis de les tuer. Le Calife d'Istanbul fit en sorte que le Khédive [ndt : Seigneur] Mamelouk d'Egypte, Mouhammad Ali, dépêchât une armée dans le *Hidjaz* sous le commandement de son fils Ismaïl. Les guerriers Saoudo-Wahhâbites furent expulsés du *Hidjaz* et renvoyés dans le désert sans ménagement. Un siècle plus tard, néanmoins, il n'y avait plus de Calife et toutes les communautés Musulmanes puissantes étaient sous domination coloniale occidentale. En outre, Ibn Saoud jouissait de l'amitié protectrice de la Super-puissance du moment – la Grande Bretagne. Il n'y avait donc pour l'heure aucune possibilité de déloger d'une façon ou d'une autre les forces Saoudo-Wahhâbites des *Haramayn* et du *Hidjaz*.

Bien que son contrôle du *Hidjaz* fût assuré, Ibn Saoud était malgré tout confronté à un problème vraiment redoutable en ce début de règne sur le *Hidjaz* en 1924. A savoir : il devait mettre au point une stratégie qui pourrait éviter toute possibilité à long terme de voir se reproduire le scénario catastrophe qu'avait connu le précédent règne Saoudo-Wahhâbite sur le *Hidjaz.* Il semblerait qu'il ait tout d'abord pensé à une politique visant la conciliation avec les Musulmans non Wahhâbites et l'utilisation de son contrôle du *Hidjaz* pour propager la cause de l'unité de la *Oummah*. Ainsi, peu après sa prise de contrôle de La Mecque et une fois son statut de Sultan du *Hidjaz* reconnu par ses habitants, **fit-il une déclaration à l'attention du monde de l'Islam dans son ensemble pour affirmer que le Hidjaz avec ses Haramayn appartenaient au monde de l'Islam dans son ensemble et qu'il – Ibn Saoud – ne détenait de pouvoir sur le Hidjaz que celui qui lui avait été confié et ce au nom du monde de l'Islam dans son ensemble** [4]. Il invita alors le monde de l'Islam à envoyer ses représentants à La Mecque sur la base de la *choura* et de l'*ijma'* [ndt : la consultation mutuelle et le consensus ou l'unanimité] afin de mettre en place un gouvernement juste, efficace et représentatif dans le *Hidjaz.*

Cette annonce importante était entièrement en accord avec les conditions de l'Ordre Public Islamique. Le *Hidjaz* était toujours *Dar al-Islam* instauré par le Prophète. Rien ne pouvait alors laisser penser qu'un Etat Saoudien revendiquerait une *souveraineté territoriale* sur le *Hidjaz*. Les droits des Musulmans sur le sol de *Dar al-Islam* étaient publiquement reconnus et respectés.

Malheureusement, ce souci d'unifier le monde de l'Islam et cette fervente déclaration concernant le *Hidjaz* ne représentaient pas les véritables ambitions Saoudo-Wahhâbites pour le *Hidjaz.* Ce n'était qu'un exemple d'*opportunisme politique* destiné à protéger les Saoudo-Wahhâbites suite à une initiative remarquable entreprise par l'Université *Al-Azhar* du Caire peu après l'abolition du Califat Ottoman. En effet l'initiative d'*Al-Azhar* pouvait mettre en péril Ibn Saoud et le pouvoir Saoudo-Wahhâbite dans le *Hidjaz.* Elle était en soi un douloureux caillou dans la chaussure des Sionistes et des Britanniques victorieux. **L'Université d'Al-Azhar proposa d'organiser la tenue d'un Congrès International du Califat Islamique (Mu'tamar al-Khilafah) au**

Caire dans le but, en autres, de désigner un nouveau Calife pour le monde de l'Islam.

Si les Wahhâbites avaient été sincèrement dévoués à la cause de l'Islam, ils auraient salué cet effort d'*Al-Azhar* pour se mettre en conformité avec une exigence essentielle de la *chari'ah*, à savoir l'institution d'un Califat authentique. Les Wahhâbites n'avaient cessé de soutenir que le Califat post-*Rachidoun* était invalide pour maintes raisons, entre autres parce qu'il n'avait pas été mis en place d'une manière conforme aux exigences de la *chari'ah.* Maintenant que le Califat invalide avait été aboli et que le principal centre d'enseignement Islamique allait réunir un Congrès Islamique International pour aborder la question du Califat et parvenir à la désignation d'un nouveau Calife, les Wahhâbites auraient dû accueillir cette initiative avec enthousiasme. En outre, ils auraient dû étendre toutes les coopérations possibles et auraient dû s'impliquer sérieusement dans le Congrès afin que le Califat authentique fût restauré.

Or le dévouement des Wahhâbites à l'Islam n'était nullement sincère. Leur attitude était essentiellement celle de la religiosité de circonstance, de l'opportunisme et de l'esprit de clocher. Les Wahhâbites savaient que le monde de l'Islam n'aurait jamais accepté un Calife Wahhâbite ; par conséquent ils jugèrent opportun de refuser d'honorer une exigence essentielle de l'Ordre Public Islamique. Ils concentrèrent toutes leurs énergies afin de saboter le Congrès du Califat du Caire. Leur stratégie fut d'organiser un contre congrès à La Mecque durant la période du pèlerinage de 1926. Cela signifiait que le Congrès de La Mecque devait se tenir moins d'un mois après le Congrès du Caire, rendant difficile la tâche des émissaires qui voudraient assister aux deux conférences. Comme la Conférence de La Mecque était programmée pour coïncider avec le *Hajj* et comme elle bénéficiait du soutien actif des Britanniques, elle avait un avantage certain sur la Conférence du Caire.

Deuxièmement, la question du Califat fut spécifiquement exclue de l'ordre du jour du Congrès de La Mecque. **Cette tentative claire de saboter la Conférence du Caire et d'enterrer le Califat était une preuve plus qu'évidente du caractère creux de la prétention des**

Wahhâbites à se poser en prétendus champions de la Chari'ah et de l'Islam.

La réaction du monde de l'Islam à cette rivalité, entre le Congrès du Califat du Caire de mai/juin 1926 et le Congrès Mondial Musulman de la Mecque de juillet 1926, est un sujet qui mérite une recherche sérieuse. A quel point la diplomatie britannique s'impliqua-t-elle pour s'assurer, par exemple, que l'importante communauté des Musulmans d'Inde – qui avait soutenu le Califat Ottoman tant et si bien qu'ils fondèrent le formidable Mouvement *Khilafat* (Califat) – délaisserait le Congrès du Califat du Caire et assisterait plutôt au Congrès rival de La Mecque malgré le fait que la question du Califat avait été spécifiquement exclue de son ordre du jour ? Très peu de recherches ont été menées à ce sujet.

Il était clair, néanmoins, que dans cette rivalité le Congrès de La Mecque remporta une victoire tactique sur celui du Caire – une victoire aux conséquences énormes pour la survie même de l'institution du Califat et l'Ordre Public Islamique orthodoxe (c'est-à-dire *Dar al-Islam*). Ceux qui organisèrent le Congrès du Caire avaient à cœur de se mettre en conformité avec le système Islamique orthodoxe d'organisation politique. Mais ils furent intellectuellement incapables de formuler un concept d'Ordre Public Islamique (*Dar al-Islam*) et la Conception Islamique d'un Ordre (« mondial ») International susceptibles de convaincre un monde de l'Islam sceptique. Ils ne surent pas faire face à la situation nouvelle et unique à laquelle étaient confrontés les Musulmans en proposant l'alternative de l'établissement d'une *jama'ah* et d'un *Amir* authentiques partout dans le monde où ils pouvaient être établis.

Ceux qui organisèrent le Congrès de La Mecque, pour leur part, ne voulaient pas – par intérêts personnels – rester fidèles à l'Ordre Public Islamique orthodoxe avec son Califat, () *Dar al-Islam*, etc. Ils choisirent au contraire d'accepter le système d'organisation politique concurrent qui avait vu le jour dans la civilisation occidentale moderne et qui venait juste d'infiltrer le cœur même du Califat Ottoman – à savoir le système d'Etats-nations laïques. Et ils agirent de la sorte parce que ce n'était que dans le système des Etats-nations que les Saoudo-Wahhâbites pouvaient poursuivre des efforts réalistes pour obtenir

reconnaissance et légitimité pour leur gouvernance du *Hidjaz* et assurer ainsi la survie de l'Etat Saoudien. Ils dissimulèrent leurs véritables objectifs et élaborèrent une ruse complexe pour tenter de tromper le monde de l'Islam. Leur réussite dans ce jeu de dupes fut amplement démontrée par la représentativité que le Congrès de La Mecque afficha.

La victoire tactique du Congrès de La Mecque dans cette rivalité avec le Congrès du Caire joua un rôle majeur en ouvrant une voie menant le reste du monde de l'Islam, y compris le berceau même de l'Islam, à finalement suivre l'exemple de Moustafa Kémal et de son modèle d'Etat laïc de Turquie. L'histoire du monde de l'Islam depuis 1924 fait état, d'une part, de tous les maux qui furent continuellement injectés dans le corps de la Oummah par le biais de ce système étranger d'organisation politique et, d'autre part, des tentatives superficielles, confuses et naïves des érudits de l'Islam contemporains pour reconstruire un nouvel Ordre Public Islamique sur les fondations laïques du système d'Etat-nation.

De leurs efforts ressortirent l'objectif d'*Islamisation* et l'objectif d'instauration de *« l'Etat Islamique »* à l'intérieur du système d'Etats-Nations. Or ces deux objectifs étaient vains dans la mesure où il était – et il est toujours – impossible pour aucun d'eux d'être atteint sans le démantèlement préalable de la machinerie essentielle de l'Etat-Nation, c'est-à-dire de ce qui est essentiel pour sa survie en tant qu'institution laïque.

Des érudits Islamiques aussi éminents que le Dr. Mouhammad Iqbal, *Maoulana* Aboul Ala Maoudoudi, le Dr. Ismaïl Farouqi etc. s'essayèrent à un *ijtihad* (c'est-à-dire une réflexion indépendante) pour reconstruire un Ordre Public Islamique dans l'Islam post-Califat. Leurs efforts débouchèrent sur les concepts d'*Etat Islamique* et d'*Islamisation*. Mais malheureusement, le résultat des efforts d'*Islamisation* et d'instauration de *l'Etat Islamique* fut la relégation du système Islamique orthodoxe d'organisation politique de la Oummah – ou Ordre Public Islamique (c'est-à-dire la *Pax Islamica* et *Dar al-Islam*) – à l'obscurité la plus totale. Il en découla que la pensée politique dans le monde de l'Islam fut extrêmement mal orientée, et l'immense confusion ainsi créée a persisté jusqu'à nos jours.

CHAPITRE 2

L'EFFONDREMENT DU CALIFAT OTTOMAN ET LA REACTION DE L'UNIVERSITE D'AL-AZHAR.

Le Calife est destitué. La fonction de Califat est abolie puisque le Califat est en substance compris dans le sens des mots Gouvernement (houkoumah) et République (djoumhouriyyah)…

(Proclamation de la Grande Assemblée Nationale Turque). 3 mars 1924.

LA PREMIERE GUERRE MONDIALE ET L'ABOLITION DU CALIFAT OTTOMAN.

Du point de vue du monde de l'Islam, la Première Guerre Mondiale fut bien plus qu'une simple guerre européenne. Cette guerre fut plutôt à l'origine de changements et de bouleversements dans le Monde Musulman tels qu'il n'en avait jamais connu au cours des mille trois cents ans de son existence.

Tout d'abord, la plus grande puissance Musulmane et siège du Califat contemporain – l'Empire Islamique Ottoman – entra en guerre aux côtés des puissances centrales. Alors que cette décision soulève encore des controverses puisque jusqu'au dernier moment le commandement Ottoman n'avait pas décidé si oui ou non il entrerait en

guerre et si oui quel camp supporter, il y avait matière à spéculer sur une possible implication Britannico-Sioniste dans cette affaire.

Les dirigeants Judéo-Sionistes avaient maintes fois tenté de conclure un marché avec le Calife sur un contrôle Juif de Jérusalem, sans succès. Ils allèrent même jusqu'à proposer d'acheter la Ville Sainte. La Grande-Bretagne soutint ces efforts Judéo-Sionistes.

Parmi les enjeux politiques et militaires britanniques majeurs dans la guerre se trouvaient l'asservissement de l'Islam en tant que puissance dans le monde, la conquête de Jérusalem et la création en Palestine d'un foyer Juif qui désorganiserait et surveillerait constamment le Moyen-Orient Musulman pour le compte de l'Occident.

Comme on pouvait s'y attendre, les dirigeants Ottomans tentèrent de mobiliser du soutien pour leur effort de guerre dans tout le Monde Musulman. A cette fin, le 23 novembre 1914, le cheikh *al-Islam* de l'Etat Islamique Ottoman promulgua une *fatwa* (avis légal Islamique) et fit une déclaration proclamant le *djihad* (c'est-à-dire une guerre menée en accord avec la loi d'Allah) et ordonnant à tous les Musulmans de combattre les Puissances Alliées. La diplomatie britannique réussit cependant à promouvoir et à exploiter le nationalisme arabe dans la péninsule arabique comme un moyen efficace d'attaquer et de saper l'extraordinaire force de fraternité Islamique universelle. En conséquence de quoi les Arabes entrèrent en rébellion contre le gouvernement Ottoman sur la base d'une proposition britannique d'assistance dans la réalisation de leur indépendance nationale.

Moins de deux ans après le commencement de la guerre, le *Chérif* al-Husseyn, prétendu « Roi des Arabes », fervent allié des Britanniques et arrière-grand-père du roi Husseyn de Jordanie, avait réussi à se rebeller contre l'autorité Ottomane et s'était établi en roi du *Hidjaz*, le berceau de l'Islam. Suite à la perte des villes de La Mecque puis finalement de Médine, l'appel panislamique du Califat Ottoman subit des dommages irréparables.

Les Britanniques consolidèrent leur victoire dans le *Hidjaz* en installant les fils d'Husseyn comme rois en Iraq ainsi qu'en Transjordanie. Ainsi, dès 1919, c'est avec des troupes Arabes

combattant loyalement à ses côtés qu'Allenby, le général britannique, marcha triomphalement sur Jérusalem et déclara que les croisades étaient enfin terminées. La Palestine demeura un territoire sous mandat britannique (mandat de la Ligue des Nations) jusqu'à ce que les Britanniques se retirent en 1948 et que les Juifs Sionistes déclarent la création de l'Etat d'Israël.

La défaite de l'Empire Islamique Ottoman dans la guerre fut cuisante. Les Forces Alliées associèrent à leur prouesse militaire une arme psychologique aux effets ravageurs pour l'Islam. Les Britanniques et les Français parvinrent (par des moyens bien peu avouables) à s'assurer le soutien militaire Islamique de l'Inde, du Maghreb et d'autres régions et c'est ainsi que des Musulmans à la fois Arabes et non Arabes combattirent leurs frères Musulmans Turcs. Le résultat ne fut pas uniquement la défaite de l'Empire Islamique Ottoman : ses fondations Islamiques universelles furent détruites.

Sur les cendres de la défaite Ottomane durant la Première Guerre Mondiale, les forces nationalistes Turques laïques, menées par Moustafa Kémal, livrèrent une guerre après la guerre avec tant de courage, de brio et de détermination que les puissances européennes, de guerre lasses et contraintes par leurs opinions publiques nationales, se gardèrent d'intervenir et ne purent rien faire pour empêcher les Turcs d'infliger une cuisante défaite aux Grecs et de gagner la liberté Turque. Le Traité de Lausanne, signé en 1924, reconnut internationalement ce que les Turcs avaient acquis par les armes sur le champ de bataille.

LES NATIONALISTES TURCS ET LE CALIFAT.

Les forces nationalistes Turques avaient été en conflit permanent avec le Sultan Calife pendant plus de cinquante ans, luttant pour limiter ses pouvoirs à travers un ordre constitutionnel qui devait remplacer ce qu'ils considéraient comme une dictature autocratique. Les forces nationalistes Turques étaient essentiellement laïques dans leurs conceptions politiques et profondément impressionnées par ce qu'elles percevaient comme une supériorité évidente de la civilisation occidentale sur le Califat Ottoman et l'Empire Islamique.

Suite à la perte des villes de La Mecque et de Médine, et après avoir été attaquées par leurs frères Musulmans durant la guerre, elles se sentaient dégagées de tout lien impérieux envers le monde de l'Islam. Et elles s'attelèrent rapidement à faire évoluer leur ordre politique du vieux modèle de *Dar al Islam,* ou Ordre Public Islamique, vers le modèle occidental d'Etat-nation moderne et laïque : la République de Turquie.

Au cours d'une telle transformation, il était inévitable de voir s'opérer – comme c'est toujours le cas – une forme de séparation entre l' « Eglise » et l' « Etat » car c'était le fondement même du modèle occidental [5]. Fidèle au nouveau modèle qu'elle mettait en place, la Grande Assemblée Nationale Turque nomma Abdoul Majid Calife en 1922 afin de remplir la fonction de chef de l' « Eglise » Islamique. Son Califat avait cependant été dépouillé de tout pouvoir temporel. Ces derniers avaient été acquis par l'Etat.

Il était tout aussi inévitable que le nouveau modèle se désagrège dans l'environnement Islamique qu'était la Turquie. Il n'était pas – et il n'est toujours pas – possible de faire avec l'Islam ce que les Européens avaient fait avec le Christianisme après l'éclatement du Saint Empire Romain. Le Calife n'était pas – et ne pouvait pas être – l'équivalent du Pape [6]. Il n'était pas possible de s'accommoder d'une sécularisation politique dans le système Islamique car l'Islam orthodoxe ne reconnaissait aucune partition entre l'Eglise et l'Etat. Il n'existait rien qui s'apparentât à une « Eglise » Islamique.

Rapidement, il fallut se rendre à l'évidence : le nouveau modèle d'Etat-nation moderne ne pourrait pas voir le jour tant que subsisterait l'institution du Califat. Des signes (tels que le soutien britannique au Mouvement pour le Califat en Inde) apparurent aussi, indiquant que les ennemis de la République Kémaliste pourraient chercher à utiliser le Calife pour déstabiliser la République et finalement renverser Moustafa Kémal. Les forces nationalistes Turques comprirent promptement et clairement que dans un environnement Islamique, l'Etat-nation devait soit rassembler son courage pour prendre le contrôle de l'Islam et subordonner l'Islam à l'Etat, soit être condamné (selon leur point de vue) à voir l'Islam prendre le contrôle de l'Etat et rétablir *Dar al-Islam.*

Ce fut donc sans surprise que la Grande Assemblée Nationale Turque adopta le 3 mars 1924 une autre loi abolissant le Califat. L'article premier de la loi stipulait :

Le Calife est destitué. La fonction de Califat est abolie puisque le Califat est en substance compris dans le sens des mots Gouvernement (houkoumah) et République (djoumhouriyyah).[7]

La promulgation de cette loi marqua un tournant décisif dans l'histoire de la Oummah. Après une période de treize siècles durant laquelle l'institution du Califat avait été reconnue quasi universellement par les Musulmans (sunnites) comme essentielle à leur religion, et ce même lorsque la charge du Califat fut assurée dans des voies contraires aux principes de l'Islam, le monde de l'Islam se trouvait dans le quatorzième siècle de son existence sans Calife. Le changement fut si définitif et permanent que l'on pourrait peut-être pardonner quiconque conclurait que le monde de l'Islam venait d'entrer dans l'ère post-Califat de son existence. Cette conclusion est bien sûr erronée puisque le Prophète Mouhammad *(sallAllahou 'alayhi wa sallam)* a lui-même prophétisé l'avènement d'un Calife véridique issu de ses descendants, l'Imam *al-Mahdi*, qui dirigerait une armée Musulmane qui détruirait à la fois l'Etat Saoudien et l'Etat d'Israël.

LA REACTION DE L'UNIVERSITE AL-AZHAR A L'ABOLITION DU CALIFAT OTTOMAN.

C'est exactement dans l'article premier de la Loi d'abolition qu'il faut chercher le sens de l'abolition du Califat, à savoir que le Califat était en train d'être supplanté par l'Etat-nation laïc moderne. Une institution considérée comme partie intégrante de la religion de l'Islam était supplantée, sous l'impulsion de la pensée politique et de la civilisation occidentales, par un système politique appartenant au monde occidental, et la terminologie (*houkoumah* et *djoumhouriyyah*) utilisée dans l'ancien modèle orthodoxe était maintenant utilisée avec un nouveau sens adapté au nouveau modèle. La véritable nature du changement qui s'opérait semble avoir échappé même à des penseurs de l'envergure du Dr. Mouhammad Iqbal.[8]

Dans la mesure où le Califat faisait partie intégrante de la religion de l'Islam, il est clair qu'une monumentale et (du point de vue religieux) très condamnable *bid'ah* [ndt : innovation] était perpétrée et cela exigeait une réponse religieuse adaptée. Vingt-deux jours après que la loi fut passée par la Grande Assemblée Nationale Turque, le Recteur de l'Université d'Al-Azhar au Caire rencontra les principaux Oulémas de l'Université et d'Egypte et ils firent la déclaration suivante à propos du Califat :

Le Califat, qui est synonyme d'Imâmat, est une direction générale (riassah) en matière d'al-Din [ndt : de religion] *et d'al-Dunyah* [ndt : de vie terrestre]. *Sa fonction fondamentale est de veiller aux intérêts de la millat* [ndt : voie religieuse] *et de veiller à l'administration de la Oummah.*

La déclaration situe cette « direction générale » dans le bureau de l'Imam/Emir qu'elle définit comme :

[…] l'adjoint du promulgateur de la loi religieuse pour la défense de la foi, pour l'application de ses préceptes et pour l'administration des affaires terrestres telles que prévues par la Chari'ah.

L'Imam devient Imam en vertu de l'allégeance (bay'ah) qui lui est portée par ceux dotés du pouvoir de « délier et d'attacher » (ahl al-halli wa ahl al-aqd) [9] *ou bien en étant choisi par son prédécesseur.*

L'Imâmat peut être remporté au combat dans la mesure où si une faction rivale l'emporte sur le Calife et s'arroge sa place, le Calife perd son fauteuil. Parfois cette accession par le combat est renforcée par le serment d'allégeance qui est porté ou par la désignation du précédent Calife comme ce fut le cas de la majorité des Califes de par le passé [10].

Face à la situation concrète qu'ils devaient affronter, la déclaration condamna comme *bid'ah* sans précédent en Islam premièrement la nomination d'Abdoul Majid à un poste de Califat privé de son pouvoir temporel – ce dernier étant exercé par la Grande Assemblée Nationale de Turquie – et deuxièmement l'abolition du Califat.

Dans la mesure où ces *bid'ah* étaient totalement incompatibles avec les principes de la foi, les Oulémas arrivèrent à la conclusion qu'il

fallait convenir d'un Congrès Islamique auquel tous les représentants des peuples Musulmans devaient être invités, afin de décider par quelles épaules la charge du Califat Islamique devait être portée.

Telle fut donc la première réponse sérieuse du monde de l'Islam à l'abolition du Califat Ottoman. Mais il est important de noter que cette proposition représentait une transgression majeure de la ligne de conduite politique traditionnelle dans le modèle orthodoxe de l'Islam. Certains allèrent même jusqu'à la qualifier de *bid'ah*. Les Oulémas de l'Université d'Al-Azhar étaient en train de proposer d'utiliser un Congrès Islamique – avec, il est vrai, des représentants de tous les peuples Musulmans participants – pour désigner un nouveau Calife. Jamais, depuis la première moitié du premier siècle de l'histoire Islamique, un Calife n'avait été élu par le peuple. Et jamais dans toute l'histoire de l'Islam, avait-il été élu par une Assemblée ou un Congrès représentatif de tous les peuples Islamiques [11].

La proposition se heurta à de telles difficultés que le Comité en charge de l'agenda du Congrès remplaça la question explosive de l'élection d'un nouveau Calife par le sujet moins polémique et plus pratique de l'analyse de la situation et des réponses possibles. Cependant, il est de la plus haute importance de noter que, pour la première fois depuis les tout débuts de l'histoire des Musulmans en tant que communauté politique, un prestigieux corps d'érudits Musulmans avançait publiquement l'idée que les affaires les plus importantes de la Oummah pouvaient être soumises à débat et des décisions être prises par une assemblée ou un congrès représentatif de tous les peuples Musulmans.

Il est extrêmement difficile de déterminer si cela peut être ou non attribué à l'influence de la civilisation occidentale, comme Toynbee voudrait nous le faire croire [12]. Il n'en demeure pas moins que si le Congrès prévu avait eu recours à la *Choura* [ndt : consultation] et à l'*Ijma* [ndt : consensus] il aurait été plus proche de l'Islam orthodoxe que le Califat tel qu'il s'illustra tout au long de son existence excepté les quelques premières décennies.

CHAPITRE 3

LA CONFERENCE DU CALIFAT, LE CAIRE, MAI 1926.

Il faudrait, cependant, reconnaître que le Coran, en reconnaissant la possibilité d'une pluralité dans le commandement, permettait à la Oummah, en 1924, de rétablir le système unitaire de commandement à l'issue d'un processus graduel qui admettrait temporairement une pluralité de commandements.

LE PROGRAMME.

Le Congrès du Califat, qui eut finalement lieu au Caire en mai 1926, avait dans son programme l'examen des éléments suivants :

1. La définition du Califat et des compétences requises pour être Calife.

2. Le Califat est-il nécessaire en Islam ?

3. Comment la charge de Calife s'acquiert-elle ?

4. Est-il possible, à l'heure actuelle, de mettre sur pied un Califat qui réponde à toutes les exigences de la *Chari'ah* ?

5. A supposer que la réponse au quatrième point est négative, quelle mesure devrait être prise ?

6. A supposer que le Congrès décide qu'il est nécessaire de nommer un Calife, quelles démarches devraient être entreprises pour que cette décision prenne effet ?

LES CONGRESSISTES.

Les émissaires qui assistèrent au Congrès venaient d'Egypte, de Lybie, de Tunisie, du Maroc, d'Afrique du Sud, des Indes Orientales Néerlandaises (l'actuelle Indonésie), du Yémen, du *Hidjaz* (dans l'actuelle Arabie Saoudite), de Palestine, d'Iraq et de Pologne. Brillaient par leur absence les représentants de nombreux pays et communautés Islamiques importantes – la Turquie, la Perse (l'actuel Iran), l'Afghanistan, le *Nejd* (dans l'actuelle Arabie Saoudite) et les communautés Musulmanes de Russie, de Chine et d'Inde.

La Turquie déclina l'invitation en répondant sèchement que le pays n'avait aucun problème de Califat. La Perse, pays chiite, ne manifesta aucun intérêt dans le Congrès du Califat sunnite. Les Musulmans de Russie, de Chine et d'Inde, qui étaient autant de minorités vivant dans des environnements hostiles, adoptèrent une position commune. Ils restèrent à l'écart de la Conférence du Caire de mai 1926, qu'ils considérèrent comme un simple exercice académique, un rassemblement dépourvu de tout pouvoir réel et incapable de leur offrir aucune aide ou protection tangibles. Mais ils agirent de la sorte avant tout parce qu'une conférence rivale avait été organisée par quelqu'un qui semblait représenter un vrai pouvoir : Abd al-Aziz Ibn Saoud. En fait, il était lui-même complètement terrifié à l'idée de voir ressurgir le Califat puisqu'il venait juste d'arracher le contrôle des villes saintes de La Mecque et de Médine au profit de sa maison royale.

Enfin était présent parmi les congressistes du Caire le chef de l'Ordre Sanusi (soufi), al-Sayyed Idris al-Sanusi, nommé en tant

qu'Emir de Barka et de Tripoli. Le bruit courait qu'il était fort probable qu'il fût élu Calife si le Congrès devait décider d'en élire un [13].

LES SEANCES DU CONGRES.

Le Congrès se réunit au cours de quatre séances les 13, 15, 18 et 19 mai 1926. Lors de la première séance, le Premier Comité fut chargé *d'examiner les propositions et de les soumettre au Congrès.* Le Comité proposa immédiatement que les débats du Congrès se tiennent *à huis-clos*. Grâce au rejet de cette proposition en quatrième séance plénière, nous possédons le texte de la transcription des débats de ce Congrès qui est un document public [14].

Les Second et Troisième Comités furent chargés en deuxième séance plénière d'examiner les points 1, 2 et 3 à l'ordre du jour du Congrès pour le Second Comité, et les points 4, 5 et 6 pour le Troisième Comité. Les rapports des Second et Troisième Comités et les discussions et décisions basées sur ces rapports constituent le cœur même du travail du Congrès. C'est vers l'analyse de ces rapports que nous nous tournons maintenant.

LE SECOND COMITE.

Pour définir l'institution du Califat, le Second Comité s'appuya sur les travaux d'érudits tels qu'Al-Mawardi, Ibn Khaldoun et d'autres qui faisaient autorité. Ils mirent notamment l'accent sur le fait que la charge de Calife doit combiner le commandement « temporel » et le commandement « religieux ». Deuxièmement, il ne peut y avoir qu'un Calife à la fois puisque, entre autres choses, le rôle de l'institution du Califat est d'unifier la Oummah [15].

La seconde question soumise au Comité, *Le Califat est-il une nécessité en Islam ?*, était vraiment incroyable, et c'est peu dire. Il était tout de même question ici d'une institution qui avait toujours eu une importance cruciale pour l'ensemble des administrés Musulmans sunnites et qui avait accompagné les Musulmans depuis l'époque de la mort du Prophète. Tout au long de son histoire, la Oummah avait non

seulement toujours vécu avec le Califat mais, en outre, elle n'avait jamais sérieusement envisagé la possibilité de le remplacer. En effet, quiconque aurait suggéré qu'une alternative au Califat était possible se serait exposé à la très grave accusation de verser dans la *bid'ah* [ndt : innovation]. Et pourtant, suite à la décision arbitraire d'un seul homme, Moustafa Kémal de Turquie, voilà que le siège de la connaissance le plus élevé de tout le monde de l'Islam soumettait à la réflexion du Congrès du Califat la question : le Califat est-il une nécessité en Islam ?

Malgré tout, c'était peut-être la question la plus importante à laquelle la Oummah eût jamais à répondre dans toute son histoire. Car il s'avéra, inévitablement, que le Comité confirma que le Califat était une nécessité en Islam mais qu'il ne pouvait pas, à ce moment de l'histoire, être réalisé [16]. En d'autres termes, Allah le Plus-Haut avait imposé aux Musulmans une obligation qu'ils ne pouvaient pas remplir, à ce moment-là. Mais cette réponse était loin d'être satisfaisante puisqu'Allah, le Plus-Haut, en vertu de Son Omniscience, ne pouvait pas rendre obligatoire à Ses serviteurs ce à quoi ils ne pouvaient pas se conformer.

Ainsi donc, soit le Califat n'était pas une nécessité en Islam, soit il en était une mais une nécessité irréalisable. Dans le dernier cas, échouer à réinstaurer le Califat serait un péché collectif pour lequel les croyants seraient punis.

Concernant la troisième question (Comment le Califat s'acquiert-il ou se constitue-t-il ?) le Comité répondit ainsi :

> *Par nomination par le précédent Calife*
>
> *Par nomination par les catégories de Musulmans influents, c'est-à-dire les hommes auxquels on doit obéir tels que les oulémas, les émirs, les notables, les hommes dont on écoute les avis et ceux en fonction dans l'administration.*
>
> Par la conquête par un autre Musulman, même s'il ne satisfait pas aux autres conditions [17].

La présentation de ce rapport par le Second Comité donna lieu à un débat très important et très intéressant entre Abd al-Aziz al-Effendi, un professeur tunisien qui faisait partie de la délégation irakienne, et le *Cheikh* Mouhammad al-Ahmadi al-Zawahiri, chef de la délégation égyptienne [18], sur l'applicabilité des principes Islamiques théoriques et la nécessité d'un *ijtihad* [Ndt : effort de réflexion que les oulémas, muftis et juristes Musulmans entreprennent pour interpréter les textes fondateurs de l'Islam et en déduire le droit Musulman ou pour informer le Musulman de la nature d'une action (licite, illicite, réprouvée...)]:

Thalibi Effendi :

Nul ne peut contester que la question du Califat est des plus importante et des plus difficile à résoudre. Je propose donc d'ajourner le Congrès jusqu'à l'année prochaine afin de nous permettre d'étudier le problème dans le détail et dans tous ses aspects. Etudier cette question d'un point de vue purement théorique ne sera pas suffisant. Il faut prendre en compte les impératifs des circonstances, des lieux, (et) de l'influence exercée sur les institutions Islamiques par les politiques de certaines puissances extérieures.

Cheikh al-Zawahiri :

Au cours de l'examen des questions théologiques qui nous ont été soumises, nous n'avons pas voulu avoir recours à l'ijtihad et établir une nouvelle doctrine. Nous nous en sommes tenus à examiner les principes admis par les doctrines reconnues de l'Islam. En ce qui concerne l'applicabilité de ces principes, il vous revient de déclarer que c'est au-delà de vos compétences.

Thalibi Effendi :

Je ne défends ni nouvelle doctrine ni ijtihad. Ce que je recherche c'est votre avis. Si vous affirmez des principes qui ne sont pas susceptibles de s'appliquer à notre époque, quelles seront les conséquences?

Cheikh al-Zawahiri :

Il est dangereux pour l'Islam de soulever la question de l'applicabilité, à une époque plutôt qu'à une autre, des dispositions de la Chari'ah. Notre sentiment est que les principes généraux de la religion ne devraient être sujets à aucune exception, et nous considérons qu'il n'y a aucune raison d'établir de nouvelles conditions pour se plier aux exigences de l'époque [19].

Cheikh al-Zawahiri avait, bien sûr, tout à fait raison d'insister sur le fait que la *chari'ah*, ou loi sacrée de l'Islam, dans la mesure où elle était révélée par Allah le Plus-Haut, n'admettait aucune révision pour s'adapter aux différentes situations et aux différentes époques. La *chari'ah* devait être maintenue dans sa forme révélée, sans égard pour le fait que les Musulmans s'avèrent capables ou non de l'appliquer à une époque particulière. Et donc, pour le Cheikh al-Zawahiri, la restauration du Califat était une obligation religieuse. Il avait tout à fait raison.

En outre Thalibi Effendi avait plus que raison de poser la question, à laquelle il ne reçut aucune réponse, à savoir quelles seront les conséquences si nous ne pouvons pas appliquer la *chari'ah* (politique) à notre époque ? Si la restauration du Califat est un devoir religieux incombant aux Musulmans, quelles seront les conséquences si les efforts des Musulmans pour restaurer le Califat se soldent par un échec ?

La carence fondamentale des approches à la fois de Zawahiri et de Thalibi réside dans leur incapacité à tenir compte de l'affirmation claire du Coran qui dit qu'Allah, le Plus-Haut, a envoyé à chaque communauté à la fois une *chari'ah* et un *minhaj* (une libre voie) [20]. Par conséquent, en plus de la loi sacrée éternelle et immuable à laquelle nous devons toujours rester fidèles – Zawahiri insiste à juste titre sur ce point – existe aussi un *minhaj* flexible dans lequel le génie humain peut s'exprimer en s'adaptant à des situations et des paramètres changeants tout en préservant la Loi.

La question fondamentale que le Second Comité et le Congrès n'ont su ni identifier ni aborder – et qui fit de ce Congrès un échec – était la question du réexamen de l'interprétation traditionnelle et soi-disant orthodoxe de la nature de l'institution du Califat dans la religion

de l'Islam. L'institution du Califat n'existait pas en dehors de tout, dans le vide. Elle faisait partie de *Dar al-Islam*. *Dar al-Islam* n'existait plus dans le monde depuis 1924. Même à la Mecque et à Médine. Le monde de l'Islam avait été relégué au stade pré-hégirien de son existence.

La solution à ce problème serait l'établissement d'une multitude de *Jama'aat* partout dans le monde de l'Islam, chacune dotée de son propre Emir/Imam auquel les membres de la *Jama'ah* prêteraient allégeance, et qui dirigerait les affaires de la *Jama'ah* avec soin et sur une voie se conformant autant que possible avec la *Chari'ah.* Sitôt que se présenterait l'occasion de mettre fin au règne Saoudo-Wahhâbite sur le *Hidjaz*, et pour les Musulmans de rendre son indépendance véritable au *Hidjaz*, il serait alors possible de rétablir *Dar al-Islam.* Il y aurait alors un Emir à la tête de *Dar al-Islam* et l'Emir en charge de chaque *Jama'ah* de par le monde devrait prêter allégeance à l'Emir de *Dar al-Islam* !

Le Prophète (*sAws*) ordonna que si deux personnes se déclaraient Emir de la *Jama'ah* des Musulmans au même moment (dans *Dar al-Islam*), que le second des deux soit tué. Il est cependant crucial de noter que le verset du Coran

« O vous qui croyez ! Obéissez à Allah et obéissez au Messager (d'Allah), et à ceux d'entre vous qui détiennent une autorité (légalement constituée) » (Coran, al-Nissa, 4:59)

ne nous commande pas l'obéissance à « celui » qui détient l'autorité (c'est-à-dire un individu seul). Il requiert plutôt l'obéissance à « ceux » en charge de l'autorité, reconnaissant ainsi explicitement la possibilité d'une pluralité (temporaire) de commandements dans la Oummah, tant qu'il n'y a pas de *Dar al-Islam*.

Dans les tout premiers temps de l'histoire de l'Islam, après la mort du Prophète *(sallAllahou 'alayhi wa sallam)*, la Oummah conférait à une seule personne l'autorité sur l'ensemble de la communauté. C'était, et cela reste, indispensable pour assurer la cohésion des administrés Musulmans. Mieux encore, il fut même jugé nécessaire, et pour les mêmes raisons, de restreindre le choix du commandeur à la tribu des

Qouraych, tribu à laquelle appartenait le Prophète. Cette condition, cependant, n'est de toute évidence plus nécessaire.

Le commandement unitaire perdura malgré tout pendant environ un siècle avant que la pluralité ne fasse son apparition. Et dès lors, et pour le reste de son histoire, la Oummah ne retrouva jamais de commandement unitaire. Il continua néanmoins à exister en tant que construction théologique vers laquelle la Oummah était censée tendre.

Il faut cependant reconnaître que le Coran, en admettant la possibilité d'une pluralité de commandements, donnait à la Oummah la possibilité en 1924 de restaurer le système de commandement unitaire à travers un processus graduel admettant temporairement un commandement pluriel. Ainsi, la réponse adaptée à l'abolition du Califat Ottoman et à la réalité concrète et accablante annihilant quasiment toute chance de déloger militairement les Saoudo-Wahhâbites du Hidjaz, et donc de rétablir le Califat, aurait dû être de reconnaître l'urgence d'établir la jama'ah partout dans le monde où cela était possible, avec un émir à qui la jama'ah jurerait obéissance. La Oummah perpétuerait alors ce système organisé en une multiplicité de Jama'aat et d'Emirs coopérant et collaborant entre eux jusqu'au moment où il serait possible de mettre un terme au contrôle Saoudo-Wahhâbite du Hidjaz et de restaurer le Califat.

Le Second Comité ne parvint pas à envisager cette possibilité et, par conséquent, le Congrès lui-même se solda par un échec. Le rapport du Second Comité comportait un autre défaut de taille – un défaut appartenant à la théorie politique Islamique classique. Selon le rapport, le poste de Calife pouvait être obtenu par « nomination » du précédent Calife ou saisi par la conquête.

Rien dans le Coran, ni dans la *Sounnah* du Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) ni dans l'exemple des *Khoulafa al-Rachidoun* n'offre un quelconque fondement à la croyance selon laquelle en Islam le commandement peut s'acquérir par la conquête ou par la nomination du précédent Calife. Il est pourtant très instructif de noter qu'à travers la majorité de l'histoire Islamique et même dans le monde Musulman contemporain nous constatons que le commandement s'organise

presque invariablement en royautés dynastiques ou au fil des conquêtes (la gouvernance militaire moderne fait partie des « conquêtes »).

Les générations successives d'érudits Islamiques n'ont pas saisi la vraie nature de la prétendue nomination du second Calife, Omar (*radhiAllahou 'anhou*), par le premier Calife, Abou Bakr (*radhiAllahou 'anhou*). En effet, on soupçonne de nombreux oulémas sunnites d'avoir exploité la conception erronée à leur époque d'une théorisation rétroactive pour donner une légitimité doctrinale à des siècles de monarchie dynastique en Islam. En fait, Abou Bakr (*radhiAllahou 'anhou*) nomma Omar (*radhiAllahou 'anhou*) non pas parce que sa charge de Calife lui donnait le droit de le faire, mais parce que le peuple, qui possédait le droit de désigner un nouveau Calife, délégua librement ce droit à Abou Bakr (*radhiAllahou 'anhou*).

En fait, les Oulémas commettaient une erreur monumentale en déclarant que la *Chari'ah* autorisait le Calife en exercice à désigner son successeur, apportant de ce fait leurs cautions, tout au long de l'histoire du Califat et jusqu'à nos jours, à des dynasties monarchiques telles que les Omeyyades, les Abbassides, le Califat Ottoman, la monarchie Saoudienne en Arabie Saoudite, la monarchie Hachémite en Jordanie, la monarchie Chérifienne au Maroc et les nombreuses monarchies du Golfe.

Puis, pour embrouiller les choses encore davantage, les oulémas conférèrent à Abou Bakr, Omar, Othman et Ali (puisse Allah le Plus-Haut être satisfait d'eux) le titre d'*al Khoulafa al Rachidoun* (les Califes bien guidés) confirmant ainsi que quelque chose n'allait clairement pas dans le Califat de Mu'awiyah et de tous ceux qui lui succédèrent. Et, bien sûr, ce qui était particulièrement frappant à propos du Califat des quatre premiers Califes était l'absence totale du moindre soupçon de dynastie monarchique ou d'accession à ce poste par la voie des armes. (Nous sommes conscients du fait que certains remettent en question la sagesse des oulémas qui ont baissé le rideau du Califat bien guidé à la mort d'Ali. Ils insistent sur la nécessité d'inclure Mu'awiyah. Ils constituent cependant une minorité non significative au sein des érudits Islamiques sunnites.)

La situation délicate des oulémas au Congrès du Califat de 1926 était, et devrait toujours être, source de préoccupations sérieuses. En 1924, ils protestaient contre l'abolition du Califat Ottoman qui était, en tout état de cause, une dynastie monarchique. Et en 1926, ils furent parfaitement incapables, ne serait-ce qu'au niveau de l'analyse conceptuelle, de remplacer cette monarchie dynastique non Islamique par un modèle d'ordre public qui remplacerait temporairement le Califat tout en restant conforme aux exigences de la religion.

Le verset fondamental du Coran à propos de la dynamique du commandement dans le modèle de l'Islam stipule que les Musulmans doivent mener leurs affaires sur la base de la consultation mutuelle :

« Et leurs affaires sont (conduites) sur la base de la consultation mutuelle (entre eux) »

(Coran, ach-Choura, 42 : 58)

L'implication fondamentale de ce verset est que dans une communauté Islamique, la désignation d'un commandeur et sa destitution en vue de son remplacement (qui est la plus importante de toutes les affaires collectives des croyants) doit s'opérer via un processus de consultation mutuelle de tous les Musulmans. En reconnaissant le droit du Calife en exercice de nommer son successeur ou le droit d'accéder au poste de Calife par la conquête, les oulémas [21] étaient de toute évidence en conflit avec le Coran dans la mesure où ils privaient les Croyants d'un droit qu'Allah Lui-même leur avait donné.

D'ailleurs, pratiquement tout au long de l'histoire de la Oummah, les Croyants se virent infliger un préjudice plus grand encore. Sous couvert du devoir religieux de donner la *baiy'ah*, ils étaient tenus de ratifier des nominations au commandement auxquelles ils n'avaient pris aucune part, au risque d'y laisser leur vie. Car il allait de soi que tout refus de ratifier une nomination était considéré comme un acte de défiance et constituait une menace ostensible vis-à-vis du Calife ainsi proclamé qui ne cherchait qu'à légitimer son pouvoir [22].

La réponse du Second Comité à la question – comment établit-on le Califat ? – était insuffisante à un autre égard. La première et la troisième méthodes (nomination et conquête), comme nous l'avons

démontré, étaient en conflit avec le Coran et n'étaient aucunement étayées par l'exemple du Prophète *(sallAllahou 'alayhi wa sallam)* et des *Khoulafa al-Rachidoun.* Mais même en ce qui concerne la seconde méthode citée, à savoir *« le choix du peuple »*, le Second Comité ne parvint pas à expliquer le mécanisme par lequel cette méthode aurait pu être appliquée en 1926.

Notons enfin aussi que les débats du Second Comité révélèrent clairement que les oulémas d'*al Azhar*, qui ne semblaient pas avoir étudié la pensée moderne, n'avaient en fait pas la moindre idée de la véritable nature du système de l'Etat moderne qu'on était sur le point d'imposer au monde de l'Islam et qui allait littéralement subjuguer et emprisonner la conscience politique des Musulmans.

LE TROISIEME COMITE.

Le Troisième Comité fut bien plus direct et réaliste dans ses délibérations et conclut courageusement dans son rapport que :

« […] le Califat […] ne peut être réalisé à l'heure actuelle, vu la situation dans laquelle les Musulmans se trouvent » [23].

Les raisons à cela étaient :

« […] tout d'abord il n'existe pas encore de corps de personnes légalement autorisées à prêter allégeance (bay'ah) » [24].

Le Troisième Comité avouait ici que le mécanisme classique *(Ahl al-Halli wal-'Aqd*) censé être utilisé pour déterminer le choix du peuple était inutilisable en 1926. Il eut été également plus honnête de sa part de rappeler que tout au long de l'histoire Islamique ce processus n'avait en fait jamais vraiment fonctionné correctement. Il eut cependant l'honnêteté d'avouer que :

« […] le Califat, en accord avec la Loi Islamique au sens propre du terme, n'exista que dans les tout premiers temps de l'Islam » [25].

Le Comité nota que le Congrès avait tenté de rassembler au Caire les représentants de tous les peuples Islamiques et envisagé la possibilité de leur confier la tâche d'élire un nouveau Calife. Le Comité fit cependant remarquer que le Congrès n'était pas représentatif du monde de l'Islam dans son ensemble car des pans majeurs de la communauté Musulmane mondiale n'avait pas envoyé de délégués. Nous pouvons noter que cette déclaration sous-entendait implicitement que si le Congrès avait pu attirer des représentants de tous les peuples Islamiques, il aurait pu élire un Calife. Cela en dépit du fait qu'une telle élection aurait été la toute première de son genre dans toute l'histoire de l'Islam.

Mais la raison sans doute la plus intéressante avancée par le Troisième Comité pour expliquer l'impossibilité de réaliser le Califat à ce moment précis était le fait que :

« […] un Calife, fut-il nommé, n'aurait pas été en mesure d'assurer sa fonction première de contrôle effectif de Dar al-Islam. De nombreuses parties de Dar al-Islam étaient sous domination étrangère. Et les rares à être libres et indépendantes ont été prises d'une frénésie nationaliste qui empêche tout groupe d'accepter d'être commandé par un autre, encore moins de lui permettre de s'ingérer dans ses affaires publiques » [26].

Le Comité ne semblait pas, même vaguement, conscient du fait que le concept politique même de *Dar al-Islam* était en train de subir l'attaque mortelle de la pensée politique laïque occidentale et était à deux doigts de finir aux oubliettes.

Plus intéressant encore était le fait qu'on fit référence à des parties du monde de l'Islam sous occupation étrangère comme *Dar al-Islam*. En vertu du fait qu'elles étaient sous domination étrangère, elles ne faisaient plus partie de *Dar al-Islam* (car la définition même de *Dar al-Islam* impliquait qu'elles fussent des territoires où l'autorité suprême d'Allah s'exerçait par-dessus toute autre sur les Musulmans). Deuxièmement, il n'y avait assurément rien de nouveau dans le fait qu'un seul Calife ne put exercer de contrôle effectif sur le reste du Monde Musulman libre. Cela n'empêcha pas le Califat de fonctionner ainsi pendant plus de 1300 ans.

En fait, le Troisième Comité aurait dû préciser que les villes de La Mecque et de Médine étaient sous contrôle Saoudo-Wahhâbite et que, par conséquent, tout Calife nommé serait extrêmement et constamment handicapé par son incapacité à exercer son contrôle sur les *Haramayn.* A l'heure où il n'y avait plus de Califat et où l'institution elle-même était attaquée, il était impératif – plus encore qu'en temps normal – pour quiconque désigné à cette fonction de contrôler les *Haramayn* et donc le *Hajj*. Et c'est bien sur cette base que s'était appuyé le *Chérif al Husseyn* dans sa tentative de revendication du Califat.

Le commandement Saoudo-Wahhâbite ayant le contrôle des *Haramayn* avait fait l'ample démonstration du fait qu'il était une puissance avec laquelle il fallait compter mais également qu'il n'était pas intéressé le moins du monde par le Califat. C'est la plus fondamentale cause d'embarras du Congrès du Califat.

Ce que le Comité aurait dû faire, et qu'il ne fit pas, était de conclure assez simplement qu'aucun Calife ne pouvait être nommé et emporter l'adhésion des Musulmans tant que l'Occident contrôlerait les *Haramayn* et le *Hajj*. Or l'Occident continuerait d'exercer un tel contrôle politique tant que les Wahhâbites seraient en charge des *Haramayn*. Par conséquent, l'urgence du moment était de trouver les moyens de contrecarrer la diplomatie britannique dans la péninsule, de se débarrasser du contrôle saoudo-britannique sur les *Haramayn* et de reprendre le contrôle des *Haramayn* pour la *Oummah*.

Le rapport du Troisième Comité conjurait le Congrès de ne pas se laisser décourager par le manque de réussite à résoudre le problème du Califat et à désigner un nouveau Calife :

« Il est suffisant pour le Congrès de savoir qu'il a rendu un immense service aux Musulmans en diagnostiquant pour eux la maladie et en leur indiquant le remède » [27].

Ce remède consistait en la recommandation suivante :

« […] les peuples Islamiques devraient organiser de concert, dans plusieurs pays Islamiques, des Congrès successifs qui seraient pour eux l'occasion d'échanges périodiques de points de vue jusqu'à ce

qu'ils réussissent à résoudre le problème du Califat en conformité avec les intérêts Islamiques » [28].

LES RESOLUTIONS DU CONGRES.

Le pessimisme du rapport du Troisième Comité plongea le Congrès en plein désarroi. En effet, Cheikh al-Zawahiri le qualifia d' « oraison funèbre (*salaat al janaza*) de l'Islam ». Les congressistes, qui avaient précédemment ouvert les portes du Congrès au public et à la presse, décidèrent alors qu'un passage du rapport ne devrait pas être communiqué à la presse [29]. Cheikh al-Zawahiri qui avait pris la tête de l'opposition au rapport du Troisième Comité, soumit un projet de résolution qui fut adopté par le Congrès [30]. La résolution stipulait que le Califat pouvait être réalisé. Il suffisait de planifier un autre Congrès où tous les peuples Islamiques seraient convenablement représentés, et ce Congrès prendrait les mesures nécessaires pour établir le Califat répondant à tous les critères prescrits par la *Chari'ah*. En bref, un tel Congrès élirait un nouveau Calife.

Ce fut sur cette touche d'optimisme que le Congrès prit fin. Les inquiétudes du Troisième Comité, qui avait été court-circuité par le Congrès, s'avérèrent finalement fondées puisque le Congrès proposé qui aurait dû permettre l'élection d'un nouveau Calife n'eut jamais lieu. En fait, le monde de l'Islam était en train d'entrer dans la période post-Califat de son existence. Et la raison principale de cela était la gouvernance Saoudo-Wahhâbite du *Hidjaz* et des *Haramayn*, et l'instauration finale de l'Etat-nation Saoudo-Wahhabîte d'Arabie Saoudite comme Etat client de l'Occident impie.

Avant que le soufflé de l'initiative d'*Al-Azhar* en réaction à l'abolition du Califat Ottoman ne fût complètement retombé, il apparaissait clairement que la stratégie Judéo-Sioniste et britannique hostile s'était soldée par un succès retentissant, à savoir l'Islam post-Califat !

CHAPITRE 4

LA FRAUDULEUSE ALTERNATIVE SAOUDO-WAHHABITE AU CALIFAT.

Le véritable objectif du Congrès sponsorisé par les Saoudiens était d'enterrer définitivement l'Ordre Public Islamique, avec un Califat, et d'ouvrir la voie au nouveau système d'Etats-nations Islamiques laïques modernes. Dans le cadre du nouvel Ordre Islamique « intra-national », les Saoudo-Wahhâbites chercheraient à faire reconnaître leur domination sur le Hidjaz. C'était un acte de suprême trahison de l'Islam.

LE CONGRES MONDIAL. LA MECQUE. JUIN - JUILLET 1926.

Le Congrès Mondial Musulman, qui eut lieu à La Mecque en juillet 1926, trouve son origine dans l'impact de l'abolition du Califat Ottoman sur la péninsule arabique (*djaziratoul 'arab*) et plus particulièrement sur la Maison des Saoud qui avait récemment établi sa domination sur l'Arabie.

Abdel Aziz Ibn Saoud s'était réemparé du Nejd après une prise initiale de Riyad en 1902 digne d'un roman. Mais en bâtissant la raison

d'être politique de la gouvernance de la Maison des Saoud sur les fondations religieuses du mouvement Wahhâbite, il était inévitable que le Nejd Wahhâbite défiât le *Hidjaz*, chaque fois que l'occasion se présenterait, pour forcer le berceau de l'Islam à se soumettre à la (perception Wahhâbite de la) vraie religion.

L'occasion se présenta quand le *Chérif* al-Husseyn (le *Chérif* de La Mecque nommé par les Ottomans) agissant de concert avec les Forces Alliées dans leur stratégie durant la Première Guerre Mondiale, dépossèda les Turcs Ottomans du *Hidjaz* en 1916 et y imposa le commandement de la Maison Hachémite des Husseyn. Ce faisant, il interdit aux Wahhâbites d'accomplir le *Hajj*. Au-delà des conflits théologiques avec les Wahhâbites qu'il invoqua pour justifier cette interdiction, il était aussi conscient du fait que le Nejd Wahhâbite représentait la plus puissante menace à son règne sur le *Hidjaz*.

Husseyn et Ibn Saoud avaient tous deux conclu des pactes d'alliance avec les Britanniques durant la guerre et, par conséquent, Ibn Saoud ne pouvait pas tenter de prendre le *Hidjaz* tant que durerait la guerre. Même après qu'elle fut terminée, la sagesse lui commanda d'attendre pour voir quelles démarches le Calife d'Istanbul entreprendrait pour reconquérir le *Hidjaz*.

Ce ne fut que lorsque le Califat fut aboli que le temps vint enfin où il pourrait marcher contre Husseyn. De toute évidence, Husseyn était bien conscient de cela et ce fut dans une vaine tentative de s'attirer le soutien du Monde Musulman, pour affermir son bras contre Ibn Saoud, qu'il revendiqua le Califat le 7 mars 1924 (quatre jours après l'abolition du Califat Ottoman).

1924 s'avéra être une année vraiment très riche en événements dans l'histoire de l'Islam. En effet, en réponse à la proclamation du Califat d'Husseyn, Ibn Saoud partit à l'assaut du *Hidjaz*. Les forces du *Nejd* d'Ibn Saoud s'emparèrent de Taïf le 5 septembre 1924, de La Mecque le 13 octobre, et Médine le 5 décembre. Un an plus tard, le 19 décembre 1925, Jeddah était prise et le « Roi des Arabes » et « Calife » malchanceux s'exila. Sans surprise, les notables de La Mecque jugèrent opportun de proclamer Ibn Saoud Roi du *Hidjaz*.

Djaziratoul 'arab, qui était désormais fédérée par un commandement Saoudo-Wahhâbite, commença presque immédiatement à revendiquer son droit à diriger la Oummah et, dans la manœuvre, elle proposa une voie alternative vers l'Unité Musulmane, autre que celle assurée par le Califat – à savoir, la voie de la solidarité Islamique « intra-nationale » inscrite dans un système d'Etats-nations Islamiques souverains.

Les dirigeants Saoudo-Wahhâbites du *Hidjaz* n'étaient que trop conscients du fait que le Monde de l'Islam n'aurait jamais accepté une direction Wahhâbite. Et qu'un Califat Wahhâbite était par conséquent impossible. D'un autre côté, si les Musulmans à travers le monde s'entendaient pour désigner un Calife, la situation se serait révélée vraiment des plus périlleuses pour le règne Saoudo-Wahhâbite sur le *Hidjaz.* Elle aurait pu se solder par la réitération de l'expérience catastrophique vieille de plus d'un siècle au cours de laquelle les Wahhâbites s'étaient fait chasser du *Hidjaz* par une armée venue d'Egypte.

En réponse à la menace imminente que représentait le Congrès du Califat qui devait se tenir au Caire en mai 1926, les Saoudiens se mirent en quête d'un contre forum et d'une institution politique alternative au Califat. Ils la trouvèrent dans le système d'Etats-nations Islamiques et de coopération et de solidarité Islamiques internationales inter-Etats [31]. Et fort à propos pour les Saoudo-Wahhâbites, les fondations du nouvel ordre avaient déjà été posées par l'établissement de la République de Turquie, par Moustafa Kémal, sur le siège même du Califat.

Cela ne leur importait pas le moins du monde que le système d'Etats-nations, qui était la création politique du nouvel Occident laïc, et qui constituait les fondations mêmes du nouveau modèle laïc de société, fût en conflit évident avec les dispositions de l'Ordre Public Islamique prévues par la *Chari'ah*. Ce qui leur importait était le fait que le système d'Etats-nations Islamiques mettrait la gouvernance Saoudo-Wahhâbite du *Hidjaz* dans une position virtuellement imprenable. L'Etat Wahhâbite qui avait soulevé les plus vives oppositions aux *bid'ah* (i.e. des innovations dans la religion) se mettait maintenant *lui-même* à proposer la pire de toutes les *bid'ah* de l'histoire de la Oummah !

La stratégie Saoudo-Wahhâbite fut donc d'organiser un congrès concurrent au Congrès du Califat de mai 1926. Ils nommèrent leur congrès le *Mou'tamar al-Alam al-Islami* (le Congrès Musulman Mondial) et l'organisèrent à La Mecque en juillet 1926 à l'occasion du *Hajj*. A cause des moyens de transport disponibles en 1926, il aurait été très difficile pour les délégués d'assister aux deux conférences. Les Saoudiens prenaient donc une initiative politique calculée et rusée pour forcer le Monde Musulman à choisir à laquelle des deux Conférences il assisterait.

Le véritable objectif du Congrès sponsorisé par les Saoudiens était d'enterrer définitivement l'Ordre Public Islamique, avec un Califat, et d'ouvrir la voie au nouveau système d'Etats-nations Islamiques laïques modernes. Dans le cadre du nouvel Ordre Islamique « intra-national », les Saoudo-Wahhâbites chercheraient à faire reconnaître leur domination sur le Hidjaz. C'était un acte de suprême trahison de l'Islam.

Les travaux préparatoires au Congrès révélèrent cependant que le leader Saoudien se mit en avant avec calcul, se présentait à tous les invités comme le « champion » de l'Islam et promettait de restaurer l'Islam authentique sur *djaziratoul 'Arab.*

Les Wahhâbites, comme nous l'avons fait remarquer précédemment, étaient conscients du fait que le Monde de l'Islam n'accepterait jamais un Calife Wahhâbite. Mais longtemps avant cela, Abdoul Wahhab avait lui-même été influencé par les points de vue d'un penseur de l'Islam perspicace, l'Imam Ibn Taymiyyah. Leur position était que le Califat authentique, parce qu'il n'était pas constitué de bon droit, fonctionnait comme un instrument de désunion de la Oummah. En tant que tel, le Califat ne pouvait pas servir de symbole ni de socle pour l'unité Musulmane. Ce rôle devait revenir à la *Chari'ah.*

Il semblait donc naturel que le Nejd Wahhâbite et le *Hidjaz* eussent gardé leurs distances vis-à-vis du Congrès du Califat du Caire. Et grâce à la position stratégique qu'ils occupaient due à leur contrôle du berceau de l'Islam fraîchement acquis, il était prévisible que le commandement Saoudo-Wahhâbite chercherait à saisir l'occasion fournie par l'abolition du Califat Ottoman et l'échec du Califat

Chérifien mort-né pour diriger la Oummah selon une nouvelle approche de l'unité [32].

La date de juin-juillet 1926 choisie par Ibn Saoud pour le Congrès Musulman Mondial (un mois après le Congrès du Califat du Caire) avait pour but affiché de montrer qu'il était organisé comme une contre-proposition au Congrès du Califat.

Il existait en outre une raison supplémentaire d'organiser un Congrès Musulman Mondial à La Mecque. Ibn Saoud était en quête d'une reconnaissance Islamique internationale de son autorité sur le territoire saint. Cette question était d'une importance vitale pour les Wahhâbites dans la mesure où il existait des différences religieuses considérables entre eux et le reste du monde de l'Islam. Entre autres, et pas des moindres, les Wahhâbites suivaient l'école Hanbalite de jurisprudence Islamique et représentait une toute petite minorité dans un monde de l'Islam dominé par les partisans des écoles Hanafite, Chaféite et Malikite [33].

Quand au XVIII^{ème} siècle les Wahhâbites s'emparèrent de la terre sainte pour un court règne, ils perpétrèrent, dans leur ferveur fanatique, un terrible bain de sang. Une vague de colère et d'écœurement se propagea dans le monde de l'Islam et une armée égyptienne fut envoyée dans le *Hidjaz* qui les vaincut et les renvoya dans le désert. De retour la deuxième fois, les Wahhâbites voulaient donc s'assurer que le monde de l'Islam reconnaîtrait leur règne sur la terre sainte [34]. C'était le second objectif primordial pour lequel le Congrès Musulman Mondial fut organisé.

LES DELEGATIONS ENVOYEES AU CONGRES.

Le Congrès Musulman Mondial qui se tint à La Mecque en juin 1926 suite aux efforts d'Ibn Saoud fut salué comme la première réunion du genre dans l'histoire de l'Islam. Ibn Saoud lui-même y fit allusion dans son allocution d'ouverture :

Tant dans sa forme que dans son objectif, votre réunion est sans aucun doute la première en son genre dans les annales de l'Islam [35].

Depuis le tout début, il avait vocation à être une organisation permanente :

Nous prions Allah le Tout-Puissant que ce Congrès puisse se réunir encore et encore chaque année (au moment du Hajj) [36].

Contrairement au Congrès du Caire, la Conférence de La Mecque su rassembler un nombre de représentants significatif à la fois quantitativement et qualitativement. Toutes les communautés Islamiques importantes et tous les Etats Islamiques indépendants étaient représentés (à l'exception de la Perse). Du sous-continent de l'Asie du sud vinrent des délégations de haut vol de toutes les organisations Islamiques importantes. Par exemple, Sayyed Suleyman Nadvi présidait la délégation représentant le Mouvement du Califat d'Inde [37]. Les trois autres membres de la délégation étaient *Maoulana* Mouhammad Ali Jaouhar, son frère *Maoulana* Chaoukat Ali, et son gendre Chou'ayb Qouraychi. Il y avait une délégation dirigée par Sayyed Mouhammad Kifayatoullah représentant l'association des Oulémas d'Inde et une autre délégation présidée par *Cheikh* Sanaoullah représentant les Oulémas *Ahl al-Hadith* d'Inde.

Le Grand Moufti de Palestine, Sayyed Amin al-Husseyni, dirigeait la délégation palestinienne, le Général Ghoulam Jilani Khan la délégation afghane, Edib Saroït la délégation turque, *Cheikh* al-Zawahiri la délégation égyptienne et Réazouddin Fakhrouddin la délégation des Musulmans russes. Accompagnant Fakhrouddin dans la délégation se trouvaient des représentants de Oufa, d'Astrakan, de Kazan, de Crimée, de Sibérie et du Turkestan. Vinrent également des délégués de Java, de Syrie, du Soudan, du Nejd, du *Hidjaz*, du Yémen, etc.

De nombreuses personnes furent tout spécialement invitées au Congrès. Parmi elles se trouvaient Cheikh Rachid Rida, le célèbre érudit syrien qui était un étudiant de Cheikh Mouhammad Abdou, et Sardar Iqbal Ali Shah, l'érudit Afghan basé à Londres, qui écrivit une série d'articles sur la Conférence pour des publications britanniques [38]. Brillèrent par leur absence à la Conférence la Perse, la Chine, les Sanusi de Libye et le reste du Maghreb.

Les compositions des Conférences du Caire et de La Mecque différaient à un autre important égard. Alors qu'au Caire aucune délégation n'était reconnue comme officielle et que tous les représentants participaient à titre individuel, il n'en allait pas de même à La Mecque. A cette dernière conférence, les pays et communautés Islamiques envoyèrent des délégations officielles et, ce faisant, manifestèrent une préférence pour le forum de La Mecque et pour la nouvelle approche de l'unité. Et là réside une explication simple et pourtant fondamentale à l'organisation du monde de l'Islam contemporain en un système d'Etats-nations : en fait, les masses Musulmanes optèrent sans réserve pour lui. Cela pour les raisons suivantes :

a) à cause de la situation objectivement déprimante à laquelle était alors confronté le Monde de l'Islam,

b) parce que les oulémas ne surent pas exprimer clairement et effectivement les fondements authentiques de l'Ordre Public Islamique (*Dar al-Islam*) et la Conception Islamique d'un Ordre International à l'intérieur duquel Dar al-Islam avait sa place.

c) parce que les oulémas ne pouvaient pas conceptualiser un Monde de l'Islam organisé en une multiplicité de *jama'aat* avec des émirs dans diverses parties de la Oummah, chacune coopérant mutuellement avec les autres, et s'efforçant toutes de débarrasser le berceau de l'Islam de la domination Saoudo-Wahhâbite qui empêchait de fait la restauration du Califat.

LE ROI ET LE CONGRES.

Le Congrès reçut deux messages du roi Abdoul Aziz Ibn Saoud. Dans le premier, l'allocation d'ouverture du Congrès, le roi faisait allusion à la triste histoire du *Hidjaz* se terminant sur le despotisme de Husseyn qui, entre autres péchés, avait mis le *Hidjaz* sous « *influence non Musulmane étrangère* » [39]. Cela étant interdit par le Prophète, la conquête du *Hidjaz* par le Nejd était ainsi présentée comme justifiée. Conséquence de cette conquête, comme le roi se plut à le souligner, la sécurité régnait désormais dans le *Hidjaz*. Le Congrès fut invité à tenir

ses séances dans cette atmosphère de sécurité et de totale liberté. Les seules contraintes de la conférence tenaient aux modérations imposées par la Loi Islamique et au fait de *« ne pas se mêler de politique internationale ni des différends pouvant diviser certains peuples Musulmans et leurs gouvernements »* [40]. Et pourtant Ibn Saoud était tout sauf honnête dans cet avant-propos dans la mesure où il était tout aussi coupable que le fut Husseyn en aidant et en se rendant complice de la pénétration de l'influence britannique sur la péninsule.

Deux points ressortent de l'allocution du roi. Tout d'abord le gouvernement Wahhâbite se montrait sous son meilleur visage afin de courtiser le Congrès pour s'assurer son soutien – d'où la *« sécurité »* et la *« totale liberté »* promises. Mais deuxième point, plus important, l'interdiction d'aborder la politique internationale dans les discussions du Congrès montrait clairement que la sécurité de l'Etat Saoudo-Wahhâbite et le maintien de ses relations avec ses alliés (la Grande Bretagne en particulier) étaient plus important que les opinions mûrement réfléchies de la Oummah même exprimées après consultation mutuelle – *choura* – dans une Conférence Islamique *« sans précédent »* dans l'histoire de l'Islam.

Le roi confia au Congrès la mission « sans danger » d'*« examiner les moyens et modalités à mettre en œuvre pour que les Lieux Saints deviennent les meilleurs centres de culture et d'éducation Islamiques, de hauts lieux parfaitement exemplaires en terme de prospérité et d'hygiène et l'Etat Musulman qui se distingue par sa reconnaissance de l'Islam »* [41].

Il apparaissait très clairement d'après ce discours que le Roi tentait d'imposer au Congrès une division artificielle entre « religion » et « politique », ainsi qu'une nouvelle théorie selon laquelle le vrai sujet de réflexion des Congrès Islamiques était le sujet de la « religion » et des « affaires religieuses ». Cela constituait une *bid'ah* des plus condamnables puisque cela était si manifestement en conflit avec la guidance Coranique, la *Sounnah* du Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) et les fondements mêmes de l'héritage Islamique. Le roi tentait, en fait, de transformer *al-Islam*, qui était *al-Din*, en une « religion » au sens étriqué et dévoyé du terme tel qu'il était utilisé dans la civilisation occidentale laïque.

Le 2 juillet 1926, à l'occasion de la 15ème séance plénière, le roi adressa un second message au Congrès à travers lequel il cherchait à réaliser l'un des principaux objectifs de l'initiative Wahhâbite, à savoir la reconnaissance et l'acceptation Islamiques internationales de la prise de pouvoir Saoudo-Wahhâbite sur le *Hidjaz.*

Le roi exposa sa *politique* pour le *Hidjaz* comme suit :

1. *Nous n'admettons aucune intervention étrangère dans ce pays sacré, de quelque nature soit elle.*

2. *Nous n'admettons pas que des privilèges soient réservés à certains et pas d'autres ; quoi qu'il se passe dans ce pays doit se faire en conformité avec la Chariah.*

3. *Le Hidjaz doit bénéficier d'un régime de neutralité spécial. Il ne doit ni entrer en guerre ni être attaqué et cette neutralité doit être garantie par tous les Etats Musulmans indépendants.*

4. *Il est nécessaire d'examiner la question de l'aide financière envoyée (au Hidjaz) depuis de nombreux pays Islamiques, la façon de la redistribuer et (le devoir de s'assurer que) les Lieux Saints en profitent* [42].

Ce que le roi tentait de faire dans ce discours était rien de moins que proposer une nouvelle théorie politique Islamique. C'était comme si les Saoudo-Wahhâbites était convaincus qu'ils étaient les seuls Musulmans, et donc que le *Hidjaz et le Nejd*, qui étaient sous leur contrôle, étaient la véritable *Dar al-Islam.* Ainsi tous les territoires à l'extérieur du *Hidjaz* et du *Nejd* (ou à l'Arabie Saoudite moderne) étaient *« étrangers »*. Et lorsque le roi parlait du besoin de se prémunir contre toute intervention *« étrangère »* dans le *Hidjaz*, il faisait spécifiquement allusion au type d'interventions qui avaient permis d'expulser les Wahhâbites du *Hidjaz* plus d'un siècle auparavant. En faisant référence à l'ensemble du monde de l'Islam comme étant *« l'étranger »*, le roi était à deux doigts de commettre un acte de *Koufr.*

Le second point évoqué était bien sûr tout à fait admirable, à savoir une application non discriminatoire des injonctions de la *Chari'ah.* Mais le second point était incompatible avec le premier. Le monde de l'Islam se voyait accorder le statut d'*« étrangers »* qui, naturellement, n'auraient pas droit à tous les privilèges accessibles aux Saoudo-Wahhâbites. Les étrangers, par exemple, auraient besoin d'un visa pour entrer dans le *Hidjaz*, même pour accomplir le *Hajj*. Les Saoudo-Wahhâbites n'avaient pas besoin de visa puisqu'ils étaient citoyens du tout nouvel Etat d'Arabie Saoudite et que de ce fait le *Hidjaz* leur appartenait. Les Musulmans non Saoudiens pouvaient désormais être emprisonnés s'ils prolongeaient leur séjour dans le *Hidjaz* après l'expiration de leurs visas, car ils étaient désormais des étrangers et le *Hidjaz*, qui n'était plus *Dar al-Islam*, ne leur appartenait plus. Les Saoudo-Wahhâbites pouvaient eux rester dans le *Hidjaz* aussi longtemps qu'il leur plaisait puisque dorénavant le *Hidjaz* leur appartenait.

Le roi avait, en fait, démantelé *Dar al-Islam* qu'avaient établi dans le *Hidjaz* le Prophète lui-même (*sAws*) et ses compagnons, avait dépossédé le monde de l'Islam de son cœur même, avait insulté les Musulmans et ne devait pas être inquiété pour comportement audacieux pendant plus de huit décennies.

Le troisième point soulevé par le discours du roi était tout à fait remarquable. Sans le moindre doute possible, il s'agissait d'une affirmation manifeste de *bid'ah*. Ni dans le Coran, ni dans la Sounnah du Prophète, ni dans tout l'héritage Islamique ne figure un quelconque concept de *« neutralité »* du *Hidjaz.* En fait, affirmer que le *Hidjaz* ne devait pas prendre part à une guerre revenait à extirper le berceau de l'Islam du *Jihad,* et était donc en contradiction évidente avec les commandements explicites du Coran. Là encore, le roi s'engageait sur le chemin du *Koufr*.

En ce qui concerne la requête du roi appelant tous les Etats Islamiques indépendants à reconnaître la neutralité de son régime, c'était clairement là une tentative à peine déguisée de faire reconnaître par le monde de l'Islam la légitimité du règne Saoudo-Wahhâbite sur le *Hidjaz.*

La conférence répondit au discours du roi en disposant librement mais intelligemment de la liberté que leur proposait le roi. Les représentants parlèrent librement et franchement et, tel que le révèle l'examen du rapport retranscrivant la conférence, rien ne semble avoir été orchestré par le régime. D'ailleurs, à certaines occasions, les représentants du *Hidjaz* furent battus aux voies [43].

Dans l'ensemble, la conférence resta dans les limites qui lui avaient été imposées écartant la politique internationale des débats. La question du Califat en tant que telle ne fut jamais débattue. C'était une victoire majeure pour la nouvelle approche de l'unité Musulmane. La conférence s'immisça cependant en politique en ratifiant une résolution [44] exigeant que Maan et Aqaba repassent sous contrôle *Hidjazi* dans la mesure où l'annexion britannique de ces territoires à la Transjordanie (alors sous mandat britannique) avait bafoué ce que Rachid Rida nomma le commandement du Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) exigeant que la péninsule arabique reste libre de toute influence non Islamique [45].

Quand Ibn Saoud lui-même invita la politique internationale au Congrès en exposant sa *politique* pour le *Hidjaz*, le Congrès débattit sur cette question très longuement puis fit la démonstration de sa sagesse, de son intégrité et de sa fidélité à l'Islam authentique en refusant d'accorder au roi la reconnaissance qu'il cherchait. Le Congrès décida de simplement « prendre bonne note » du discours du roi. Ce fut peut-être la seule et la plus importante décision prise par un corps représentatif de la Oummah ces quatre-vingt dernières années.

La pilule fut particulièrement dure à avaler pour Ibn Saoud et il en résulta que le Congrès resta en sommeil pendant les vingt années suivantes et ne se réunirait jamais plus à La Mecque où il avait pourtant été convenu qu'il se tiendrait annuellement au moment du *Hajj.*

Sur un autre sujet explosif, le Congrès jugea prudent de céder aux desiderata de leur hôte. Ibn Saoud avait porté à l'attention du Congrès, en sa qualité de chef d'Etat Musulman, que bien que tous les Musulmans étaient libres d'exercer leur culte en Terre Sainte selon les rites de leurs écoles légales respectives, l'administration Wahhâbite ne tolèrerait aucun comportement allant à l'encontre de la *Chari'ah.* Cette question souleva l'un des débats les plus animés du Congrès. Le Cheikh

al-Zawahiri évita que cela ne dégénère en proposant un avant-projet d'une résolution faite de compromis qui se limitait à demander la liberté des rites mais sans entrer dans les questions controversées de la réhabilitation des tombes des compagnons du Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) qui avaient été détruites par les Wahhâbites, etc.

Cet événement avait frappé les Wahhâbites en plein cœur et bien qu'on ne le laissa pas se développer en crise – les congressistes faisant preuve de la plus grande prudence pour ne pas exercer une trop forte pression sur Ibn Saoud – les congressistes indiens partirent tout de même avec des sentiments amers. Cela explique en partie pourquoi le Congrès ne se réunit plus à La Mecque comme cela avait été convenu.

En fait, Maoulana Chaoukat Ali, le chef des Musulmans indiens, joua un rôle prépondérant dans l'organisation de la troisième conférence Islamique majeure, en 1931, après les deux conférences de 1926. Et il n'hésita pas le moins du monde à contourner La Mecque et à arrêter le choix de Jérusalem pour sa tenue.

Parmi les travaux les plus profitables du Congrès de La Mecque figurent l'amélioration des conditions du *Hajj*, les transports (en particulier les voies ferrées du *Hidjaz*), les équipements de santé, l'accès à la nourriture et à l'eau, la lutte contre l'exploitation, etc. Ces problèmes affectaient les pèlerins chaque année et le Congrès délibéra très longuement sur ces questions et adopta de nombreuses résolutions utiles.

CHAPITRE 5

L'ECHEC DU VIEUX MONDE DE L'ISLAM DANS SA DERNIERE TENTATIVE DE REVIVISCENCE.

Cela a vraiment dû être un spectacle des plus extraordinaire que ce monde de l'Islam réuni en Congrès Islamique Mondial en plein territoires occupés et cherchant à renouer avec la Chari'ah dans le domaine de la Loi Publique […] Pour les Britanniques, le monde de l'Islam s'apprêtait à faire la démonstration publique de son impuissance.

LE CONGRES ISLAMIQUE GENERAL DE JERUSALEM. DECEMBRE 1931.

Cinq longues années après les deux conférences de 1926, aucune autre action collective significative n'avait été entreprise par le monde de l'Islam en réponse à l'effondrement du Califat et aux changements capitaux, provocants et dangereux qui faisaient alors rage dans ce monde. Le tout dernier soubresaut du moribond *Dar al-Islam* eut lieu avec la tenue du Congrès Islamique Général à Jérusalem en décembre 1931, sous l'impulsion d'une initiative indopakistanaise [46]. Il caressait en son sein le désir chéri de rendre un semblant d'intégrité au vieil ordre légué par le Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) et tombant en ruine.

Mais il ne parvint pas à réaliser quoi que ce soit. Comme les Congrès du Caire et de La Mecque il semblait mort-né.

Pour le Grand Mufti de Jérusalem, le *Hajj* Amin al Hussayni, les inquiétantes avancées du Sionisme en Palestine Musulmane entre 1926 et 1931 représentaient une menace pour l'Islam. Nul ne pouvait parer à cette menace excepté le monde de l'Islam unifié. Qu'il pût soutenir que la réunion d'une nouvelle conférence Islamique dans une Jérusalem occupée par les Britanniques serait la réponse appropriée pour contrer cette menace donnait la pleine mesure de la simplicité, de la naïveté et de l'innocence de la pensée Islamique contemporaine. Salahouddin 'Ayyoubi se retourna sans doute dans sa tombe. Il semblait que le monde de l'érudition Islamique avait perdu de vue le lien fort que le Coran avait établi entre *pouvoir*, *liberté* et *foi*.

En août 1929, il y avait des émeutes entre Musulmans et Juifs à propos du Mur des Lamentations à Jérusalem. La Société des Nations envoya une commission pour enquêter sur le sujet et les conclusions de la commission furent que les Musulmans possédaient les « droits de propriété » sur le Mur des Lamentations mais que les Juifs possédaient les « droits de prier » devant lui. Ce rapport ne plut ni aux Musulmans ni aux Juifs et il semblerait qu'il put mener indirectement à l'invocation d'une conférence Islamique.

Début 1931, à l'occasion de l'enterrement dans les environs de *Haram al-Charif*, à Jérusalem, du leader Musulman Indien *Maoulana* Mouhammad Ali Jawhar [47], un accord fut trouvé entre son frère, *Maoulana* Chaoukat Ali, et le *Hajj* Amin al Hussayni sur la nécessité d'organiser une conférence. Quelques mois plus tard, en juin 1931, le rapport de la commission sur le Mur des Lamentations fut rendu public, et le Conseil Musulman Suprême de Palestine lança alors son appel public pour la tenue de la conférence.

L'annonce formelle de cet accord sur la réunion de la conférence et la date qui avait été arrêtée pour sa tenue fut faite le 4 septembre 1931 par *Maoulana* Chaoukat Ali, dans une allocution après la prière de la mi-journée à la Mosquée al-Aqsa, à Jérusalem. Force était donc de constater que les Musulmans indiens avaient atteint une position d'une importance unique et extraordinaire à la tête du monde de l'Islam.

LA DATE ET LE LIEU.

Le Congrès Islamique Général se réunit à Jérusalem du 6 au 16 décembre 1931. Cela correspond au 27 *Rajab* - 7 *Cha'baan* dans le calendrier Islamique. Notons en passant que la référence au calendrier Islamique est lourde de sens de même que le choix de la Mosquée al-Aqsa pour lieu de la séance inaugurale du Congrès le 27 *Rajab* [48].

Cependant, alors que le Congrès du Califat avait eu lieu dans une Egypte théoriquement indépendante qui se trouvait dans la sphère d'influence britannique, alors que le Congrès Musulman Mondial s'était tenu dans un *Hidjaz* théoriquement indépendant qui était également sous forte influence britannique, le Congrès Islamique d'al-Aqsa devait avoir lieu sur un territoire qui était sous mandat britannique direct. Jérusalem n'avait pas ne serait-ce qu'une feuille de vigne pour cacher son statut de territoire occupé. Certains auraient même soutenu qu'un territoire occupé avait le statut de *Dar al-Harb !*

Cela a vraiment dû être un spectacle des plus extraordinaires que ce Monde de l'Islam réuni en Congrès Islamique Mondial en plein territoires occupés et cherchant à renouer avec la *Chari'ah* dans le domaine de la Loi Publique. A cet égard, le Congrès Islamique Général de Jérusalem était unique et sans précédent dans toute l'histoire de l'Islam. En fait, cela révélait l'état pathétique auquel le monde de l'Islam avait été réduit. Le gouvernement britannique fut sûrement des plus surpris par la tournure que prenaient les choses. Pour les Britanniques, le Monde de l'Islam s'apprêtait à faire la démonstration publique de son impuissance. C'est avec jubilation que le gouvernement britannique s'en tint à avertir le *Hajj* Amin al Hussayni – via son Haut-Commissaire – que le Gouvernement n'autoriserait pas la réunion d'un Congrès où des questions affectant les affaires intérieures et extérieures des puissances alliées pourraient être soulevées [49].

La presse Sioniste, pour sa part, réagit avec beaucoup de crainte à l'appel pour le Congrès, accusant le gouvernement britannique d'autoriser le Congrès parce qu'*« il tenait vraiment à cette conférence,*

voire qu'il l'avait provoqué afin de donner satisfaction aux Musulmans de Palestine et d'Inde et de contrecarrer le Mouvement Sioniste. » [50]

Il fallait aussi prendre en considération le sentiment très fort, exprimé par beaucoup, que le Congrès tenterait de rétablir Abdoul Majid comme Calife siégeant à Jérusalem. Une telle manœuvre pouvait avoir un effet déstabilisant pour le régime d'Angora (l'actuelle Ankara). Certains se berçaient même d'illusions en se disant qu'un Calife à Jérusalem, soumis à l'autorité britannique, aurait été chose bien accueillie par la Grande-Bretagne qui aurait pu l'exploiter à son plus grand avantage [51].

LES CONGRESSISTES.

Le Congrès eut lieu dans une atmosphère relativement dégagée de toute contrainte, et, mise à part l'expulsion de l'Egyptien Abd al-Rahman Azzam pour ses critiques sévères à l'encontre de la politique italienne en Libye, les autorités britanniques en Palestine n'interférèrent d'aucune façon avec le Congrès, pas plus qu'elles ne mirent de restrictions pour y assister.

Les représentants envoyés au Congrès vinrent de Perse (certains oulémas chiites), d'Inde (parmi les congressistes indiens se trouvait le grand érudit et penseur Musulman, le Dr. Mouhammad Iqbal), de Yougoslavie, du Maroc, d'Algérie, de Tunisie, de Libye, de Syrie et du Nigéria. Bien que le gouvernement égyptien décidât finalement de ne pas envoyer de délégation officielle, des congressistes égyptiens étaient présents pour soutenir le roi. Ils durent faire face à une délégation représentant le parti *Wafd* d'Egypte. De nombreux autres mouvements Islamiques d'Egypte étaient également représentés.

Les gouvernements d'Iraq et de Transjordanie envoyèrent des délégations officielles. Le monarque Saoudien, Abdoul Aziz ibn Saoud, hésita quant à l'attitude à adopter vis-à-vis du Congrès et il envoya finalement – et intelligemment – un représentant qui ne parvint pas à se rendre à Jérusalem à temps pour participer au Congrès. La Turquie et l'Afghanistan déclinèrent l'invitation à participer au Congrès. Donc, en comparaison avec le Congrès de La Mecque de juillet 1926, il y avait

une chute vertigineuse dans le taux de participation des délégations gouvernementales officielles au Congrès de Jérusalem.

LES TRAVAUX DU CONGRES.

Après l'inauguration officielle du Congrès dans *Masjid al-Aqsa* après la prière du coucher du soleil le 6 décembre (27 Rajab) [52], huit comités furent constitués pour étudier et fournir des rapports sur les thèmes suivants :

Les statuts du Congrès.
La publicité et les publications du Congrès.
Finances et organisation.
La culture Musulmane et la proposition d'Université Islamique d'*al-Aqsa.*
La voie ferrée du *Hidjaz.*
Les Lieux Saints et le Mur des Lamentations.
Propagande et guidance Islamiques.
Propositions soumises au Congrès.

Comme pour le Congrès de La Mecque de 1926, le Congrès de Jérusalem adopta un statut ou Charte. Les statuts de La Mecque avaient prévu des réunions annuelles à La Mecque. Les statuts de Jérusalem prévoyaient des rencontres biennales à Jérusalem. Un petit secrétariat fut également mis en place à Jérusalem (il en avait été fait de même à La Mecque). Le secrétariat de Jérusalem poursuivit ses activités pendant quelques années mais le Congrès lui-même ne se réunit jamais plus [53].

Le Congrès décida qu'une Université Islamique devrait être construite à Jérusalem. La décision fut prise malgré l'immense jalousie qu'elle suscita à l'Université d'al-Azhar qui ne voyait pas d'un bon œil la création d'une concurrente à son statut unique dans le monde de l'enseignement Islamique.[54]

Mais le sujet le plus important qui mobilisa l'attention du Congrès était, sans nul doute, la menace Sioniste en Palestine. L'attitude et l'approche de la Conférence vis-à-vis de ce sujet explosif furent remarquables par leur ouverture d'esprit et leur objectivité. Le Président

de l'Agence juive, M. Sokolow, fut invité à assister au Congrès dans le but d'expliquer le point de vue Sioniste. L'invitation, transmise par Chaoukat Ali, fut déclinée. Et dans la presse Sioniste, le Sionisme militant moqua et ridiculisa le Congrès [55].

Il existait une autre branche de Sionistes, plus pacifique que le premier groupe, qui avait fondé l'Université hébraïque. Ces Sionistes parlaient avec plus de dignité du Congrès même s'ils critiquaient, eux aussi, la Grande Bretagne aussi violemment que les autres Sionistes pour avoir autorisé le Congrès à débattre de la politique britannique en Palestine [56].

Mais les Juifs orthodoxes traditionnels de Jérusalem, qui vivaient et travaillaient bien à l'écart des Sionistes, firent d'emblée bon accueil au Congrès et ne lui souhaitèrent que du succès. Ils affirmaient que les Juifs ne voulaient pas s'accaparer les Lieux Saints et qu'ils n'avaient aucun droit sur eux ; mais ils implorèrent le Congrès de ne pas s'opposer à la vieille coutume Juive de prier devant le Mur des Lamentations [57].

Malheureusement, le Congrès alla exactement à l'encontre de cette demande ! Il rejeta le rapport de la commission de la Ligue des Nations sur le Mur des Lamentations qui confirmait que le Mur des Lamentations appartenait aux Musulmans mais maintenait le droit des Juifs de prier devant le Mur [58]. Ce faisant, le Congrès s'aliéna les Juifs orthodoxes et les affaiblit dans leur lutte contre les Sionistes [59].

Le Congrès protesta auprès de la Ligue des Nations contre l'empiètement sur ses droits et rappela à la Ligue le soutien fourni par les Arabes aux Alliés durant la Première Guerre Mondiale. Le Congrès rappela qu'être *« sous mandat »* ne signifiait pas assujettir les Arabes et usurper leur droits. Le Congrès ne rejetait pas le principe d'immigration juive vers la Palestine et l'acquisition de terres et de propriété. Implicitement, le Congrès reconnaissait donc aux Juifs le droit d'entrer et de vivre en Palestine et d'y être propriétaire. Cependant, dans le contexte du plan Sioniste d'établissement d'un Foyer National Juif en Palestine, le Congrès réagit en proposant l'établissement d'une Banque Agricole qui apporterait un soutien financier aux paysans et agriculteurs

afin de renforcer la résistance contre les efforts Sionistes pour acheter leurs terres.

La réaction du Congrès à la menace Sioniste peut sembler avoir été modérée. Cela contrastait nettement avec la réaction nationaliste arabe. En fait, le Congrès résista à la pression des nationalistes arabes visant à adopter une position plus militante. Les nationalistes arabes se réunirent entre eux pendant le Congrès et élaborèrent une « Alliance Arabe » qui était une réponse prévisible au nationalisme Juif [60]. Ils étaient en fait le pendant l'un de l'autre [61].

Le Congrès ne parvint pas cependant à percevoir que la réponse religieuse Islamique aurait dû inclure une stratégie active visant à bâtir un front religieux commun avec ces Juifs qui s'opposaient au sionisme et qui étaient amicaux envers les Musulmans [62]. Bien que le Coran interdise d'entretenir avec les Juifs (et les autres non Musulmans) des relations pouvant mettre les Musulmans dans un état de dépendance ou de soumission, il n'interdit pas une alliance ou un front commun dégagés de toute relation de dépendance [63].

Ce qui était particulièrement décevant était l'incapacité du Congrès, siégeant pourtant dans la Ville Sainte de Jérusalem même, à appréhender de façon réaliste la situation objective très sombre à laquelle était alors confronté le monde de l'Islam, et à formuler avec courage et créativité une stratégie à long terme intelligente et cohérente pour rendre son pouvoir à la Oummah.

Au beau milieu des discussions politiques animées et surchauffées du Congrès, une voix se distingua comme la voix de l'homme d'Etat et du sage. Le Dr. Mouhammad Iqbal eut la clairvoyance d'annoncer que les pires dangers auxquels l'Islam était en proie n'étaient pas les desseins malfaisants du Sionisme, l'avidité des puissances impériales, et ainsi de suite, mais plutôt le matérialisme athéiste et le patriotisme territorial. Tant qu'aucune résistance ne leur serait opposée, la décadence s'installerait en Islam [64].

Mais s'il est vrai qu'Iqbal eut la vision des grands dangers philosophiques – comme le matérialisme – se profilant à l'horizon de la civilisation Islamique, il semblerait qu'il fut pourtant incapable de

reformuler théoriquement l'Ordre Public Islamique (ou Dar al-Islam) et la conception de l'Ordre International selon l'Islam puis de l'exprimer assez clairement pour faire la démonstration convaincante de sa supériorité sur le challenger laïc qui le défiait alors. En vérité, le fait est que Iqbal ne savait pas quelles démarches entreprendre en 1931 pour rendre son pouvoir à la Oummah !

LES ACTIVITES POST-CONGRES.

Le Congrès élut un Comité Exécutif [65] qui fonctionna avec zèle pendant un an. Des ramifications de l'organisation furent constituées dans divers pays et les représentants de ces branches se rencontrèrent à Jérusalem en août 1932 pour discuter des moyens à mettre en œuvre pour la collecte des fonds. En 1933, Amin al-Hussayni et Altabah Pacha partirent en tournée en Irak et en Inde afin de collecter des fonds. Ils n'y parvinrent pas, aussi ni l'Université ni la Banque Agricole (pour aider les paysans) ne virent-elles le jour.

La deuxième réunion du Congrès qui, d'après les statuts, devait se tenir en novembre 1933 n'eut pas lieu. Mis à part un soudain sursaut d'activité du Comité Exécutif dans une « médiation de conflit » en 1934 [66] et une renaissance de courte durée dans les années cinquante, le Congrès Islamique Général de Jérusalem mourut également de mort naturelle.

Le Secrétariat établi par le Congrès en 1931 continua à fonctionner à Jérusalem jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale. Il ne put cependant survivre à l'adversité des circonstances en temps de guerre et à la confrontation directe entre le *Hajj* Amin et les Britanniques. Le *Hajj* Amin s'enfuit en Egypte au début de la guerre.

Le Congrès Islamique Général de Jérusalem de 1931 échoua pour les mêmes raisons que le Congrès du Califat et le Congrès Musulman Mondial de 1926. Il fut dans l'incapacité d'exprimer théoriquement par quel moyen extraire le monde de l'Islam du bourbier dans lequel il était tombé. Il fut intellectuellement incapable de réagir au défi posé par la laïcité politique d'une civilisation occidentale sûre d'elle et arrogante

qui imposait à un monde de l'Islam en pleine stagnation intellectuelle un système d'Etats-nations laïques en lieu et place de *Dar al-Islam*.

Avec la disparition du Califat, on assista à la fin d'un système d'organisation politique, propre à la Oummah, qui reconnaissait la suprématie de l'Islam dans la vie publique. L'émergence de l'Etat-nation Saoudo-Wahhâbite laïc dans le berceau même de l'Islam signifiait que l'Islam était sur le point d'être laïcisé. Il serait désormais relégué comme un sujet relevant de la vie privée. Les *Tabligh Djamaat* apolitiques et les Salafistes acquis à la cause Saoudienne tenteraient désormais de combler le vide. Et la traduction du Coran « politiquement correcte » d'Abdoullah Youssouf Ali serait popularisée au sein d'une génération sans méfiance de Musulmans (politiquement) illettrés [67].

CHAPITRE 6

L'IMPOSSIBILITE DE RESTAURER LE CALIFAT POUR CENT ANS ET PLUS APRES 1924

Et donc nous assistâmes au phénomène incroyable – incroyable pour qui médite sur le Coran – de la destruction du Califat et de la restauration de l'Etat d'Israël comme événements contemporains.

Pourquoi le Califat ne fut pas restauré quelque part après son effondrement à Istanbul ? Pourquoi n'avons-nous pas eu de Califat pendant plus de quatre-vingt ans maintenant ? La nature de l'époque dans laquelle nous vivons en est la raison. Cette époque est celle où a été libérée la plus puissante force du mal jamais créée par Allah (et qui fera *in fine* son apparition en tant qu'être humain.) C'est l'époque du *Massih ad-Dajjal* et de *Ya'jouj wa Ma'jouj*.

UNE ANALYSE DE L'ABOLITION DU CALIFAT OTTOMAN ET DE LA REALITE D'UNE EPOQUE QUI TEMOIGNE ENCORE DE LA PLUS ATROCE ATTAQUE CONTRE LA OUMMAH.

A – REALITE TRANSCENDENTALE.

D'un point de vue strictement coranique, l'abolition du *Khilafah* ottoman semble avoir eu lieu en même temps que d'autres événements d'une importance coranique suprême. Par exemple, l'Empire Ottoman n'aurait jamais été vaincu et détruit si l'Europe n'avait pas connu un changement fondamental, transformant la civilisation européenne en acteur de premier plan sur la scène mondiale. Les révolutions française et bolchevique marquèrent un tournant dans la transformation des civilisations européennes occidentale et orientale, faisant de ces civilisations fondées sur la foi (dans le Christianisme) des civilisations essentiellement impies. Les révolutions scientifiques et industrielles et l'émergence de l'économie capitaliste amenèrent ces civilisations impies à devenir prédatrices et leur conférèrent le pouvoir de faire de l'humanité entière leur proie. Ces civilisations impies s'attelèrent alors à tenter de convertir le reste de l'humanité à l'impiété ! L'Empire Ottoman faisait obstacle à l'Europe car il était fondé sur des bases essentiellement sacrées. L'institution du Califat (*Khilafah*) établissait et légitimait le modèle sacré de l'*Islam* de l'ordre public et de l'ordre mondial. Cet ordre public ou *jama'ah* était absolument essentiel à préservation de l'intégrité et de la foi du Monde de l'Islam. Aussi, le Califat devait-il être pris pour cible et détruit pour que l'infiltration et la destruction de la foi dans le monde de l'Islam aient une « chance » d'être un jour réalisées.

Avec la destruction du Califat (*Khilafah*) en 1924, le dernier obstacle sur la voie de ceux déterminés à réduire l'humanité à l'impiété était désormais écarté. Le décor était ainsi planté pour que se réalisent les paroles du *hadith al-Qoudsi*, dans le *Sahih Boukhari*, rapportées par Abou Saïd Khoudri (*radiAllahou 'anhou*) dans lequel Allah (*soubhanahou wa ta'ala*), le Suprême, informe Adam (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) que 999 personnes sur 1000 (de cette époque) entreraient en Enfer. En d'autres termes, la destruction du Califat par le monde moderne européen impie fournissait la preuve que l'ère de *Ya'jouj* et *Ma'jouj* avait commencé. *(Voir Coran, al-Kahf, 18 : 98-99)*

En effet, pour le plus grand érudit Islamique de l'époque, le Dr. Mouhammad Iqbal, l'ère de *Ya'jouj* et *Ma'jouj* avait débuté plus tôt encore. Il déclara en 1917, peut-être après la révolution bolchevique, que *toutes les forces armées de Ya'jouj et Ma'jouj ont maintenant été*

libérées. [Khul gayah Ya'jooj aur Ma'jooj kay lashkar tamam Chasmay Muslim dekhlay tafseer harf e yansiloon]

Iqbal conseillait aux Musulmans de diriger leur attention vers le verset du Coran (*Al-Anbiyah, 21 : 96*) qui se termine par le mot *yansiloun*, et qui parle de la réapparition de l'Etat Juif d'Israël. Et c'est vers ce sujet que nous nous tournons maintenant.

Alors même que la civilisation européenne moderne et impie était en train de poursuivre son objectif de destruction du Califat, une autre révolution plus sinistre encore avait lieu dans le monde Juif. Un mouvement Sioniste, impie, voyait le jour au sein des Juifs d'Europe de l'Est. C'était l'œuvre de *Dajjal* la plus perfectionnée. Il déclara que la Terre Sainte de Palestine appartenait aux Juifs parce que Dieu la leur avait donnée. Le mouvement Sioniste leurra les Juifs en leur faisant croire que c'était leur droit inaliénable et leur destin divinement décrété que de restaurer l'Etat d'Israël 2000 ans après qu'Allah le Plus-Haut l'eût détruit. Il négligeait totalement le fait que les Juifs avaient à la fois corrompu et trahi la religion d'Abraham et, par conséquent, n'avaient plus aucun droit sur la Terre Sainte ! Les Juifs mordirent à l'hameçon du Mouvement Sioniste. L'objectif ultime des Juifs devenait dès lors l'établissement de l'Etat d'Israël, quels que soient les moyens que l'accomplissement de cet objectif exigeât. Le Sionisme fut créé par une force véritablement maléfique qui entreprit de fourvoyer les Juifs et de les « mener en bateau ». Cette balade promettait d'être « la toute dernière balade qu'ils seraient amenés à faire.» Au bout de la route, les Juifs ainsi que le Judaïsme feront face à une destruction totale. *Allah* avait annoncé la libération de cette force foncièrement maléfique *(al-Massih ad-Dajjal)*, et la libération de *Ya'jouj* et *Ma'jouj* dans une révélation qui fut placée – de manière alarmante – à la toute fin du Coran :

> *Dis : je recherche la protection du Seigneur de l'Aube contre le mal (c'est-à-dire les forces et les créatures maléfiques) qu'Il a créé […]*
>
> (Coran, al-Falaq, 113 : 1-2)

Et donc nous assistâmes au phénomène incroyable – incroyable pour qui médite sur le Coran – de la destruction du Califat et de la restauration de l'Etat d'Israël comme événements contemporains. Les

mêmes forces maléfiques furent à l'œuvre dans les deux cas. Cela était confirmé dans la *Sourah al-Anbiyah* du Coran dans les versets 95 et 96 où Allah parlait d'une *qaryah* (c'est-à-dire la cité de Jérusalem, symbolisant l'Etat d'Israël) qu'Il détruisit, puis Il proclama que la restauration de cette *qaryah* (soit la restauration de l'Etat d'Israël) serait *haram* (prohibée) jusqu'à (ce que commence) la libération de *Ya'jouj* et *Ma'jouj :*

> *Et il est haram (prohibé) pour une cité (Jérusalem est ici évoquée) dont Nous avons puni le peuple (par l'expulsion de ce territoire, i.e. la Terre Sainte) qu'ils puissent revenir (i.e. pour restaurer l'Etat d'Israël) jusqu'à ce que Ya'jouj (Gog) et Ma'jouj (Magog) soient libérés et qu'ils descendent dans toutes les directions (c'est-à-dire qu'ils prennent le contrôle du monde).*
>
> (Coran, al-Anbiyah, 21 : 96)

Alors que les Juifs avaient maintenant été abusés et aiguillés sur une voie les amenant progressivement à exercer la pire des oppressions et à se comporter avec la pire des cruautés vis-à-vis du genre humain en général et des Musulmans en particulier, un troisième événement avait maintenant lieu exactement à ce moment précis. Il s'agissait d'un signe dont Allah parle dans le Coran, un signe destiné à mettre en garde à la fois la civilisation occidentale moderne et les Juifs : si vous vivez comme Pharaon (c'est-à-dire en rejetant la Vérité, en diabolisant l'Islam et en opprimant les Musulmans), vous mourrez comme lui *(voir Coran, Younous, 10 : 92).* Cet événement était la découverte du corps de Pharaon par Loret en 1898 à Thèbes, dans la Vallée des Rois en Basse Egypte. La découverte du corps de Pharaon confirme ce qu'Allah déclara au moment de sa mort (i.e. la mort de Pharaon) :

> *Aujourd'hui Nous (avons décidé que Nous) préserverons ton corps (de la destruction) afin que tu (i.e. que ton corps) deviennes un signe pour (un peuple) qui viendra après toi, car la plupart des gens sont insouciants quant à Nos signes.*
>
> (Coran, Younous, 10 : 92)

Et l'avertissement spécifique adressé aux Juifs, à l'heure de leur ultime et pire acte de cruauté et d'oppression, était qu'absolument aucun d'entre eux n'échapperait au sort de Pharaon. Exactement comme

Pharaon avait déclaré sa foi au moment de sa mort sans que cela ne le sauve de l'Enfer, de même les Juifs devront déclarer leur foi en Jésus comme étant le Messie au moment de leur mort mais cela ne les sauvera pas du feu de l'Enfer *(Coran : an-Nissa, 4 - 159)*. J'en informais les Juifs lors d'un discours que je fis dans une synagogue du New Jersey. Ils parurent perplexes. Ils m'encerclèrent à la fin de la conférence et protestèrent en affirmant que c'était un acte d'injustice qu'ils fussent obligés de déclarer leur foi en Jésus comme Messie !

Trois autres événements connectés se produisirent, et se produisent encore d'ailleurs, qui sont tous trois directement reliés à la libération de ces forces maléfiques créées par Allah. Ils découlent tous de l'avènement du matérialisme et du laïcisme comme fondements philosophiques de la civilisation occidentale moderne. Voici ces trois événements :

a) L'apparition du Riba à la base même de l'économie européenne et l'étreinte fatale par le Riba de l'ensemble de l'économie mondiale qui s'en est suivi; l'Empire Ottoman était cependant la cible privilégiée et le déclin de ce grand Etat Islamique débuta dès lors que s'y infiltra le Riba par le biais des banquiers Juifs sous le règne de Mahmout XI (1808-1839). Avant 1896, l'étau du Riba avait mis le Sultan/Calife dans une situation si désespérée que le leader Sioniste, Herzl, put finalement se rendre chez le Sultan AbdoulHamid XI et jouer la carte de la diplomatie financière que le Riba rendait possible : le chantage. En contrepartie de la Palestine, il proposa de « réguler l'ensemble des finances de l'Empire Ottoman ». AbdoulHamid refusa. Il fut renversé, le Califat fut facilement aboli, et les banquiers Juifs de se frotter les mains et de déclarer : « mission accomplie ! »

b) L'apparition du Chirk à la base même de la nouvelle philosophie politique européenne. Allah n'est plus Souverain. L'Etat laïc moderne est maintenant souverain. Ce modèle européen moderne d'Etat a ensuite embrassé l'ensemble de l'humanité de son étreinte mortelle ; mais c'est le siège du Califat qui était spécialement visé. Après que le Califat fut aboli, le nouvel Etat de Turquie, laïc et moderne, émergea sur les fondations mêmes de ce Chirk. De Turquie, il migra vers Abdel Aziz Ibn Saoud qui transforma alors le berceau de l'Islam en l'Etat moderne d'Arabie

Saoudite fondé sur le même Chirk. Le Pakistan suivi en servile imitateur et les grands efforts d'Iqbal se résumèrent à une démarche absolument vaine.

c) L'émergence d'une nouvelle philosophie du féminisme au sein même de la nouvelle société laïque européenne. Elle entraîna dans son sillage une révolution sexuelle qui démantela l'édifice de la morale sexuelle. La liberté sexuelle se solda par une explosion de vagabondage sexuel et de perversions sexuelles sans précédent. C'est le kathr al-khabath (l'immoralité excessive telle que les perversions sexuelles) que le Prophète avait annoncé comme étant le signe de la libération de Ya'jouj et Ma'jouj. Cette sexualité destructrice prenait dès lors l'humanité entière pour cible ; mais la cible principale était encore le Monde de l'Islam.

Juste avant que ces événements ne surviennent, ou de façon concomitante, le Monde de l'Islam fut le témoin de l'avènement du plus dangereux – et de loin – de tous les *Dajjals (faux Prophètes)* apparus jusqu'alors. C'était Mirza Ghoulam Ahmad, le faux prophète de Qadian et fondateur du Mouvement Ahmadiyyah. Il fit son apparition au moment même où se préparait l'attaque de l'institution du Califat. Et son rôle primordial consistait à corrompre la pensée et les croyances Musulmanes, plus particulièrement celles ayant trait à la perception exacte de la réalité transcendantale des choses qui se déroulaient en cette Epoque de *fitan.* Mirza était l'instrument des forces œuvrant à la destruction du Califat et son rôle premier était de détourner l'attention des cerveaux Islamiques de cette attaque suprême qui était lancée sur la Oummah et de mettre l'intelligentsia Islamique dans un état de confusion intellectuelle. Il y parvint à merveille.

Iqbal reconnut tous les événements ci-dessus pour ce qu'ils étaient. Il identifia les forces maléfiques qui avaient été libérées dans le monde et le péril suprême de l'époque dans laquelle il vivait. D'ailleurs, il vécut à Sialkot au Pakistan, cette même ville où vécut aussi pour un temps ce fourbe *Dajjal* de Mirza Ghulam Ahmad. Iqbal perça à jour les desseins diaboliques qui avaient été planifiés pour détruire la Oummah mais il lui manqua une authentique *jama'ah* grâce à laquelle il aurait pu répondre de façon appropriée. Il dénonça Mirza Ghulam Ahmad et mis les Musulmans en garde contre le grave danger tapi dans l'ombre de ce sinistre *Dajjal* du Qadian. Il dénonça la civilisation européenne impie

moderne et avertit les Musulmans du très grave danger que l'Occident représentait pour eux. Il dénonça la nouvelle et inquiétante direction que le monde Juif prenait.

De toute évidence, la Ligue Musulmane Pan-Indienne [ndt : All India Muslim League] et son leader, Mouhammad Ali Jinnah, ne pouvaient pas endosser le rôle de la *jama'ah* à travers laquelle la renaissance de l'Islam aurait pu se poursuivre dans le sous-continent asiatique. La Ligue n'était pas plus une authentique *jama'ah* que Jinnah n'était un authentique Emir/Imam. A sa décharge, Jinnah ne revendiqua jamais ce statut. La Ligue Musulmane Pan-Indienne et M. Jinnah n'avaient aucune compréhension coranique de la nature menaçante de la réalité des Temps Modernes, ce qui était le fort d'Iqbal. Elle ne pouvait pas réagir de façon adéquate à l'effondrement du Califat, pas plus qu'elle ne pouvait ne serait-ce que comprendre le danger de l'époque. Quant au *Dajjal* qui avait été envoyé pour duper l'intelligentsia sud asiatique, le succès de Mirza Ghulam Ahmad fut tel que M. Jinnah nomma Mouhammad Zafroullah Khan – de tous les adeptes de Mirza l'un des plus talentueux et brillants – premier Ministre des Affaires étrangères du Pakistan.

Nous nous sommes embarqués dans cette analyse rapide relative à la dimension transcendantale de la réalité historique qui a vu l'abolition du Califat afin de démontrer que la restauration du Califat n'était pas possible ces quatre-vingt-huit dernières années. Après tout, certains de ceux qui hésitent à donner la *bay'ah* à l'émir d'une *jama'ah* ont posé la question : pourquoi le Califat n'a-t-il pas été restauré quelque part après son effondrement à Istanbul ? Pourquoi n'avons-nous pas eu de Califat depuis près de quatre-vingt-dix ans maintenant ? Tout cela tient à la nature de l'ère dans laquelle nous vivons. Cette ère est celle où la pire des forces maléfiques jamais créées par Allah a été libérée (et apparaîtra finalement sous la forme d'un être humain). Cette ère est celle du *Massih ad-Dajjal* et de *Ya'jouj* et *Ma'jouj.* La *jama'ah* authentique qui lutte pour la restauration du Califat ne peut espérer réussir dans cette tentative à moins d'acquérir au préalable une perception exacte de la réalité objective actuelle et de reconnaître que cette ère est *l'ère de Dajjal*. La *jama'ah* authentique, dotée de la perception coranique aigüe d'Iqbal, n'existait pas avant 1924 et n'a pas vu le jour depuis 1924. Comment, dans ce cas, aurait-il été possible de mener à bien le combat pour la restauration du Califat ?

Qu'Allah soit loué, cependant, car la jama'ah authentique émerge à présent dans différentes parties du monde de l'Islam. Loué soit Allah, le soleil commence maintenant à se lever à l'Ouest. Malcolm X représente le premier rayon de ce soleil levant.

B – REALITE POLITIQUE.

Nous allons à présent tenter d'expliquer la réalité « politique » de l'époque qui a vu l'effondrement du Califat et de la période écoulée depuis 1924.

Le *Chérif* al-Husseyn, l'arrière-grand-père de l'actuel roi Husseyn de Jordanie, revendiqua le Califat le 7 mars 1924, quatre jours après l'annonce par la Grande Assemblée Nationale Turque abolissant le Califat. Il avait été nommé *Chérif* de La Mecque par le Calife Ottoman mais s'était rebellé contre Istanbul et, en tant que client des Britanniques, avait totalement coopéré à l'effort britannique pour vaincre l'Empire Ottoman. Sa récompense fut la somme princière de sept millions de livres sterling versés par le Trésor Britannique. En prétendant au Califat, cependant, il était en conflit avec l'objectif fondamental Sioniste et britannique dans la guerre contre l'Empire Ottoman. La guerre n'était pas seulement une guerre contre les Turcs. C'était une guerre contre l'*Islam*. Le but était la destruction du Califat et l'émasculation du Monde de l'Islam afin que l'Etat d'Israël puisse être rétabli et la foi des Musulmans détruite.

La revendication du Califat par le *Chérif* al-Husseyn menaçait l'ensemble du schéma des Britanniques et des Sionistes. Ils devaient donc se débarrasser de lui. Ils le firent avec une ruse diabolique. Ils donnèrent le feu vert à un autre client britannique, Abd al-Aziz Ibn Saoud, le chef de l'alliance Saoudo-Wahhâbite qui s'était brièvement emparée de La Mecque quelque cent ans auparavant, pour attaquer Husseyn. Abd al-Aziz collabora avec les Britanniques à la destruction de l'Empire Ottoman en concluant un Traité de bienveillante neutralité avec les Britanniques en 1916. Sa récompense du Trésor Britannique pour cette traîtrise envers l'Islam fut une somme bien moins princière de cinq mille livres sterling par mois. Il expliqua à ses prétendus *ikhwan salafi* crédules (une force armée de fanatiques Wahhâbites utilisée par le

roi Saoudien) que c'était une *jizyah* (une taxe punitive imposée par *Dar al-Islam* aux Chrétiens et aux Juifs résidents). Ils acceptèrent son explication ainsi que le font, peut-être, les clients bien payés des Saoudiens à travers le monde !

La stratégie politique Britannico-Sioniste réussit à remplacer Husseyn par une monarchie Saoudo-Wahhâbite qui empêchait efficacement le rétablissement du Califat. Le plan était simple et pourtant brillant. Personne ne pouvait vraiment être reconnu comme Calife et acquérir une légitimité pour son Califat sans contrôler les *Haramayn* (La Mecque et Médine) et le *Hajj.* Personne ne pouvait parvenir à contrôler les *Haramayn* et le *Hajj* tant que le régime Saoudien, appuyé militairement par l'Occident, restait aux commandes de l'Arabie. Et les Saoudo-Wahhâbites ne seraient jamais assez stupides pour revendiquer le Califat. Après tout, ce qui arriva au *Chérif* al-Husseyn était censé servir d'avertissement. Et ce fut le cas ! Aussi, les soi-disant Salafistes Wahhâbites et le Royaume Saoudien abandonnèrent-ils le Califat ! Ce faisant, ils commirent un acte de trahison envers l'Islam sans précédent.

En réalité, le Califat ne pouvait pas, et ne peut toujours pas, être rétabli tant que l'Arabie ne sera pas libérée et *Dar al-Islam* restaurée. **Et alors que le combat pour le rétablissement du Califat ne doit jamais cesser**, nous reconnaissons aussi qu'il se peut que la libération de l'Arabie ne se fasse pas avant l'avènement de l'*Imam al-Mahdi.*

Quand l'*Imam al-Mahdi* apparaîtra, cependant, il aura besoin de la *jama'ah* des Musulmans pour l'appuyer et combattre à ses côtés. C'est en cela qu'il est impératif de créer l'authentique mouvement révolutionnaire Islamique ou *jama'ah.* Le besoin de cette *jama'ah* est plus pressant encore en Asie du sud et dans l'hémisphère Occidental que dans d'autres parties du monde : c'est ce qu'implique l'apparition de Mirza Ghulam Ahmed en Asie du sud et de Elijah Mouhammad aux Etats-Unis. En d'autres termes, *al-Massih ad-Dajjal* lui-même a reconnu l'énorme potentiel que possèdent les Musulmans du sud de l'Asie et les Musulmans d'Occident pour lancer un combat victorieux pour la renaissance de l'Islam dans les Temps Modernes impies. C'est pour cette raison que (le *Dajjal* nommé) Mirza Ghulam Ahmed est apparu en Asie du sud et que (le *Dajjal* nommé) Elijah Mouhammad est apparu aux Etats-Unis plutôt que dans le monde arabe ou l'Afrique.

Dajjal **reconnut que la diaspora noire, qui avait été mise en esclavage par l'ordre mondial blanc (dans la forme d'esclavage la plus destructrice que le monde ait jamais eu le malheur de connaître), devait se révéler comme la plus authentique et la plus puissante manifestation de l'Islam qui dût jamais mettre au défi la civilisation occidentale, hégémonique et impie. Le Prophète Mouhammad (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) prophétisa cela quand il annonça que l'un des Signes du Jour Dernier serait que le soleil se lèverait à l'Ouest. Malcolm X représente le premier rayon de lumière de ce soleil levant. La force maléfique reconnut donc le potentiel énorme de l'Islam dans sa capacité à toucher les Africains Américains, et c'est précisément pour cette raison que le dernier *Dajjal*, Elijah Mouhammad, apparut au sein des Africains Américains. Et c'est pour cette raison que Louis Farakhan, comme Yasser Arafat avant lui, est tombé sous l'emprise de l'Occident impie.**

CHAPITRE 7

UNE LUTTE REVOLUTIONNAIRE POUR RESTAURER LE CALIFAT

Ce n'est pas par hasard qu'Allah, le Plus-Haut, a ordonné que deux peuples, l'un africain, l'autre indien, soient emmenés par l'Ordre Mondial Blanc de l'est vers l'ouest.

Ce chapitre pourrait être difficile pour certains lecteurs mais il était important qu'il soit inclus. Il pourra être relu pour une meilleure compréhension. Mais à l'occasion de conférences publiques, le sujet pourra être expliqué avec plus de détails, et être simplifié *incha Allah.*

POUR RESTAURER LE CALIFAT, RESTAURER D'ABORD L'AUTHENTIQUE JAMA'AH REVOLUTIONNAIRE.

Afin de rétablir le Califat, la *jama'ah* doit tout d'abord être restaurée ! Ce doit être une authentique *jama'ah* sous le commandement d'un authentique Emir dont la connaissance du Coran et de la Sounnah force le respect. L'authenticité exige des membres de la *jama'ah* qu'ils prêtent allégeance à l'émir puis qu'ils adhèrent strictement à la discipline de l'« écouter et obéir » dans tous les domaines qui n'impliquent pas la désobéissance à Allah et à Son Messager (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*).

Une telle *jama'ah* est nécessaire pour livrer une lutte collective et concertée afin de restaurer le Califat et *Dar al-Islam* ainsi que dans l'optique d'établir le système socio-économique de l'Islam (*Iqamah ad-Din).*

La méthodologie pour le rétablissement du Califat est qu'un combat révolutionnaire doit être mené. Il faudrait rappeler cela aux Mouvements Islamiques de Turquie, du Pakistan et d'Algérie. Cette *jama'ah* cesse d'être authentique dès lors qu'elle s'enregistre comme parti politique dans un Etat laïc, puis participe à des élections démocratiques fondées sur l'adhésion à une constitution qui revendique la souveraineté pour elle-même. Toutes les constitutions modernes font cela. Bien que la Constitution pakistanaise comporte en annexe une Résolution d'Objectifs, la douloureuse réalité est que, depuis la naissance de l'Etat, *de facto* la souveraineté a toujours résidé dans l'Etat. Elle n'a jamais été accordée à Allah. Et donc, en pratique, il n'y a eu aucune différence entre le *chirk* de la constitution pakistanaise et le *chirk* inhérent à la revendication à la souveraineté des constitutions de tous les Etats laïques.

La *jama'ah* authentique doit être engagée dans un combat pour ériger du pouvoir, un pouvoir à même de lui permettre d'assurer son contrôle sur n'importe quel territoire susceptible d'être restauré en *Dar al-Islam*, et de livrer bataille depuis ce territoire pour libérer les *Haramayn* et le *Hidjaz.* En accomplissant cela, la *jama'ah* authentique réalisera à nouveau le processus historique et l'âge d'or qui ont vu le Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) établir sa base à Médine pour ensuite, de là, libérer La Mecque.

La *jama'ah* authentique ne peut pas être engagée dans des querelles sectaires. Elle doit, au contraire, être ancrée dans les fondations authentiques de *'aqidah* (système de croyances) et fonctionner avec la *hikmah* (sagesse) de tolérance capables d'attirer des Musulmans de tous les horizons du spectre de croyance authentique. Puis, les ayant attirés, **elle doit se débarrasser des croyances manifestement non Islamiques et entretenir une tolérance à l'égard des différences bénignes qui existent à la périphérie du spectre de croyance.** Aussi, la *jama'ah* authentique tendra-t-elle la main aux Musulmans chiites et à l'Iran Islamique, et recherchera-t-elle ce point de

convergence authentique de *'aqidah* grâce à laquelle seront jetées les fondations d'une coopération stratégique et d'une solidarité dans la poursuite d'un but commun.

Il devrait être tout à fait clair que certains des Musulmans prétendument salafistes d'aujourd'hui qui puisent leur inspiration première à la source des *ikhwan* Wahhâbites intolérants d'Ibn Saoud peuvent difficilement fonctionner comme une *jama'ah* authentique. Ils livrent un *djihad* (guerre menée au Nom d'Allah) parfaitement odieux contre des différences périphériques anodines tout en trahissant sans vergogne la substance même de la lutte révolutionnaire pour la libération de l'oppression et le triomphe de l'Islam sur le mensonge et le mal. Il existe d'autres leaders salafistes, comme le courageux *Ustaz* Safar Halawi, qui sont emprisonnés en Arabie saoudite. Ceux-là sont des héros !

La *jama'ah* authentique, enfin, doit être engagée dans un travail de purification morale et spirituelle et d'épanouissement (*tazkiyah*) des cœurs de ses membres. Sans le magnétisme spirituel émanant de la mobilisation du cœur, l'Emir/Imam et les leaders de la *jama'ah* ne réussiront pas à attirer la foule des Musulmans vers une participation dynamique, enthousiaste, spontanée et active à la lutte révolutionnaire.

LE DR. MOUHAMMAD IQBAL ET LA JAMA'AH AUTHENTIQUE.

Ce n'est pas le fait du hasard si Allah, le Plus-Haut, a ordonné que deux peuples, l'un africain, l'autre indien, soient emmenés par l'Ordre Mondial Blanc de l'Est vers l'Ouest. Et le fait que sur l'île de Trinidad ces deux peuples se côtoient, et en proportions à peu près égales, avec une présence de Musulmans à la fois africains et indiens est très lourd de sens. La diaspora noire dans le Monde Blanc a d'ores et déjà donné naissance au plus remarquable leader Musulman des Temps Modernes, Malcolm X. Il est temps pour l'expression la plus dynamique de l'Islam jamais apparue à l'époque moderne d'être reconnue et embrassée. Nous parlons de l'érudit Islamique indien, le Dr. Mouhammad Iqbal.

L'importance stratégique d'Iqbal pour le mouvement Islamique dans cette ère de *fitan* et de modernité impie est localisée dans ce qui suit :

1. Iqbal est en soi l'un des plus dynamiques et authentiques penseurs Islamiques révolutionnaires à avoir vu le jour dans les Temps Modernes – c'est-à-dire l'époque dominée par la modernité européenne. Sa contribution la plus considérable et la plus durable au mouvement Islamique révolutionnaire fut la réponse Islamique sophistiquée et authentique, exhaustive et critique qu'il donna au défi intellectuel posé par la civilisation impie qui domine actuellement le monde. En exprimant clairement cette réponse avec logique, rationalité et finesse d'esprit, Iqbal suivait en fait la *Sounnah* du Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) qui nous avertit qu'il livrerait lui-même un combat intellectuel à *Dajjal* s'il devait vivre à l'époque où il serait libéré :

Quand il (Dajjal) fera son apparition et si je suis parmi vous, je le maîtriserai par mes raisonnements ; et si, quand il apparaît, je ne suis pas parmi vous, chacun devra argumenter contre lui.

(Kanz al-'Oummal, vol. 7. n° 2076)

2. En vertu du fait qu'il ne fut pas soumis à une éducation traditionnelle en théologie Islamique dans une *Dar al-'Ouloum,* Iqbal jouissait d'une liberté intellectuelle pour étudier le Coran à la lumière de la connaissance moderne, afin d'identifier cette dimension de la présentation de la Vérité (*al-Haq*) qui est spécifiquement pertinente pour l'époque moderne, c'est-à-dire pour réfuter les revendications de la modernité impie. Son effort fut véritablement novateur, et il réussit si admirablement que presque toute l'intelligentsia éduquée moderne du monde Musulman qui entra en contact avec la pensée d'Iqbal fut immédiatement attirée par lui. Si le mouvement Islamique révolutionnaire veut attirer et mobiliser de tels Musulmans pour la lutte Islamique révolutionnaire, un lien véritable et dynamique avec Iqbal est indispensable.

3. Le sectarisme reste l'une des maladies les plus mortelles affectant la Oummah contemporaine. Le mouvement Islamique révolutionnaire devra trouver un point de départ philosophique et théologique d'où partir pour s'attaquer et réussir à gérer le sectarisme. Iqbal occupe cette place à part lui permettant d'agir comme une force unificatrice qui peut rassembler sur un plan unique puis souder en une authentique *jama'ah* tous les personnes suivantes:

a) les Musulmans appartenant à des courants très variés du spectre sectaire,
b) les Musulmans ayant reçu une éducation traditionnelle, les Musulmans ayant reçu une éducation laïque moderne,
c) les Musulmans enclins à la rationalité dans leur réflexion religieuse,
d) et les Musulmans qui sont attirés par l'aspect mystique de l'expérience religieuse.

Tous peuvent voir leurs préoccupations abordées avec bienveillance et compassion, avec authenticité et avec vigueur par Iqbal.

4. Iqbal semble aussi être la clé avec laquelle le mouvement Islamique révolutionnaire peut appréhender la dimension spirituelle du combat révolutionnaire (*tassawwouf* ou al-*ihsan*). Après tout, il est indéniable qu'il n'y aurait pas eu de Iqbal s'il n'y avait pas eu de *Maoulana* Jalalouddin Roumi. La route vers Lahore passe par Konya (en Turquie où Roumi est enterré).

L'une des caractéristiques uniques de la *jama'ah* authentique est le fait qu'elle prendrait comme source d'inspiration contemporaine majeure des personnes telles que Iqbal et Malcolm X. Il est vrai, bien sûr, que ni Iqbal ni Malcolm X n'étaient des *'alim* (érudits religieux) au sens traditionnel du terme puisque aucun d'entre eux ne fut soumis à la formation intellectuelle de l'érudition Islamique conventionnelle, traditionnelle, rigide (c'est-à-dire de *Dar al-'Ouloum*). Mais c'est précisément la raison pour laquelle ils réussirent là où tant d'autres avaient échoué.

L'accomplissement exceptionnel de Malcolm fut l'intégrité, le courage et la **clairvoyance intuitive** inégalés avec lesquels il s'est tourné vers l'Islam pour défier l'Ordre du Monde Blanc oppresseur et impie. Il éleva les opprimés par-delà leur résignation et leur soumission à l'oppression, et les transforma, le temps d'un instant éblouissant, en une force qui gagna le respect réticent de l'Ordre du Monde Blanc.

L'accomplissement exceptionnel d'Iqbal fut de réussir à percer à jour la sagesse et la guidance coraniques se rapportant spécifiquement aux Temps Modernes, en articulant cette sagesse coranique en une réponse majestueuse, émouvante et appropriée à la crise générée par la modernité impie.

Les *Tanzim-i-Islami* et leur Emir/Imam le Dr. Israr Ahmad, représentent le fruit le plus authentique de la graine révolutionnaire plantée en Inde avec tant d'amour par Iqbal. S'ils veulent gagner le soutien de la majorité de l'intelligentsia Musulmane de l'Asie du sud et de l'Amérique du Nord, et s'ils veulent tenir leur promesse en tant que *jama'ah* héritière de la mission du combat Islamique révolutionnaire d'Iqbal, *Tanzim-i-Islami* et son émir/imam devront travailler d'arrache-pied à développer davantage cette réponse Islamique sophistiquée, authentique et critique à la modernité contemporaine impie que Iqbal a exprimé en premier. L' **« Idéologie du futur »** du Dr. Mouhammad Rafiouddin et, plus encore, les **« Fondations et structure coraniques de la société Musulmane »** (volumes 1 et 2) du Dr. Mouhammad Fadlour Rahman Ansari représentent des efforts considérables de la part d'étudiants doués et distingués d'Iqbal pour repousser les frontières du savoir sur la voie intellectuelle et révolutionnaire qu'il a balisée. Ces travaux devraient être étudiés avec soin.

CONCLUSION

Au fur et à mesure du déroulement des événements, même après que l'auteur reposera dans sa tombe, ils confirmeront les points fondamentaux soutenus dans ce livre.

La destruction du Califat de l'Islam a été le résultat d'une conspiration diabolique ourdie par les Britanniques et les Juifs Sionistes. Les Saoudiens et les Wahhâbites prétendument salafistes ont agi en tant que complices volontaires de ce crime contre l'Islam.

Le Califat symbolisait un système d'organisation politique (à savoir *Dar al-Islam*) qui reconnaissait la suprématie de l'Islam dans la vie publique et dans les relations internationales du Monde Musulman. L'apparition des Etats-nations de Turquie et d'Arabie Saoudite, au siège du Califat et dans le berceau même de l'Islam, ouvrit la voie à la laïcisation du système d'organisation politique du Monde Musulman. Que des gouvernements d'Etats-nations laïcs à l'intérieur du Monde Musulman représenteraient désormais le Monde de l'Islam impliquait que l'Islam ne serait plus suprême sur la vie publique ou sur les relations internationales du Monde de l'Islam. C'est plutôt l'Etat laïc qui revendiquait maintenant la souveraineté. Reconnaître cette souveraineté se résumait à un acte de *chirk.* Aussi, le Monde de l'Islam dans son ensemble se trouvait-il désormais, en ce qui concerne son existence collective en tout cas, sous l'emprise du *chirk.*

Pour exprimer la même chose plus franchement, on pourrait dire qu'en matière de vie publique dans le Monde Musulman, Allah le Plus-Haut ne serait plus *Akbar* ! Aucun Musulman ne peut lire ces lignes sans ressentir un sentiment de profonde colère à l'égard de ceux qui ont trahi Allah le Plus-Haut et le Prophète ! En fait, on peut jauger la qualité de la foi (*Iman*) d'un Musulman à la façon dont il réagit à cette situation pathétique.

Le Monde de L'Islam est aujourd'hui sans pouvoir. Notre conclusion est que l'institution du Califat, qui fait partie de *Dar al-Islam*, est indispensable à la restauration du pouvoir. Sans pouvoir, il y aura bien d'autres Bosnies, Kashmirs, Algéries, Tchéchénies, Palestines, etc. Le seul moyen de changer ce déplorable état de faits est le rétablissement de la suprématie de l'Islam dans la vie publique des Musulmans et dans les relations internationales du Monde Musulman. Cela requiert la restauration de *Dar al-Islam* et du Califat. Nous avons donc besoin de réaffirmer clairement les dispositions de l'Ordre Public Islamique (*Dar al-Islam*) et la Conception de l'Islam d'un Ordre International, et de démontrer leur claire supériorité sur leur concurrent laïc né de la civilisation occidentale.

Nous devons également reconnaître, comme l'a clairement montré ce livre, qu'il est – et qu'il restera – impossible de restaurer le Califat tant que le *Hidjaz* demeurera sous le contrôle de l'alliance Saoudo-Wahhâbite. Le pouvoir ne peut pas être rétabli sans la libération des *Haramayn* et du *Hidjaz* de la mainmise de ceux qui ont participé à la destruction du Califat.

La libération des *Haramayn* et du *Hidjaz* ne sera possible que lorsque l'alliance Saoudo-Wahhâbite se disloquera. Il existe des signes indiquant que l'alliance est d'ores et déjà soumise à une forte pression et peut s'effondrer. Il y a de nombreux Oulémas Saoudiens qui sont maintenant en prison ou assignés à résidence. Les événements qui sont les plus susceptibles de mettre l'alliance en pièces seraient la « reconnaissance » Saoudienne de l'Etat Juif d'Israël (chose qui a déjà eu lieu *de facto*, et qui ne peut être dissimulée indéfiniment) et la probabilité immanente de la destruction de la *Masjid al-Aqsa* par les Juifs. D'où l'importance de notre récent travail intitulé : *« La Religion d'Abraham et l'Etat d'Israël à la lumière du Coran »* dans lequel nous

analysons, d'un point de vue strictement Islamique, les implications pour les Musulmans de la restauration de l'Etat Juif d'Israël.

Au fur et à mesure du déroulement des événements, même après que l'auteur reposera dans sa tombe, ils confirmeront les points fondamentaux soutenus dans ce livre.

NOTES

1. Elie Kedourie dans un chapitre de son livre intitulé *La Chute de Médine*, janvier 1919 (L'Islam dans le Monde moderne. Holt Rinehart et Winston. NY, 1980, pages 277 à 296) nous livre une description saisissante et une excellente analyse de la défense héroïque de Médine par le commandant Ottoman, Fakhri Pasha, jusqu'à ce qu'en janvier 1919 une partie de ses troupes ne le trahisse.

2. *Ahl al-Dhimmah* : un peuple non Musulman protégé et autorisé à résider dans *Dar al-Islam* à condition de se soumettre à la loi de l'Islam sur ce territoire. *Jizyah* : taxe punitive imposée par le Coran à un peuple qui est un peuple du Livre – *Ahl al-Kitab* – et qui désire rester sur son ancien territoire, désormais devenu *Dar al-Islam*. Le paiement de cet impôt punitif a valeur de symbole de soumission à la loi de l'Islam en vigueur sur ce territoire. Il est complètement faux et c'est un désaveu du Coran que d'affirmer que la *jizyah* est une taxe imposée aux non Musulmans pour remplacer le service militaire et compenser la *zakaat.*

3. *« Ô vous qui croyez (dans le Coran), ne prenez pas les Juifs et les Chrétiens comme amis protecteurs (c'est-à-dire n'entretenez pas d'alliance ou de relations de dépendance vis-à-vis d'eux qui vous rendraient de fait dépendants d'eux pour assurer votre sécurité). »* (Coran : al-Maïda, 5 - 51)

4. Toynbee, Ed. Survey of International affairs, 1925.

5. Cf. Bey Rustom: *The Future of Islamism [ndt : L'avenir de l'Islamisme]*, Le 19ème siècle et suivants, Vol. XCII, N° 580, juin 1925, pages 845 à 854, où le penseur libéral turc expose ce point de vue dans un article bien pensé.

6. Pour une discussion intéressante sur le sujet, se référer à Toynbee, Ed. Survey of International Affairs, 1925, Vol. 1 pages 51 à 68 et plus particulièrement la page 55. A voir également le chapitre de conclusion de Sylvia Haim dans Arnold, T. The Caliphate. Revised Ed

[ndt : nouvelle édition], imprimerie universitaire d'Oxford, 1965 pages 205 à 244.

7. Texte turc original dans *Qawanin Majmuasi* 1924/1340, N° 431, Ankara. Imprimerie de la Grande Assemblée Nationale de Turquie. Traduction anglaise dans Survey, *Op. cit.* Annexe 11 (3) page 575.

8. *D'après la loi sunnite, la désignation d'un Imam ou Calife est absolument indispensable. L'ijtihad [NdT : effort de réflexion] de la Turquie consiste à reconnaître comme conforme à l'esprit de l'Islam le fait de faire reposer le Califat ou l'Imâmat sur les épaules d'un groupe de personnes ou d'une Assemblée élue (par exemple la Grande Assemblée Nationale Turque ou le Parlement). Personnellement je trouve le point de vue turc parfaitement fondé.* M. Iqbal. « La Reconstruction de la Pensée religieuse en Islam ». Imprimerie universitaire d'Oxford. Londres. 1934. Chapitre VI. *Le Principe du mouvement dans la structure de l'Islam,* page 149.

9. Ce groupe était censé représenter un collège électoral virtuel dans le modèle classique de l'Islam. A travers l'histoire Islamique cependant, il n'avait quasiment toujours été qu'une construction purement théorique et ne joua aucun rôle dans le processus suprême de prise de décision.

10. Cette déclaration est très révélatrice dans le contexte actuel des efforts entrepris pour rétablir un Ordre Islamique authentique. Elle illustre les déficiences flagrantes dans la compréhension de ce qu'est le commandement dans le système Islamique de la part de ce centre suprême d'enseignement Islamique. Pour le texte complet se référer à Survey, *Op. cit.* Annexe 111, pages 576 à 578.

11. Cette proposition était, en effet, si nouvelle qu'elle fut dénoncée par le Cadi en chef de Transjordanie comme une innovation contraire à la pratique religieuse orthodoxe. Survey, *Op. cit.* page 84.

12. *Lorsque la Grande Assemblée Nationale d'Angora (Ankara) abolit le Califat Ottoman et que les Wahhâbites chassèrent la dynastie Hachémite hors du Hidjaz, l'élan général de l'Islam fut de gérer le*

problème selon la méthode moderne occidentale, en organisant une conférence internationale et non selon la méthode traditionnelle Islamique consistant à prêcher la Guerre Sainte. Survey, *Op. cit.,* page 84.

13. Sylvia Haim affirme qu'il y avait suffisamment d'éléments pour prouver que le Congrès fut planifié et encouragé à l'initiative du Roi Fouad qui espérait secrètement hériter du Califat. Or cela n'était pas possible au vu de l'opposition en Egypte et à l'extérieur. *Cf.* Arnold, *Op. cit.* pages 241 et 242. Et même si cela pouvait être vrai, l'attitude publique de Fouad fut le désintérêt à l'égard du Califat. Sa'ad Zaghloul, son Premier Ministre, s'en tint à une neutralité de mise sur le sujet.

14. Le texte de la transcription des débats fut traduit en français et publié par A. Sekaly dans la Revue du Monde Musulman, Vol.1 XIV, Paris, 1926. C'est ce texte qui est utilisé par l'auteur.

15. En plus de mettre en évidence qu'on ne peut pas se passer de Calife pour *rendre des jugements, appliquer des sanctions légales, fermer des ports, lever des armées, etc.,* le Comité jugea qu'il était suffisamment important de citer deux Ahadith (paroles du Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*)) pour dire que :

> *Quiconque meurt sans avoir connu le Calife de son temps meurt d'une mort de païen.* Et *Quiconque meurt sans avoir prêté la bay'ah (serment d'allégeance au Calife ou à l'Emir) meurt d'une mort de païen.*
>
> Revue, *Op. Cit.,* pages 74 à 76.

16. *Ibid.* pp 75-76. Ce faisant, le Comité montra qu'il faisait peu de cas des points de vue des *Mou'tazilites* qui considéraient le Califat comme un affaire d'opportunisme, et des *Khawarij* qui étaient d'avis qu'il n'y avait nul besoin d'un Califat. Le Comité fit également le choix de ne pas prendre en compte l'avis exprimé par le *Cheikh* Ali 'Abd al-Raziq, un diplômé de l'université *d'Al-Azhar*, qui argua de la non nécessité du Califat en Islam dans un journal publié en Egypte. Ses points de vue firent sensation en Egypte.

17. Revue, *Op. Cit.*, pages 76-77.

18. Il devint le doyen de l'Université d'*Al-Azhar* en 1929.

19. Revue, *Op. Cit.*, pages 77-78.

20. Coran, *Al-Maïda,* 5 : 48.

21. Il est fait référence à des autorités telles que al-Mawardi *(al-Ahkam al-Soultaniyyah)*, al-Ghazzali *(Ihya 'ouloum al-Din)*. Pour de plus amples détails sur les points de vue des Oulémas, se reporter à Arnold T., *Op. Cit.*

22. Le 5ème Calife, Mu'awiyah, désigna son fils, Yazid, pour lui succéder et ce dernier lui succéda. Le petit-fils du Prophète, Husseyn, contesta la légitimité du Califat de Yazid et il en paya de sa vie. Peu nombreux furent les Musulmans qui voulurent bien suivre l'exemple d'Husseyn au cours des siècles qui suivirent.

23. Revue, *Op. Cit.,* p. 103.

24. *Ibid.* p.108. Le texte du rapport du Troisième Comité se trouve dans Survey, *Op. Cit.* Annexe 4, pages 578 à 581.

25. *Ibid.* p.106.

26. Revue, *Op. Cit.,* p. 106.

27. Revue, *Op. Cit.,* p. 106.

28. *Ibid.*, p.107.

29. Le paragraphe se trouve dans Revue, *Op. Cit.*, p. 108, *De ce qui procède […]*, et dans Revue, *Op. Cit.*, p. 580.

30. Texte de la résolution dans Revue, *Op. Cit.*, p. 118 ; Revue, *Op. Cit.*, pp. 89-90.

31. *Cf.* Kamal Faruki : *Approches de l'Unité Musulmane*. Pakistan Horizon. Vol. XXV, n°2, pages 3 à 12 dans lequel il décrit cette alternative au Califat, ou au Pan-Islamisme, comme un universalisme Islamique, qui pour l'unité s'appuie sur les croyances et les pratiques communes des Musulmans. Faruki ignore cependant le fait tout à fait limpide que le Califat se fondait sur et tirait sa légitimité de ces mêmes croyances et pratiques des Musulmans.

32. Faruki, *Op. Cit.*, pages 3 à 12.

33. Les Sunnites considéraient ces quatre écoles comme également valables.

34. Avant la Révolution Islamique Iranienne, les Saoudo-Wahhâbites avaient réussi à gagner la reconnaissance des gouvernements de tous les Etats-nations Islamiques. Parmi les masses populaires Musulmanes, en revanche, une rancœur considérable persiste jusqu'à ce jour.

35. Revue, *Op. Cit.*, p. 128.

36. *Ibid*.

37. Il était paradoxal que le Mouvement du Califat d'Inde boycotte le Congrès du Califat au Caire en mai et assiste au Congrès Musulman Mondial à La Mecque en juin alors que la question du Califat avait été spécifiquement exclue de son ordre du jour.

38. S'ils étaient réédités aujourd'hui, ces articles constitueraient une lecture des plus intéressantes.

39. Une référence aux liens d'Husseyn avec les Britanniques.

40. Revue, *Op. Cit.*, pages 128 à 131.

41. Revue, *Op. Cit.*, pages 128 à 131.

42. Revue, *Op. Cit.*,

43. Par exemple, la conférence approuva le projet de construction de deux voies ferrées de Jeddah à La Mecque et de Yanbu à Médine malgré la forte opposition des représentants *Hidjazi « qui émirent des objections religieuses à la construction de voies ferrées dans un pays où la vie est tributaire du chameau. »* Revue, *Op. cit*. p. 193.

On eût été en droit d'espérer que les Oulémas Saoudiens formulent leurs objections au chemin de fer au vu du fait qu'il constituait un potentiel succédané qui pouvait supplanter le mode de transport qu'Allah avait créé. Les autorités Saoudiennes auraient alors pris conscience du danger que représentait la technologie moderne et auraient pris des dispositions pour préserver le mode de transport naturel parallèlement aux transports motorisés.

44. Texte de la résolution dans Revue, *Op. Cit.*, pages 207-208. L'Egypte, la Turquie et l'Afghanistan s'abstinrent lors du vote.

45. Selon Toynbee :

« […] l'une des conséquences de la guerre de 1914-1918 fut d'évincer les Turcs de l'Arabie et d'étendre la sphère d'influence britannique à l'ensemble de la péninsule. » (Survey, *Op. Cit.*, p. 272).

« Mais il est très important de noter que dans ce succès unique et capital des Britanniques – dans lequel le commandement du Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) fut bafoué pour la première fois en mille trois cent ans – les Britanniques furent aidés et soutenus à la fois par Husseyn et Ibn Saoud. En effet, tous deux vendirent leurs services aux Britanniques. Les forces arabes d'Husseyn se battirent carrément aux côtés des Britanniques contre les Turcs. La bienveillante neutralité d'Ibn Saoud dans ce combat accentua les chances de succès des Britanniques. Quand en 1920 les Britanniques cessèrent leurs paiements mensuels, Husseyn avait reçu quelque six millions de livres sterling. Ibn Saoud, qui reçut du même gouvernement britannique la somme plus modeste de 350 000 livres sterling au rythme de 5000 livres sterling par mois, justifia cela en expliquant d'une façon diabolique que c'était une jizyah (un impôt payé par un sujet non Musulman résident en terre de *Dar al Islam*). » Survey, *Op. Cit.*, p. 273.

C'est la Grande-Bretagne (puissance mandataire en Transjordanie) qui annexa Maan et Aqaba à la Transjordanie en 1925. L'ex-roi Husseyn eut beau protester contre l'annexion, depuis son exil à Chypre, et Ibn Saoud eut beau pousser le Congrès Musulman Mondial à adopter une résolution protestant contre l'annexion, l'action britannique était clairement un fait accompli.

Il est intéressant de souligner que si le commandement du Prophète (*sallAllahu 'alayhi wa sallam*) n'avait pas été compromis par Husseyn et Ibn Saoud, égarés au point de soutenir les Britanniques dans leur tentative pour débarrasser la péninsule de l'influence Ottomane, la Déclaration Balfour n'aurait pas pu être honorée ni l'Etat Sioniste d'Israël établi en Palestine Musulmane. Il est également intéressant de noter que si Aqaba était restée sous contrôle *Hidjazi*, l'Arabie Saoudite aurait été un Etat en première ligne dans l'actuel conflit au Moyen-Orient. L'Histoire révèlera peut-être un jour que l'une des raisons de l'annexion britannique de Maan et Aqaba était de créer une zone tampon entre un berceau de l'Islam instable et le Foyer National Juif en Palestine que prévoyait la Déclaration Balfour. Il devrait être clair qu'une confrontation directe entre le *Hidjaz* (maintenant partie de l'Arabie Saoudite) et le Foyer National Juif en Palestine (maintenant Etat d'Israël) aurait déchaîné des passions Islamiques incontrôlables, un facteur qui constitue toujours la seule menace sérieuse à la survie de l'Etat Sioniste d'Israël.

46. Il est faux d'affirmer (comme le fait maintenant le Congrès Musulman de Karachi) que la conférence Islamique qui se réunit à Jérusalem en 1931 était la seconde édition du Congrès Musulman Mondial (la première ayant eu lieu à La Mecque en 1926). Tout d'abord le Congrès de Jérusalem choisit un nom différent du « Congrès Musulman Mondial ». L'article premier du statut du Congrès le désigne en tant que « Congrès Islamique Général » (*al-Mou'tamar al-Islami al-'Am*). Deuxièmement, le Congrès adopta un statut propre, différent du statut du Congrès Musulman Mondial.

47. Mouhammad Ali Jaouhar mourut en fait à Londres où il participait à la Conférence de la Table Ronde sur l'Inde. Les Palestiniens intervinrent pour qu'il soit enterré dans le Haram al-Charif en partie par reconnaissance pour sa grandeur et en partie pour s'attirer

un plus grand soutien indien dans la lutte contre le Sionisme et la puissance mandataire britannique.

48. Il existe un lien important entre le 27 Rajab, la Mosquée al-Aqsa et le Mur des Lamentations, un lien qui suscite de très puissantes émotions dans le monde de l'Islam. L'explication est la suivante : le dix-septième chapitre du Coran, intitulé « Bani Israïl », commence avec un verset qui fait référence au miraculeux voyage nocturne du Prophète Mouhammad (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) de *Masjid al-Haram* (la mosquée sacrée, à La Mecque) à *Masjid al-Aqsa* (la mosquée lointaine, à Jérusalem) dont les alentours, d'après le verset, ont été bénis par Allah le Plus-Haut. Allah lui fit entreprendre ce voyage afin de lui montrer certains de Ses « Signes ».

La littérature des Ahadith affirme qu'à son arrivée à *al-Aqsa* il dirigea une prière congrégationnelle à laquelle tous les Prophètes participèrent. Il fut ensuite transporté dans les cieux et fut honoré de l'expérience d'être en la présence spéciale d'Allah le Plus-Haut. Le Mur des Lamentations ou Mur Occidental fait partie du Haram al-Charif qui abrite *Masjid al-Aqsa* ainsi que le lieu d'où le voyage céleste du Prophète débuta. Il est communément admis que ce voyage eut lieu le 27 *Rajab*. (*Michkat al-Massabih*, traduction anglaise par James Robson, Lahore, Ch. Mouhammad Achraf, 1975, vol. 2, Ch. 23, Livre 26 pages 1264 à 1270.

49. Gibb, H.A.R., *« La Conférence Islamique de Jérusalem de décembre 1931 ».* Survey of International Affairs, Londres, Imprimerie de l'Université d'Oxford, 1935, p. 103.

50. A. Nielsen, *« La Conférence Islamique à Jérusalem ».* Le Monde Musulman, octobre 1932, vol. 22 p. 348.

51. Le roi Fouad d'Egypte, en particulier, était si alarmé par les rumeurs selon lesquelles la question du Califat serait abordée et un Calife proclamé que le Grand Mufti dut se rendre au Caire en personne et donner l'assurance aussi bien verbale qu'écrite que cette question ne serait pas évoquée. Pour Maoulana Chaoukat Ali, par contre, il n'y avait

aucun débat sur le Califat dans la mesure où il continuait de reconnaître Abdoul Majid comme Calife. (Arnold T., Op. cit. pages 241 - 244).

52. Dans le système Islamique, le jour commence au coucher du soleil et se termine au coucher du soleil suivant. Ainsi le 27 Rajab (ou *laylatul Mi'raj*) ne débuta pas avant le coucher du soleil du 6 décembre.

53. H. A. R. Gibb, *Op. Cit*., page 105. Le Congrès de Jérusalem fut ressuscité en 1953 et trois conférences eurent lieu en 1953, 1956 et 1960. Il ne s'est jamais plus réuni après 1960. Cela s'explique en partie par le fait que le Président du Congrès de Jérusalem, le *Hajj* Amin al-Hussayni, devint également Président d'un Congrès Musulman Mondial ressuscité. Il préféra travailler avec cette dernière organisation qui appréciait le soutien du gouvernement Pakistanais et le soutien financier du gouvernement Saoudien.

54. Gibb, Op. cit., p l02.

55. Nielsen, Op. cit., p. 353.

56. Ibid.

57. Nielsen, Op. cit., p 353.

58. Texte complet du rapport annexé à la Palestine (le Mur des Lamentations ou Mur Occidental), Décret de 1931 dans Annexes 1 et 2. Voir Règles statutaires et décrets pour 1931. H M Stationery Office, Londres, 1932, pages 462 à 466.

59. Cette attitude se vérifia plus concrètement encore durant la période 1948-1967 lorsque Jérusalem est était sous contrôle jordanien. Les Juifs avaient interdiction de prier devant le Mur des Lamentations.

60. « *Les terres arabes sont un tout, complet et indivisible, et les divisions de quelque nature qu'elles soient dont elles sont victimes ne sont ni approuvées ni reconnues par la nation arabe.* » Gibb, *Op. Cit*., p .107 fn.

61. *Cf.* Emile Marmorstein : « *L'Opposition religieuse au nationalisme au Moyen Orient.* » Affaires internationales, juillet 1952, pages 344 à 357.

62. Le Professeur et érudit Jacob de Haan se trouvait parmi les Juifs orthodoxes. Il fut tué par les Sionistes à cause de sa dénonciation virulente du Sionisme. Dans une importante interview au début des années vingt il expliquait son point de vue comme suit :

« Pensez-vous que l'histoire n'est rien d'autre qu'une série d'accidents ? Pas moi… Les Sionistes souffrent de la même cécité spirituelle qui a causé notre chute. Deux mille ans d'exil et de malheur Juifs ne leur ont rien appris. Au lieu de tenter de comprendre les raisons profondes de notre malheur, ils essayent de le contourner, sans y toucher, en construisant un « Foyer national » sur des bases fournies par les puissances politiques occidentales. Et par ce processus de création de « Foyer national » ils commettent le crime de priver un autre peuple de leur foyer. » Mouhammad Assad, *Chemin vers La Mecque*, pages 98-99.

63. *« Ô vous qui croyez, ne prenez pas les Juifs et les Chrétiens pour amis (c'est-à-dire ne vous adressez pas à eux pour un pacte de sécurité et n'entretenez pas avec eux de relation de dépendance et de soumission). »* (Coran, Al-Maïda, 5 : 51)

64. Le Proche-Orient et l'Inde. 24 décembre 1931. p. 687.

65. Chaoukat Ali était mécontent de la composition du Comité et il refusa d'y prendre part. Le *Hajj* Amin avait usé de sa majorité pour exclure des opposants parmi lesquels se trouvaient des hommes de valeur.

66. Le Comité Exécutif assura avec succès un rôle de médiateur pendant une guerre de sept semaines entre l'Arabie Saoudite et le Yémen. Un traité fut finalement conclu qui mit fin à la guerre.

67. Abdoullah Youssouf Ali était un génie littéraire. Sa traduction du Coran en anglais fut un magnifique chef d'œuvre de littérature. Mais

il était fort naïf dans sa compréhension de la guidance politique et économique issues du Coran. Sa loyauté suprême et sans faille au gouvernement britannique le conduit à un état d'esprit qui le rendit incapable de saisir le fait élémentaire qu'Allah le Plus-Haut avait envoyé la religion parachevée de l'Islam pour être suprême à la fois dans la vie privée et dans la vie publique. Il ne sut pas reconnaître non plus l'intérêt bancaire comme un Riba. Voir l'excellente biographie d'Abdoullah Youssouf par M. A. Charif intitulée « En quête de réconfort. » Islamic Book Trust. Kuala Lumpur. 1994. [Islamic Book Trust, 3 Lorang 1A/71G, Jalan Carey, 46000 Petaling Jaya, Malaysia].

MEDINE REPREND SA PLACE CENTRALE DANS AKHIROUZZAMĀN

Imran N. Hosein

Médine, 1343 (h): tirée hors de la poêle de Dajjāl et jetée dans le brasier Saoudo-Wahhâbite de Dajjāl.

Dans seulement 10 ans à compter d'aujourd'hui, le mois de *Rabī al-Thāni* marquera pour le monde de l'Islam le 100ème anniversaire du transfert de pouvoir, à La Mecque, des Turcs Ottomans au Sultan 'Abd al-Azīz Ibn Saoūd. Des troupes fidèles au Sultan du *Nejd* conquirent La Mecque au cours du mois de *Rabī al-Thāni* en 1343 (soit le 30 octobre 1924 dans le calendrier catholique chrétien occidental du Pape Grégoire) en conséquence de quoi 'Abd al-Azīz s'autoproclama finalement Sultan du *Nejd* et Roi du *Hidjāz.*

Dans 10 ans à compter d'aujourd'hui, cent ans se seront écoulés depuis que La Mecque et Médine furent retirées de la poêle de *Dajjāl* pour mieux être jetées dans le brasier Saoudo-Wahhâbite de *Dajjāl*. Que le lecteur ne se fasse aucune illusion : après avoir, sans vergogne, rangé l'Arabie Saoudite aux côtés de l'alliance Judéo-Chrétienne Anglo-Américaine Sioniste, les dirigeants de l'Arabie Saoudite ont maintenant fait de cet Etat un allié stratégique de l'Etat d'Israël. Et il est donc clair qu'ils travaillent pour *al-Massīh al-Dajjāl*, c'est-à-dire *Dajjāl* le faux Messie ou l'Antéchrist. C'est peut-être ce qu'impliquait la vision dans laquelle le Prophète Mouhammad (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) vit *Dajjāl* effectuer les *Tawāf* autour de la Ka'aba. Il existe également une somme conséquente de preuves indiquant que les Ottomans agirent, **consciemment ou inconsciemment**, pour le compte de

Dajjāl en fournissant une aide considérable au Christianisme occidental. C'est ce qu'ils firent en plongeant et en remuant dans la plaie un poignard malfaisant et empoisonné pendant quelque 600 ans dans le cœur de son rival, c'est-à-dire le Christianisme oriental ou *Roūm*. Cela s'accordait avec les plans de *Dajjāl* puisque c'étaient les Chrétiens occidentaux qui s'allièrent aux Juifs, et c'est cette alliance qui donna naissance à Israël. *Roūm* ne conclut jamais une telle alliance avec les Juifs !

L'issue prévisible fut une haine intense à l'encontre de l'Islam et une hostilité envers les Musulmans nourries par ceux, d'entre *Roūm*, qui souffrirent si injustement et si longtemps.

L'Etat Ottoman ainsi que l'Arabie Saoudite traitèrent tous deux – énigmatiquement et diaboliquement – avec mépris la prophétie du Prophète béni selon laquelle les Musulmans concluraient une alliance à la Fin des Temps avec le Christianisme oriental ou *Roūm.* Par conséquent les Ottomans, aussi bien que les Saoudo-Wahhâbites, apportèrent une aide stratégique à *Dajjāl.*

L'Empire Ottoman conquit et occupa la majorité du monde Arabe – y compris le *Hidjāz* – et parvint à transférer la capitale du *Khilāfah* (Califat) – pour la toute première fois – hors du monde Arabe dans la ville jadis Chrétienne Byzantine de Constantinople en Eurasie. Les Ottomans ne présentaient quasiment aucun titre de compétence pour gouverner le berceau de l'Islam. Néanmoins, en concordance avec les plans de *Dajjāl*, c'est ce qu'ils firent pendant plus de 400 ans, jusqu'à ce qu'un *Printemps Arabe* de conception européenne démantelât le pouvoir Ottoman, détruisît l'institution du *Khilāfah*, et mît en place des dirigeants pro-occidentaux à la tête des Arabes (y compris dans le *Hidjāz*). La destruction du *Khilāfah* et le transfert de pouvoir au bénéfice de dirigeants Arabes pro-occidentaux ouvrirent la voie à l'établissement réussi d'un Etat d'Israël situé en plein cœur du monde Arabe. Sans ces 400 ans de règne de l'Empire Ottoman sur les Arabes, suivis par ce

« Printemps Arabe », l'Etat Sioniste d'Israël n'aurait jamais pu voir le jour.

Le Chérif al-Hussayn, le Chérif Arabe de La Mecque nommé par les Ottomans, tenta bien de revendiquer le Califat, suite à l'abolition du *Khilāfah* par les Turcs, mais il était déjà trop tard pour qu'un *Khilāfah* Arabe puisse être restauré. La Grande-Bretagne utilisa 'Abd al-'Aziz Ibn Saoud pour couper court à ce bref *Khilāfah* et pour s'assurer ensuite que le *Khilāfah* de l'Islam ne puisse jamais plus être rétabli tant que les Saoudo-Wahhâbites contrôleraient le *Hidjāz*. Hussayn dut fuir et le règne Saoudo-Wahhâbite qui lui succéda apporta la garantie (d'un point de vue britannique) que le *Khilāfah* demeurerait définitivement enterré, qu'il ne se relèverait jamais (voir mon livre intitulé « Le Califat, le Hidjāz et l'Etat-nation Saoudo Wahhâbite » sur mon site web : http://www.imranhosein.org/books/126-the-caliphate-the-hijaz-and-the-saudi-wahabi-nation-state.html.).

Pendant un peu plus de 400 ans de règne Ottoman, La Mecque et Médine furent intelligemment étouffées et brillamment cantonnées à des lieux de grands pèlerinages annuels, sans même qu'un indice ne laisse penser que ces cités désormais lointaines aient pu jouer un quelconque autre rôle dans les affaires Islamiques. Cependant, quand les Saoudo-Wahhâbites s'emparèrent des *Haramayn al-Charifayn*, ils s'engagèrent dans une tentative pernicieuse d'instrumentalisation du *Hajj* de 1344 afin que soit reconnue dans le monde de l'Islam la légitimité politique et religieuse de leur gouvernance du *Hidjāz* et des *Haramayn*. La tentative échoua. Ils s'évertuèrent alors à utiliser de la ville du Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) pour propager une croyance Islamique dotée d'une épistémologie borgne qui déposséda l'érudition Islamique Arabe de sa clairvoyance spirituelle (*firāsah al-Mou'min).* Médine devint une ville universitaire ayant pour ambition de remodeler la pensée Islamique aussi bien Arabe que non Arabe si intelligemment que les érudits

pouvaient assurer que la version la plus pure de l'Islam prévaudrait à Médine. Mais loin d'être « la plus pure », cette version Saoudienne de l'Islam produit des érudits Islamiques désormais incapables de faire la part des choses entre l'*apparence* et la *réalité* dans tout ce qui a trait à *Dajjāl.* C'est ainsi que l'Arabie Saoudite put enterrer le *Khilāfah* et continuer à maintenir des liens fraternels avec l'Occident Sioniste sans susciter d'opposition religieuse significative de la part des érudits. En fait, les étudiants et érudits universitaires osant défier le programme Saoudo-Wahhâbite qui a maintenant atteint son paroxysme avec une alliance secrète avec Israël pouvaient même y laisser leur tête.

Jérusalem se déplace vers le centre de la scène

Pendant ces plus de six siècles, alors que Médine était reléguée au second plan et par la suite devenait une ville universitaire à la vision borgne et lugubrement silencieuse, une alliance Judéo-Chrétienne Anglo-Américaine (qui nourrit le Mouvement Sioniste depuis ses toutes premières heures) agit progressivement et avec succès pour mettre Jérusalem au centre de la scène des affaires mondiales. C'est ce que prophétisa le Prophète Mouhammad (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*) quand il prédit:

عَنْ مُعَاذِ بْنِ جَبَلٍ قَالَ قَالَ رَسُولُ اللَّهِ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ عُمْرَانُ بَيْتِ الْمَقْدِسِ خَرَابُ يَثْرِبَ وَخَرَابُ يَثْرِبَ خُرُوجُ الْمَلْحَمَةِ وَخُرُوجُ الْمَلْحَمَةِ فَتْحُ قُسْطَنْطِينِيَّةَ وَفَتْحُ الْقُسْطَنْطِينِيَّةِ خُرُوجُ الدَّجَّالِ ثُمَّ ضَرَبَ بِيَدِهِ عَلَى فَخِذِ الَّذِي حَدَّثَهُ أَوْ مَنْكِبِهِ ثُمَّ قَالَ إِنَّ هَذَا لَحَقٌّ كَمَا أَنَّكَ هَاهُنَا أَوْ كَمَا أَنَّكَ قَاعِدٌ يَعْنِي مُعَاذَ بْنَ جَبَلٍ . (سنن أبي داود)

Rapporté par Mou'aadh ibn Jabal. Le Prophète dit (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*) : Jérusalem sera dans un état florissant lorsque Yathrib (c'est-à-dire la

ville de Médine) sera en proie à la désolation. Yathrib sera en proie à la désolation lorsqu'éclatera la grande guerre; le déclenchement de la grande guerre sera (suivi par) la conquête de Constantinople ; et la conquête de Constantinople sera (suivi par) l'arrivée (i.e. l'apparition, l'avènement) de Dajjāl (l'Antéchrist). Puis il (le Prophète) tapa avec sa main sa cuisse ou l'épaule de celui à qui il s'adressait et dit : cela est certainement aussi véridique que le fait que tu es (assis) ici (il parlait de Mou'aadh ibn Jabal).

(Sounan de Abī Daoūd).

Les Grandes guerres mèneront bientôt à la conquête de Constantinople.

Le propos du présent essai est que nous sommes situés à ce moment de l'Histoire où Jérusalem est florissante alors que Médine, comparée à Jérusalem, est dans un état de triste et silencieuse désolation – ne jouant absolument plus aucun rôle ni dans les affaires du monde de l'Islam ni dans celles du monde en général. Si ce point de vue est correct, cela impliquerait que l'on peut s'attendre à ce que les grandes guerres prophétisées dans le *Hadīth* ci-dessus commencent bientôt. L'auteur s'attend à ce que ces guerres commencent dans les prochains mois suivants la publication de cet essai. Ces guerres provoqueront, à terme, une guerre civile en Turquie qui, à son tour, débouchera sur la conquête de Constantinople prophétisée pour la Fin de l'Histoire – contrairement à la conquête Ottomane barbare de la ville qui est une source de déshonneur et de honte pour l'Islam. Ce n'est qu'après la conquête Islamique de Constantinople à venir, à l'occasion de laquelle la Cathédrale de Hagia Sophia sera restituée aux Chrétiens Orientaux avec nos excuses, et après que la ville aura recouvré le nom de Constantinople qu' « un jour comme une semaine » prendra fin (cf. *Jérusalem dans le Coran*) et que Dajjāl apparaîtra en personne tentant alors de diriger le monde depuis Jérusalem (cf. le *Hadīth* ci-dessus).

Il est difficile de prévoir comment la guerre civile Turque surviendra. Mais il est tout à fait possible qu'une aventure militaire Turque en Syrie pour amener un changement de régime qui fasse avancer l'échiquier Sioniste pousse les Musulmans Turcs à se lancer dans une tentative pour libérer la Turquie de l'emprise maléfique de l'OTAN. Ces efforts peuvent être appuyés par des combattants Arabes affluant en masse vers la Turquie en provenance de tout le monde Arabe. Le monde peut également s'attendre à voir déferler en Turquie des vagues de combattants en provenance d'Albanie, de Bosnie, d'Azerbaïdjan et d'autres territoires proches.

Nombreux sont ceux qui soutiennent que la prophétie concernant Constantinople a déjà été réalisée, et par conséquent il nous faut nous étendre quelque peu sur le sujet.

La conquête de Constantinople a-t-elle déjà eu lieu ?

Le Prophète béni était très élogieux pour l'armée qui réaliserait cette conquête et pour l'*Amīr* qui serait à la tête de cette armée:

قال رسول الله صلى الله عليه وسلم : لتفتحن القسطنطينية فلنعم الأمير أميرها ولنعم الجيش ذلك الجيش (روه الإمام أحمد في مسنده).

« En toute vérité vous conquerrez Constantinople. Quel chef magnifique sera son chef et quelle armée magnifique sera cette armée ! »

(Mousnad, Imam Ahmad).

Lorsque les nationalistes Turcs laïcs conquirent la ville et entreprirent de mettre en place la République laïque de Turquie en 1923, ils choisirent Istanbul comme nom officiel de la ville et *interdirent l'usage du ou des précédents noms* ; par conséquent le

nom « Constantinople » est tombé en désuétude dans le vocabulaire courant. Il semble même qu'il ait aujourd'hui toute sa place dans les muséums d'histoire.

Istanbul n'était pas un nom nouveau. C'était l'un des nombreux noms précédemment utilisés pour désigner la ville. Cependant le nom sous lequel la ville était le mieux connue était incontestablement celui de Constantinople. Et l'interdiction de l'utilisation de tout autre nom semble avoir été dirigée en tout premier lieu contre l'utilisation du nom le plus connu et usité. Il y a une raison à ce changement de nom de ville et à l'interdiction des autres noms et le présent essai explique cette raison.

On croit communément que cette prophétie du Prophète Mouhammad (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*) s'est réalisée en 1453 quand les Turcs Ottomans, sous le commandement du jeune Sultan Mouhammad (Mehmet) Fatih, s'emparèrent de Constantinople. Cependant le *hadīth* cité ci-dessous est des plus clairs sur le fait que cette conquête se réalisera dans *Ākhir al-Zamān* juste avant que l'Antéchrist n'apparaisse en personne (c'est-à-dire sous la forme d'un être humain qui se présentera comme étant le Messie):

Rapporté par Mou'had ibn Jabal : le Prophète (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*) dit […] le déclenchement de la grande guerre sera (suivi par) la conquête de Constantinople ; et la conquête de Constantinople sera (suivie par) la venue de *Dajjāl* (l'Antéchrist) (i.e. son apparition, son arrivée) […]

(Sounan, Abī Daoūd).

Les nationalistes Turcs foncièrement laïcs et impies ne voulaient pas que les Musulmans réalisent un jour que la conquête de Constantinople prophétisée par le Prophète Mouhammad (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*) ne s'était pas encore produite et restait encore à venir ; et il semble que ce fut au moins l'une des raisons pour lesquelles ils changèrent le nom de la ville. Le Prophète Mouhammad (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*) employa le nom

Constantinople (al-Konstantaniyyah en arabe) quand il fit sa prophétie à propos de la ville. Il n'employa pas d'autre nom. Aussi, si ce nom devait être jeté aux oubliettes, il était fort probable que l'attention des Musulmans serait détournée des implications de la prophétie.

Nous avons souligné plus tôt que nous sommes situés à ce moment de l'Histoire où Jérusalem est florissante alors que Médine est dans un état de désolation. Aussi, est-il clair que le monde se trouve aujourd'hui à l'orée de guerres majeures qui, à leur tour, provoqueront la conquête Musulmane de Constantinople de la prophétie. Cette conquête Musulmane non seulement libèrera la ville de la domination Turque nationaliste impie, mais extirpera et délivrera également la ville de l'étreinte Sioniste malfaisante de l'OTAN.

Dans l'éventualité improbable que davantage de preuves soient nécessaires pour étayer notre thèse, nous exposons maintenant des preuves supplémentaires confirmant sans l'ombre d'un doute que la conquête Ottomane de Constantinople de 1453 ne pouvait pas être la conquête prophétisée par le Prophète Mouhammad (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*).

Considérez ceci :

L'armée qui conquit Constantinople était composée de sept unités. Certains étaient des volontaires attirés par la perspective du pillage de la ville. D'autres formaient des troupes régulières bien entraînées issues des quatre coins de l'Empire Ottoman. Mais l'unité d'élite extrêmement bien entraînée des Janissaires constituait le cœur de cette armée Ottomane. Celle-ci comprenait des enfants Chrétiens qui avaient été enlevés à leurs parents de force (en territoires conquis par les Ottomans), puis avaient été convertis à l'Islam sous la contrainte et qui avaient reçu la meilleure des formations militaires possibles. Tous consacraient personnellement leur loyauté au Sultan. Jamais dans son histoire

l'Islam ne fut à ce point déshonoré par des Musulmans s'emparant d'enfants Chrétiens et les convertissant de force à l'Islam, puis les utilisant comme une force d'attaque d'élite combattant prétendument au nom de l'Islam. C'était un péché manifeste, une source de honte monstrueuse et une violation directe du commandement d'Allah dans le Coran qui interdit la conversion à l'Islam sous la contrainte. La conséquence prévisible fut de faire naître une inimitié et une haine éternelles à l'égard de l'Islam et des Musulmans dans les territoires où avaient été enlevés ces enfants Chrétiens. Ces territoires Chrétiens orientaux étaient précisément *Roūm* avec qui le Prophète prédit que les Musulmans concluraient une alliance des Derniers Temps.

Quand les Ottomans percèrent les défenses de la ville et réussirent finalement à entrer dans la cité en vainqueurs, s'ensuivirent « tueries, pillages, viols, incendies et mise en esclavage ». C'était peut-être la façon dont se comportaient – et se comportent encore aujourd'hui – les armées lors de la conquête d'une ville, mais ce n'est pas la façon de faire de l'Islam qui nous enjoint le respect et la protection de la vie et de l'honneur des femmes, des enfants, des personnes âgées et de ceux – tels les prêtres – qui consacrent leur vie à la religion. En fait, des preuves attestent que même les églises et monastères Chrétiens furent profanés par le saccage de l'armée prétendument Islamique qui y entra et se livra à des viols, des pillages et à des meurtres à l'intérieur même des églises. Le Sultan donna son aval pour que cela se poursuive, sans qu'aucune norme d'éthique de guerre n'y apporte de restriction, pendant trois jours. Peu importait aux Ottomans que Constantinople fût la capitale de la Chrétienté Byzantine (ou *Roūm*). Un tel comportement de la part de l'armée Ottomane valut à l'Islam la haine éternelle de Byzance.

Mais le comportement du Sultan en personne, dès qu'il entra dans la ville, fut déplorable. Il donna l'ordre indigne et impie de transformer en *Masjid* la grande Cathédrale Byzantine de Sainte

Sophie, Hagia Sophia, qui avait été construite 1000 ans plus tôt par l'Empereur Justinien. Lorsque les Musulmans conquirent Jérusalem sous le *Khilāfah* de Omar bin al-Khattab, le Patriarche de Jérusalem, Sophronius, ne voulut remettre la cité à nul autre que le *Khalīfah* lui-même. Omar dut se rendre de Médine à Jérusalem pour recevoir les clefs de la ville. Alors qu'on lui faisait faire le tour des églises saintes de Jérusalem, le temps de la prière arriva et le Patriarche invita gracieusement à Omar à faire sa *Salāt* sur place, dans l'Eglise de la Résurrection. Omar déclina l'offre car il craignait que cela puisse jeter les bases d'un précédent permettant aux Musulmans de convertir l'église en *Masjid*. La conversion Ottomane de Hagia Sophia en Masjid n'était pas un événement anodin. Elle était la plus grande et la plus somptueuse église de tout le monde Chrétien. Elle conserva ce statut pendant 1000 ans. En transformant cette église en *Masjid*, le Sultan non seulement mettait le monde de l'Islam dans l'embarras, mais il plantait également dans le cœur même de la Chrétienté Byzantine orientale un couteau empoisonné qui n'aurait jamais aucune chance d'être oublié. Passe encore que d'autres convertissent des églises, des monastères et même des *masājid* (comme Cordoue par exemple) ; on ne saurait s'attendre à ce qu'un *Amīr* dont le Prophète lui-même fit personnellement l'éloge s'abaisse à ce niveau indigne de comportement.

Notons enfin que les Sultans Ottomans ne se mariaient jamais – parce qu'ils ne voulaient pas s'embarrasser du respect des droits légaux que l'Islam donnait aux épouses et aux frères de sang (en matière de succession au commandement dans un système héréditaire de gouvernement). Et ils se contentaient donc de coucher avec des esclaves. L'Islam restreignait à quatre le nombre d'épouses pour un homme, mais ne restreignait pas le nombre de femmes esclaves qu'il pouvait posséder et avec qui il pouvait coucher. Aussi les Sultans Ottomans possédaient-ils une étable d'esclaves que l'on désignait sous le terme de Harem. Ces femmes provenaient quasi exclusivement de territoires Chrétiens conquis.

Elles n'avaient aucun droit. Le Prophète de l'Islam avait ordonné : *Donnez à vos esclaves à manger la nourriture que vous mangez, et donnez leur à porter les vêtements que vous portez.* Ainsi l'Islam rendait aux esclaves leur humanité et leur donnait des droits. Le Sultan Ottoman, quant à lui, couchait avec une esclave et si elle tombait enceinte et donnait naissance à un fils, il mettait fin à tout rapport sexuel avec elle. Il faisait ceci pour s'assurer qu'elle n'aurait pas d'autre enfant et donc pas de rival pour son fils s'il advenait qu'il devint un jour Sultan lui-même. Le Prophète (*sallAllahu 'aleyhi wa sallam*) déclara que *« le mariage est la moitié de la foi »*. Il n'est pas du tout possible que le Prophète béni pût faire l'apologie d'un tel comportement de la part des Sultans Ottomans.

Il est clair pour l'auteur que le Sultan Mouhammad Fatih ne pouvait pas prétendre être l'*Amīr* du *hadīth* ; pas plus que l'armée Ottomane n'avait l'étoffe de l'armée mentionnée dans le *hadīth*. Il en découle que la conquête Musulmane d'Istanbul ou Constantinople est un événement qui reste encore à venir.

Le lecteur est encouragé à étudier le sujet plus à fond et à tirer lui-même ses propres conclusions.

Médine revient sur le devant de la scène.

Cet essai avance des arguments et des preuves attestant que Médine sera bientôt libérée de son statut de ville universitaire Saoudo-Wahhâbite de second ordre et réduite au silence pour retrouver celui de cité qui occupera le devant de la scène dans les affaires du monde de façon spectaculaire ; et cela devrait donner du baume au cœur des Musulmans à travers le monde.

Au cœur de cette thèse se trouve la prophétie des Derniers Temps selon laquelle les Arabes seront détruits par des épidémies (autrefois connues sous le terme de plaies) :

عن عَوْف بْن مَالِكٍ قَالَ أَتَيْتُ النَّبِيَّ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ فِي غَزْوَةِ تَبُوكَ وَهُوَ فِي قُبَّةٍ مِنْ أَدَمٍ فَقَالَ اعْدُدْ سِتًّا بَيْنَ يَدَيْ السَّاعَةِ مَوْتِي ثُمَّ فَتْحُ بَيْتِ الْمَقْدِسِ ثُمَّ مُوْتَانٌ يَأْخُذُ فِيكُمْ كَقُعَاصِ الْغَنَمِ ثُمَّ اسْتِفَاضَةُ الْمَالِ حَتَّى يُعْطَى الرَّجُلُ مِائَةَ دِينَارٍ فَيَظَلُّ سَاخِطًا ثُمَّ فِتْنَةٌ لَا يَبْقَى بَيْتٌ مِنْ الْعَرَبِ إِلَّا دَخَلَتْهُ ثُمَّ هُدْنَةٌ تَكُونُ بَيْنَكُمْ وَبَيْنَ بَنِي الْأَصْفَرِ فَيَغْدِرُونَ فَيَأْتُونَكُمْ تَحْتَ ثَمَانِينَ غَايَةً تَحْتَ كُلِّ غَايَةٍ اثْنَا عَشَرَ أَلْفًا (صحيح البخاري).

Rapporté par ‘Aouf bin Malik : je me rendais chez le Prophète durant le Ghazwa de Taboūk alors qu’il était assis sous une tente de cuir. Il me dit « Compte six signes qui indiquent l’approche de l’Heure : ma mort, la conquête de Jérusalem, **une plaie qui vous atteindra (et vous tuera en grand nombre) telle la plaie qui touche les moutons**, l’augmentation des richesses à tel point que si quelqu’un reçoit cent Dināars il ne sera pas satisfait ; puis une affliction à laquelle aucune maison Arabe n’échappera, puis une trêve entre vous et les Banoū Al-Asfar qui vous trahiront et vous attaqueront sous quatre-vingt bannières. Sous chaque bannière se trouveront douze mille soldats.

(Sahīh Boukhārī)

عَنْ عَبْدِ اللَّهِ بْنِ عَمْرٍو قَالَ قَالَ رَسُولُ اللَّهِ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ تَكُونُ فِتْنَةٌ تَسْتَنْظِفُ الْعَرَبُ قَتْلَاهَا فِي النَّارِ اللِّسَانُ فِيهَا أَشَدُّ مِنْ السَّيْفِ . (سنن الترمذي وسنن ابن ماجه)

Abdoullah bin ‘Amr rapporta que le Messager d’Allah dit : « Viendra une calamité qui balaiera les Arabes. Leurs morts seront en enfer. Les langues y seront plus dangereuses que les coups d’une épée ».

(Tirmīdhi, Ibn Mājah)

Il existe des preuves que l'actuel « Printemps Arabe » qui a débuté il y a plus d'un an, de même que celui qui l'a précédé cent ans auparavant, est de fabrication Judéo-Chrétienne européenne et est destiné à préparer le terrain pour un massacre des Arabes qui facilitera l'imposition d'une domination économique et politique Israélienne sur les Arabes.

Il est quasiment certain que les Sionistes livreront bientôt aux Arabes une guerre biologique (pour le compte de *Dajjāl*) comme l'a prédit le Prophète, qui entraînera une réduction substantielle de la population Arabe dans le monde.

De nombreux *Ahadīth* nous informent que ni une épidémie ni *Dajjāl* ne peuvent entrer à La Mecque et à Médine :

عَنْ أَبِي هُرَيْرَةَ رَضِيَ اللَّهُ قَالَ رَسُولُ اللَّهِ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ عَلَى أَنْقَابِ الْمَدِينَةِ مَلَائِكَةٌ لَا يَدْخُلُهَا الطَّاعُونُ وَلَا الدَّجَّالُ (صحيح البخاري)

Abou Hourayra (*radhiAllahou 'anhou*) dit : le Messager d'Allah (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*) dit : il y a des anges aux portes de Médine. Ni épidémie ni Dajjāl ne peuvent y entrer.

(Sahīh Boukhārī)

Notre avis – et Allah est Le mieux informé – est que cette prophétie a trait à l'attaque biologique contre les Arabes qui serait lancée pour le compte de *Dajjāl* (d'où la juxtaposition d'*épidémie* et de *Dajjāl* dans le *Hadīth*). Aussi notre conclusion est que La Mecque et Médine sont destinées à reprendre une place centrale de façon spectaculaire dans les affaires Islamiques et mondiales quand ces deux cités apporteront une sécurité extraordinaire et providentielle au moment du déclenchement de cette attaque contre les Arabes.

Mais Médine, ville universitaire dont l'Islam est la plus pure expression du Saoudo-Wahhâbisme, est même destinée à jouer un rôle encore plus grandiose et plus extraordinaire dans l'Histoire – un rôle qui sera profondément embarrassant pour la version Saoudo-Wahhâbite de l'Islam.

Médine éclipsera La Mecque au centre de la scène.

Il n'est pas du tout difficile pour nous d'anticiper des mouvements à grande échelle d'Arabes de La Mecque vers Médine sitôt qu'Israël commencera ses guerres majeures. On pourrait même s'attendre à ce que cet essai fasse potentiellement débuter ce mouvement avant même que ne commencent les guerres. Les Arabes agiront de la sorte dans la mesure où ils seront dans l'expectative des épidémies qui ont été prophétisées comme devant décimer ou balayer les Arabes. Quand La Mecque et Médine seront submergées d'Arabes en quête de sûreté et de refuge contre la mort par épidémie, cet immense rassemblement provoquera à coup sûr un embrasement explosif et spontané entre ceux possédant l'alchimie de la foi en Islam dans le cœur d'une part et ceux qui servent *Dajjāl* d'autre part.

Il est facile de reconnaître ces Arabes qui servent *Dajjāl* car ce sont ceux qui se sont rendus coupables de soutenir sans honte le récent renversement injuste du régime Libyen par l'OTAN et qui, maintenant, font l'apologie du soutien à une guerre, tout aussi injuste, d'Israël/de la Turquie/de l'OTAN en Syrie et en Iran. Ils ont oublié que le Coran a interdit aux Musulmans d'être les amis et alliés de l'alliance Judéo-Chrétienne (al-Maïda 5 : 51) et leur a aussi interdit de mener une guerre injuste tout en leur enjoignant la Justice absolue !

L'embrasement spontané à Médine est voué à déboucher sur des événements spectaculaires ayant le potentiel pour mettre sérieusement dans l'embarras cette version Saoudienne de l'Islam « le plus pur ». Le Prophète prédit la chose suivante :

عن أَنَس بْن مَالِكٍ رَضِيَ اللَّهُ عَنْ النَّبِيِّ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ قَالَ لَيْسَ مِنْ بَلَدٍ إِلَّا سَيَطَؤُهُ الدَّجَّالُ إِلَّا مَكَّةَ وَالْمَدِينَةَ لَيْسَ لَهُ مِنْ نِقَابِهَا نَقْبٌ إِلَّا عَلَيْهِ الْمَلَائِكَةُ صَافِّينَ يَحْرُسُونَهَا ثُمَّ تَرْجُفُ الْمَدِينَةُ بِأَهْلِهَا ثَلَاثَ رَجَفَاتٍ فَيُخْرِجُ اللَّهُ كُلَّ كَافِرٍ وَمُنَافِقٍ . (صحيح البخاري)

Anas Ibn Malik (*radhiAllahou 'anhou*) dit : le Prophète (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*) dit : il n'y a aucune ville dans laquelle Dajjāl n'entrera pas, à l'exception de La Mecque et Médine. Il n'existe pas d'entrée parmi leurs entrées qui ne soit gardée par des anges en rangs. Puis, Médine tremblera à trois reprises, et ensuite Allah en fera sortir tout kāfir et tout mounāfiq (hypocrite).

(Sahīh Boukhārī)

قَالَ أَنَسُ بْنُ مَالِكٍ قَالَ رَسُولُ اللَّهِ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ لَيْسَ مِنْ بَلَدٍ إِلَّا سَيَطَؤُهُ الدَّجَّالُ إِلَّا مَكَّةَ وَالْمَدِينَةَ وَلَيْسَ نَقْبٌ مِنْ أَنْقَابِهَا إِلَّا عَلَيْهِ الْمَلَائِكَةُ صَافِّينَ تَحْرُسُهَا فَيَنْزِلُ بِالسِّبْخَةِ فَتَرْجُفُ الْمَدِينَةُ ثَلَاثَ رَجَفَاتٍ يَخْرُجُ إِلَيْهِ مِنْهَا كُلُّ كَافِرٍ وَمُنَافِقٍ . ورواية مماثلة بنفس الإسناد غَيْرَ أَنَّهُ قَالَ فَيَأْتِي سِبْخَةَ الْجُرُفِ فَيَضْرِبُ رِوَاقَهُ وَقَالَ فَيَخْرُجُ إِلَيْهِ كُلُّ مُنَافِقٍ وَمُنَافِقَةٍ . (صحيح مسلم)

Anas Ibn Malik dit : le Messager d'Allah (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*) dit : il n'existe aucune ville dans laquelle Dajjāl n'entrera pas excepté La Mecque et Médine. Il n'existe pas d'entrée parmi ses entrées qui ne soit gardée par des anges en rangs. Dajjāl campera près d'une aire salée et désertique, puis Médine tremblera à trois reprises, et alors tout kāfir et tout mounāfiq (hypocrite) en sortira pour le rejoindre. Dans une narration similaire avec une chaîne de transmission finale identique il dit plutôt : Il se rendra à l'aire salée désertique de Jourouf et établira son camp. Et il dit aussi : alors tous les hypocrites, hommes

ou femmes, sortiront le rejoindre.

(Sahīh Mouslim)

عَنْ أَبِي هُرَيْرَةَ أَنَّ رَسُولَ اللَّهِ صَلَّى اللَّهُ عَلَيْهِ وَسَلَّمَ قَالَ يَأْتِي الْمَسِيحُ مِنْ قِبَلِ الْمَشْرِقِ هِمَّتُهُ الْمَدِينَةُ حَتَّى يَنْزِلَ دُبُرَ أُحُدٍ ثُمَّ تَصْرِفُ الْمَلَائِكَةُ وَجْهَهُ قِبَلَ الشَّامِ وَهُنَالِكَ يَهْلِكُ . (صحيح مسلم)

Abou Hourayra dit : le Messager d'Allah (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*) dit : le Faux Messie viendra de l'est, avec l'intention de se rendre à Médine, jusqu'à ce qu'il dresse le camp derrière Ouhoud. Alors des anges dévieront son visage (sa direction) vers Chām (le Nord, c'est-à-dire la Grande Syrie) et c'est là qu'il mourra.

(Sahīh Mouslim)

Ces *Ahadīth* indiquent qu'Israël attaquera finalement le Hidjāz. A ce moment-là, *Dajjāl* sera le chef de l'Etat Juif. Peut-être les forces Israéliennes lanceront-elles cette attaque pour avoir cru que Médine est une partie de la Terre Sainte (dans la mesure où les Juifs y ont vécu longtemps).

Quand les forces Israéliennes atterriront à l'extérieur de Médine, tout partisan des Sionistes quittera la ville pour rejoindre les Israéliens. Les trois occurrences au cours desquelles Médine tremblera (et qui conduiront la ville à se vider de tous les *Kouffār* ou incroyants et *Mounāfiqoūn* ou hypocrites) pourraient, peut-être, représenter trois soulèvements Islamiques révolutionnaires qui enverraient des ondes de choc à travers le monde.

De surcroît, il faut bien sûr compter sur le fameux phénomène des « rats quittant le navire ». Mais ce navire-là ne sombrera pas. Les anges dévieront plutôt l'attaque Israélienne vers Damas et c'est à ce moment-là que Nabi 'Issa (*'aleyhi al-Salām*), le

vrai Messie, descendra de façon spectaculaire pour tuer *Dajjāl* le faux Messie.

Cela devrait ravir le cœur de tout Musulman sincère que la ville du Prophète (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*) soit prédestinée à jouer un rôle si stratégique et si extraordinaire dans *Ākhir al-Zamān* lorsqu'elle retrouvera sa place centrale tant sur la scène internationale que dans les affaires Islamiques afin de séparer ceux qui demeurent fidèles à l'Islam de ceux qui sont devenus *Kouffār* et *Mounāfiqoūn* en se mettant au service de l'alliance Sioniste Judéo Chrétienne et Anglo-Américaine. Quel spectacle sublime auquel le monde assistera que celui des anges purifiant et défendant la cité du Prophète Béni (*sallAllahou 'aleyhi wa sallam*) et détournant l'attaque Israélienne vers Damas. Reste juste à savoir combien d'érudits – si tant est qu'il en reste – seront encore dans l'Université Islamique de Médine sous contrôle Saoudien après que Médine aura tremblé trois fois ! Puisse Allah guider et donner aux sincères érudits de l'Islam en Arabie Saoudite la force de se dresser avant que ne tremble à trois reprises Médine. *Amīn!*

(L'auteur reconnaît avec gratitude avoir bénéficié de l'expertise du Dr. Tammam 'Adi pour la traduction en anglais de certains *Ahadīth* ci-dessus. Il est également redevable à son cher ami et frère Mouhammad Alamgir de Sydney qui a lu le premier jet de cet essai et l'a alerté sur la connection entre les Ottomans et la stratégie de destruction du *Khilāfah* de *Dajjāl*)

LIVRES DU MEME AUTEUR

Le Califat, le Hidjaz et l'Etat-nation Saoudo-Wahhâbite.

Le monde moderne impie est en train de mener une guerre contre l'Islam et il est temps pour les Musulmans d'ouvrir les yeux sur ce fait et d'y réagir de façon appropriée. Personne ne peut espérer relever ce défi comme il se doit tant et aussi longtemps qu'ils n'auront pas au préalable reconnu et compris la nature de ce défi. Les Musulmans devraient savoir que le Califat sera un jour restauré et que l'Islam remplacera l'Occident moderne impie actuel en tant que force dominant le monde. Les Musulmans devraient maintenant être suffisamment secoués pour rechercher les causes de leur impotence. Ce livre cherche à éduquer les Musulmans et à leur fournir les moyens par lesquels ils peuvent éviter d'être dupés, menés hors du droit chemin, par ceux qui ont trahi l'Islam afin de vivre confortablement.

Les rêves en Islam, une fenêtre ouverte sur la vérité et sur le cœur.

Ce livre met l'accent sur l'importance des rêves et, en particulier, sur le phénomène de rêves véridiques (qui ne sont pas moins de huit dans le Coran) et des rêves du Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*). L'auteur affirme que l'épistémologie occidentale, issue du matérialisme impie, ne peut pas expliquer le phénomène des rêves véridiques, pas plus que l'« Islam Protestant » des temps modernes. Les Soufis ont fidèlement préservé l'épistémologie de l'Islam qui peut seule expliquer un rêve véridique ou une vision. Ce livre décrit la classification et l'interprétation de ces rêves, et analyse chacun des huit rêves situés dans le Coran. Ce livre rapporte également tous les rêves du Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) lui-même ainsi que de ses compagnons.

La Religion d'Abraham et l'Etat d'Israël à la lumière du Coran.

Ce livre réfute, d'un point de vue exclusivement coranique, la revendication fondamentale à la légitimité de l'Etat Juif d'Israël, à savoir la croyance des Juifs selon laquelle ils seraient toujours le peuple « élu » d'Allah le Plus-Haut, et qu'ils auraient reçu un droit « exclusif » et « éternel » à la Terre Sainte de Palestine. L'auteur démontre que la reconnaissance de l'Etat d'Israël impliquerait l'acceptation de cette revendication fondamentale et constituerait donc un acte de *chirk !*

L'importance de l'interdiction du Riba en Islam.

Le thème principal de ce livre est une démonstration de l'importance de l'interdiction du *Riba* en Islam. La majorité des Musulmans dans le monde aujourd'hui sont amplement ignorants de l'importance de cette interdiction et du châtiment sévère qui attend ceux qui se complaisent dans le *Riba*, qu'ils soient prêteurs, emprunteurs, banquiers ou même témoins. Le châtiment débutera dans la tombe même !

Une Jama'ah, un Emir : l'organisation d'une communauté Musulmane à l'ère des *Fitan.*

Ce livre tente dans un premier temps de faire la démonstration sélective mais concluante que nous vivons actuellement dans une ère de *Fitan* désignée par le Prophète Mouhammad (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) comme la fin des temps, ou l'époque qui sera le témoin de la fin de l'histoire. Il souligne ensuite que le Prophète (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*) a donné des instructions spécifiques aux Musulmans les incitant à s'attacher fermement à la *Jama'ah* (authentique) et à l'Emir/Imam (au chef) à l'ère des *Fitan* s'ils veulent survivre aux grandes épreuves et au mal de cette époque avec leur foi intacte.

L'interdiction du Riba dans le Coran et la Sounnah.

Ce livre tente de présenter le sujet ô combien complexe du *Riba* de façon simple et aisément compréhensible. Le livre réfute les opinions fausses selon lesquelles l'intérêt bancaire moderne n'est pas du *Riba*, qu'emprunter avec intérêt pour se loger, etc., est autorisé grâce à la doctrine de la nécessité (*daroura*), qu'emprunter avec intérêt dans les pays occidentaux est permis parce que ces pays sont *Dar al-Harb*, et qu'acheter « cash » et vendre « à crédit » avec une « marge » (cf. l'Union du Crédit Musulman) est autorisé car ce n'est pas du *Riba*. Toutes ces affirmations ne sont pas que fausses, mais dangereusement fausses. Toutes ces transactions sont du *Riba* et, par conséquent, *Haram !* Un terrible, terrible châtiment attend ceux qui persistent dans le *Riba* même après que l'avertissement divin leur est parvenu. Le livre comporte aussi en annexe des questions-réponses sur le *Riba.*

La portée stratégique du jeûne du Ramadan et de l'Isra et Mi'raj.

La première partie du livre tente de démontrer que le jeûne du Ramadan était censé jouer un rôle stratégique en mobilisant la communauté Musulmane en vue de consolider son unité, sa solidarité, sa foi et sa morale, et en vue de construire ce pouvoir à même de résister aux agressions, de dissuader les agresseurs, de libérer les opprimés et de prouver le bien-fondé de la Vérité. Les gages de confiance de cette proposition sont situés dans l'analyse de la séquence chronologique de la promulgation divine de trois choses simultanément : 1) le changement de *Qibla* ; 2) la permission du *Qital* (combattre) ; 3) le jeûne du Ramadan.

La deuxième partie se penche sur les implications spirituelles, scientifiques, épistémologiques, politiques, théologiques et stratégiques de l'*Isra* et *Mi'raj* du Saint Prophète Mouhammad (*sallAllahou 'alayhi wa sallam*).